



**HAL**  
open science

# L'ouverture de l'Arctique : enjeux géoéconomiques et enjeux de puissance de la Fédération de Russie

Hélène Ruaut

► **To cite this version:**

Hélène Ruaut. L'ouverture de l'Arctique : enjeux géoéconomiques et enjeux de puissance de la Fédération de Russie. Géographie. 2016. dumas-01426367

**HAL Id: dumas-01426367**

**<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01426367v1>**

Submitted on 4 Jan 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



***L'ouverture de l'Arctique : enjeux  
géoéconomiques et enjeux de puissance de la  
Fédération de Russie***

Mémoire d'étape

**Master 1 Géopolitique**

*Mémoire réalisé par* Hélène RUAUT

Etudiante à l'Université de Reims Champagne-Ardenne

*Sous la direction de* Monsieur François BOST

Professeur à l'Université de Reims Champagne-Ardenne

*Second membre du jury :* Monsieur Jon Marco CHURCH

Maître de conférence à l'Université de Reims Champagne-Ardenne

Année universitaire 2015 – 2016







## ***REMERCIEMENTS***

Tout d'abord, je souhaiterais adresser de sincères remerciements à mon directeur de mémoire, Monsieur François Bost, pour m'avoir permis d'aborder ce travail de recherche avec sérénité et assurance. La confiance et la bienveillance qu'il m'a accordées m'ont solidement soutenue tout au long de cette année universitaire.

Je tiens également à exprimer ma profonde reconnaissance envers Monsieur Stéphane Rosière, directeur du Master de Géopolitique, qui a su transmettre son enthousiasme notamment dans l'échange et le travail avec ses étudiants. Il a ainsi insufflé un climat de confiance précieux au sein de la promotion.

Je voudrais aussi remercier ma famille et amis. Particulièrement mes parents, pour leur indéfectible soutien et pour m'avoir toujours laissée libre de mes choix. Et enfin, mes amis pour s'être assurés d'être toujours là pour moi.



## ***SOMMAIRE***

<i>Introduction</i>	5
1. UNE GÉOGRAPHIE COMPLEXE CONDITIONNANT LA PUISSANCE DE LA RUSSIE	11
1.1. Un territoire aux multiples ressources	11
1.2. L'adaptation à un milieu vaste et hostile : une mise en scène du pouvoir	17
2. UN PROJET D'EXTRACTION <i>OFFSHORE</i> , UNE AMBITION MARQUÉE PAR LA DÉMESURE	23
2.1. Les profondeurs de l'Arctique, un fantasme alimentant la convoitise des Etats et générant de nombreuses tensions	23
2.2. Un potentiel en hydrocarbures qui dépasse les seules capacités de la Russie, exigeant de fait une coopération entre Etats, notamment sur le plan technologique	34
3. L'EXPLOITATION DE L'ARCTIQUE : UN RÊVE OU UNE RÉALITÉ POUR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE ?	51
3.1. Une perspective incertaine du fait d'un enjeu fortement dépendant des relations internationales et de l'évolution du cours des matières premières	51
3.2. La Russie peut-elle tout de même s'affirmer en tant que nouvelle puissance industrielle ?	65
<i>Conclusion</i>	85





## ***INTRODUCTION***

Aujourd'hui, la région arctique est un espace convoité qui nourrit de nombreux fantasmes, du fait de l'importance des ressources naturelles qu'elle recèle. Ce fantasme, alimenté par le déclin de la banquise, est perceptible depuis une trentaine d'année. Selon un document publié en juillet 2015 par la revue scientifique internationale *The Cryosphere*, vers 2052, l'océan Arctique sera libre de glace durant tout l'été<sup>1</sup>. De fait, l'absence de banquise permettrait d'exploiter les immenses réserves de ressources naturelles qui s'y trouvent, mais qui jusqu'alors étaient inexploitable. Cela n'est donc pas sans éveiller les projets d'investissements dans les régions polaires de l'Arctique, notamment ceux émanant des compagnies du commerce maritime et de l'industrie de l'énergie.

L'Arctique représente la région du monde située au-delà du Cercle Polaire et à ses abords. Juridiquement, cette région est partagée entre cinq Etats : le Canada, le Danemark (par le biais du Groenland), les Etats-Unis (grâce à l'Alaska), la Norvège et enfin la Russie. La Finlande, l'Islande et la Suède sont parfois considérés comme des Etats riverains de la zone arctique, toutefois, ne possédant pas de frontière avec l'océan Arctique, ils n'y sont pas souverains (Commission des affaires européennes sur les stratégies européennes pour l'Arctique. Sénat, 2014, p. 83). S'agissant de la Fédération de Russie, le Grand Nord n'est pas une région d'attractivité nouvelle pour le pays. En effet, dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, l'Empire russe apparaît déjà comme la puissance ayant le plus investi au pôle Nord, notamment dans un objectif de stratégie militaire.

La Russie est un Etat potentiellement riche grâce à son territoire. La Sibérie arctique recèle en effet d'immenses réserves de minerais et d'hydrocarbures. Aujourd'hui, une partie de ces réserves est exploitée et alimente la majeure part de l'économie russe. Toutefois, et malgré cette richesse substantielle, la Russie est aujourd'hui en situation de crise économique, ce qui provoque une profonde récession du pays. De fait, bien qu'elle ait été une « superpuissance » mondiale du temps où elle se présentait sous le titre d'Union des républiques soviétiques socialistes (URSS) ou Union soviétique, la Russie est aujourd'hui reconnue comme faisant partie du groupe des BRICS aux côtés

---

1

« The projected date of ice-free conditions in the Arctic under the RCP8.5 high emission scenario occurs in the 2050s, which is a decade earlier than without the bias correction, with potentially significant implications for stakeholders in the Arctic such as the shipping industry. The bias correction methodology developed could be similarly applied to other variables to narrow uncertainty in climate projections more generally » (MELIA, N., HAINES, K., HAWKINS, E., 2015, « Improved Arctic sea ice thickness projections using bias corrected CMIP5 simulations » [Prévisions améliorées de l'épaisseur de la glace arctique à partir des simulations de la correction du biais CMIP5], *The Cryosphere Discussions*, [mis en ligne le 22 juillet 2015], [consulté le 5 novembre 2016], URL : <http://www.the-cryosphere-discuss.net/9/3821/2015/tcd-9-3821-2015.pdf>).

du Brésil, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud, soient des pays émergents cherchant à s'affirmer aux côtés des pays développés, et ainsi remettre en question leur domination au sein de l'économie mondiale<sup>2</sup>.

Le projet de développement de l'Arctique pour la Russie est un sujet à dominance géopolitique, en ce sens qu'il induit des rivalités de pouvoir sur un territoire – ce qui est, selon le géographe Yves Lacoste, l'objet d'étude de la géopolitique (Lacoste, 1993, cité par Lorot, 2009, p. 16) – qui est à la fois cadre, enjeu et théâtre – correspondant alors à la définition de la géopolitique qu'en donne le géographe Stéphane Rosière (Rosière, 2001, p. 35). Toutefois, la géopolitique étant une discipline transversale, ce mémoire aborde non seulement la géopolitique, mais également la géoéconomie, les relations internationales et les sciences économiques. Ce sujet d'étude portant sur les enjeux géoéconomiques et les enjeux de puissance de la Fédération de Russie en Arctique, il est particulièrement intéressant de proposer une lecture géoéconomique pour l'analyser avec précision.

S'agissant de la géoéconomie, développée par Edward Luttwak aux Etats-Unis, et par Pascal Lorot en France, ce concept se rapproche de la géopolitique dans son analyse des rapports de force. Toutefois, elle s'en distingue, notamment car elle concerne seulement les rivalités entre les Etats et les entreprises internationales, à la différence de la géopolitique qui analyse également les rivalités entre groupes humains (Lorot, 2009, p. 17). En effet, Edward Luttwak présente la géoéconomie comme la « transposition de la logique conflictuelle au domaine commercial » (Foucher, 1997, p. 27). Pascal Lorot précise que « [la] géoéconomie est l'analyse des stratégies d'ordre économique – notamment commercial –, décidées par les Etats dans le cadre de politiques visant à protéger leur économie nationale [...] », qu'il s'agisse d'acquérir un savoir-faire clé ou d'accéder à un marché mondial. Cette acquisition d'une certaine maîtrise technologique et de l'éventuel contrôle d'un marché, octroie à l'Etat ou à l'entreprise concerné(e) une certaine puissance et un rayonnement mondial. Ainsi cela participe à son potentiel économique. En outre, Pascal Lorot ajoute que « la géoéconomie s'interroge sur les relations entre puissance et espace [...] » (Lorot, 2009, p. 14), ce qui soutient l'importance de la géographie dans ce concept. L'approche géopolitique n'étant plus aujourd'hui exclusivement stato-centrée, la discipline analyse les rivalités entre de nombreux

---

2 « Le terme de BRIC est apparu pour la première fois en 2001 dans une note de la banque américaine Goldman Sachs pour désigner le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine comme des puissances économiques montantes appelées à remettre en cause la domination des pays riches dans l'économie mondiale » (LA DOCUMENTATION FRANCAISE, 2012, « La montée en puissance du groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) », [mis en ligne le 31 août 2012], [consulté le 4 janvier 2016], URL : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/d000534-l-emergence-des-brics-focus-sur-l-afrique-du-sud-et-le-brasil/la-montee-en-puissance-du-groupe-des-brics-brasil-russie-inde-chine-afrique-du-sud>).

acteurs et interroge également les représentations de chacun d'entre eux. Les trois éléments fondamentaux de l'analyse géopolitique sont alors l'espace, le temps, et les acteurs impliqués.

En ce qui concerne la Russie, la fonte de la banquise représente pour l'Etat la perspective d'une augmentation de sa production de gaz et de pétrole, ce qui lui permettrait d'accroître considérablement ses revenus. Le développement de l'Arctique est d'autant plus stratégique pour la Fédération russe que la santé économique du pays est aujourd'hui fragile. Bien qu'elle ait été un Etat puissant du temps du régime soviétique, son modèle économique peine à s'orienter vers un modèle proche de celui des pays développés puissants que sont par exemple les Etats-Unis ou les Etats européens. Toutefois, depuis 2000, année marquant le début du premier mandat de Vladimir Poutine en tant que président de la Fédération de Russie, ce dernier orchestre une nette inflexion de la politique étrangère du pays. Effectivement, le gouvernement du président Poutine adopte une position plus ouverte, plus pragmatique et concurrentielle sur la scène internationale que les gouvernements précédents. Dorénavant, Moscou cherche à relancer son économie et à jouer un rôle de premier plan (Kropotkine, 2005). Pour ce faire, le gouvernement russe envisage de profiter de la richesse de son sous-sol, et ainsi aspire à se positionner comme une nouvelle puissance mondiale. La Russie mène donc de nombreuses explorations en Arctique, que ce soit en Sibérie *onshore*, ou bien sous l'océan Arctique. La possibilité d'une exploitation *offshore* de cette région polaire est une source d'inquiétude pour la plupart des écologistes, mais représente un profond enthousiasme pour les investisseurs étrangers, riverains ou non du Cercle Polaire Arctique.

A l'heure actuelle, de nombreux chercheurs ont travaillé sur les ambitions de la Russie en Arctique. Parmi les chercheurs français se distinguent Michel Foucher, Jean Radvanyi, Pascal Marchand, Thierry Garcin, Eric Canobbio, Pierre Royer, Cyrille Bret ou encore Jacques Sapir. Concernant les chercheurs canadiens, les travaux de Frédéric Lasserre et ceux de Stéphane Roussel sont particulièrement pertinents sur le développement de l'Arctique. Leurs écrits concernent davantage les enjeux du Canada, toutefois leurs analyses sont intéressantes en ce sens que le Canada, comme la Russie, est un Etat arctique particulièrement présent dans la région, qui a lui aussi d'importantes réserves naturelles en jeu, et donc d'importants enjeux géoéconomiques. Enfin les travaux des chercheurs russes, Vladislav Inozemtsev et Ioulia Joutchkova, proposent eux une analyse approfondie des perspectives de développement de leur pays. Une analyse non-occidentale qui se distingue par son approche adoptant un point de vue interne. Enfin le chercheur norvégien Indra Øverland apporte également un regard intéressant sur la politique énergétique de la Russie en Arctique, car il propose également une analyse précise de la façon dont les Occidentaux interprètent

le comportement des Russes en Arctique, notamment celui du président Poutine.

En effet les ambitions du chef d'Etat russe sont grandes, ce qui n'est pas sans alimenter une profonde méfiance des opérations menées par Moscou, que ce soit en Arctique, où sur la scène internationale. L'Arctique pourrait ainsi devenir tant une zone de coopération qu'un théâtre de conflit, voire de guerre, du fait des nombreux enjeux que la région représente. Ces enjeux sont non seulement géopolitiques, mais également géoéconomiques et géostratégiques. En effet, cet espace convoité représente des enjeux géoéconomiques dans le sens où les perspectives d'extraction de ressources naturelles alimentent les stratégies d'ordre économique et commercial d'un Etat comme la Russie, mais il soulève également des questions de géopolitique car il implique de fait des rivalités de pouvoir entre les membres de l'ensemble de la communauté internationale. En outre, l'Arctique symbolise aussi des enjeux géostratégiques car il met en scène la position militaire et les conflits d'intérêts liés à l'enjeu des ressources naturelles. Enfin, les enjeux de puissance sont également exacerbés dans le cadre du projet d'exploitation de l'Arctique russe. En effet, souvent mise de côté sur le plan international par les puissances occidentales, le développement de cette immense région polaire pourrait permettre à la Russie d'accroître son influence mondiale, se plaçant alors comme *leader* du monde arctique.

Toutefois cette stratégie de développement soulève de nombreuses questions, en effet, **quels sont les redoutables défis auxquels la Russie va t-elle devoir faire face ? et quelles sont les conséquences géopolitiques du développement de l'Arctique russe ? En outre, la Russie peut-elle s'aventurer en Arctique sans coopération ? et enfin peut-elle devenir une nouvelle puissance industrielle à l'horizon 2020 ?**

En adoptant une approche multiscalaire pour étudier l'espace et le temps, ici sera donc présenté un diagnostic géopolitique des enjeux géoéconomiques et des enjeux de puissance de la Russie en Arctique, et leur évolution sera analysée. Dans un premier temps il s'agira de faire un état des lieux de l'Arctique russe, puis dans un deuxième temps, un bilan du projet d'exploitation *offshore* de Moscou sera dressé. Enfin, dans un troisième et dernier temps, quelques grandes perspectives de cette stratégie de développement de la Russie seront proposées, afin que puissent être clairement identifiées les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces de l'exploitation de l'Arctique par la Russie. Pour ce faire, la première partie de ce mémoire portera sur l'immense richesse des sous-sols sibériens et mettra en opposition les fortes contraintes qu'imposent ces territoires, en particulier ceux des côtes arctiques russes (1). Ensuite, la deuxième partie de ce travail fera l'objet

de la perspective d'extraction *offshore* qu'ambitionne Moscou en Arctique, et qui pose ainsi la question du conflit ou de la coopération entre les Etats membres de la communauté internationale (2). Enfin la troisième partie de ce mémoire interrogera les conditions sous lesquelles l'exploitation de l'Arctique peut être envisageable pour la Russie, et tentera ainsi d'identifier les forces et les faiblesses d'une telle stratégie de développement pour l'Etat russe (3).



# **1. UNE GÉOGRAPHIE COMPLEXE CONDITIONNANT LA PUISSANCE DE LA RUSSIE**

## **1.1 Un territoire aux multiples ressources**

### **1.1.1 Une diversité de richesses concentrées en Sibérie**

Les principales sources de richesse de la Russie sont liées à son territoire et plus précisément à ses ressources naturelles. Ses ressources sont majoritairement présentes en Sibérie, soit la partie asiatique de la Russie, représentant plus des trois quarts de la totalité du pays (Hill, 2004, p. 324). La Sibérie se présente donc comme le principal réservoir de ressources naturelles de la Russie. Ces espaces sibériens se distinguent par leur situation géographique : à la fois en Europe, en Asie et en Arctique, la Sibérie représente une sorte de « pont continental entre l'Europe et l'Asie-Pacifique » (Radvanyi, 2013) (se reporter à la carte n°1). S'agissant de l'Arctique, les autorités russes sont souveraines sur environ 40% des territoires arctiques<sup>3</sup>, ce qui fait de la Fédération de Russie un acteur clé dans la région. Le pays est en effet traversé par le Cercle Polaire Arctique, au nord de la Sibérie, englobant ses 22 600 kilomètres de côtes, au-delà du parallèle 66° 34'03'', au Nord de l'Equateur (Eiffing, Struye de Swielande, 2011, p. 8). La Russie compte ainsi près de 15% de son territoire au-delà du Cercle Polaire, soit environ un cinquième de son territoire (Commission des affaires européennes sur les stratégies européennes pour l'Arctique. Sénat, 2014, p. 56). Au XVIII<sup>ème</sup> siècle, le savant russe, Mikhaïl Lomonosov, aurait affirmé qu'à l'avenir, la puissance russe dépendrait de la Sibérie et de l'Arctique. Force est de constater la résonance de ses paroles dans le contexte actuel. A l'époque, ce dernier avait tout à fait saisi l'importance de ces régions pour le développement de la Russie (Hill, 2004, p. 324 ; Radvanyi, 2013).

Qu'il s'agisse de la zibeline<sup>4</sup> – largement chassée pour sa fourrure lors de la conquête tsariste –, du diamant, de l'or ou des gisements de gaz et de pétrole, la Sibérie s'est toujours distinguée par la diversité et l'immensité de ses ressources naturelles. Elle recèle par exemple 80% des réserves russes de charbon, des quantités équivalentes en métaux précieux et en diamant, et plus de 40% des ressources en bois de construction de l'Etat russe (Hill, 2004, p. 324). Toutefois c'est plus précisément en Sibérie arctique, notamment au-delà du Cercle Polaire, que se trouvent certains métaux et pierres particulièrement précieuses. De fait la Sibérie arctique relève d'une importance

---

3 SILETSKI, I., (2014), « Arctique : la “réserve d'or” de la Russie », *Sputnik News*, [mis en ligne le 21 décembre 2014], [consulté le 12 novembre 2015], URL : [http://fr.sputniknews.com/french.ruvr.ru/2014\\_12\\_01/L-Arctique-reserve-or-russe-1442/](http://fr.sputniknews.com/french.ruvr.ru/2014_12_01/L-Arctique-reserve-or-russe-1442/)

4 « Petit mammifère carnivore de Sibérie, de la famille des Mustélidés, proche de la martre et très recherché pour sa fourrure d'un brun roux soyeux » (CENTRE NATIONAL DES RESSOURCES TEXTUELLES ET LEXICALES, 2016, « Lexicographie. Définition de “zibeline” », [mis en ligne en 2012], [consulté le 23 janvier 2016], URL : <http://www.cnrtl.fr/definition/zibeline>



indubitable pour l'économie de l'ensemble de la Russie. Elle représente par exemple 90% des réserves russes d'apatites<sup>5</sup>, situées dans quatre régions : la péninsule de Kola, la péninsule de Taïmyr, la Iakoutie ou République de Sakha, et enfin l'*okrug* autonome de Tchoukotka (se reporter à la carte n°2). En Arctique russe se situent également 85% des réserves nationales de nickel, et 60% des réserves nationales de cuivre. Celles-ci sont plus exactement localisées dans la péninsule de Kola et à Norilsk – au sud de la péninsule de Taïmyr. La péninsule de Taïmyr, la Iakoutie et l'*oblast* de Magadan possèdent également d'importants gisements d'or et d'argent. Le nord de la Iakoutie et la péninsule de Taïmyr recèlent en outre de grandes mines de diamant (Commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire. Sénat, 2009, p. 38 ; Hill, 2004, p. 324 ; Marchand, 2008, p. 7). A l'échelle mondiale, la Sibérie représenterait ainsi une part immense des ressources naturelles connues sur la planète : 7% des réserves connues de platine, 9% de celles de charbon et de plomb, 10 % de celles de pétrole, 14 % du molybdène, 21 % du nickel et 30 % de celles en gaz naturel (Radvanyi, 2013). Toutefois si l'exploitation de l'ensemble de ces ressources naturelles participe à la santé économique de la Russie, c'est principalement les réserves en gaz et en pétrole de la Sibérie arctique qui constituent le cœur économique du pays. A l'heure actuelle, plus de 80% des réserves prouvées du pétrole arctique, et plus de 99% des réserves prouvées du gaz arctique, sont produits par la Russie (Arctic Monitoring and Assessment Programme [AMAP], 2010, p. 269). La figure n°1 présentée en page 15 montre bien combien le poids de la Russie est important dans la production d'hydrocarbures de la région arctique.

---

5 L'apatite est une pierre plus ou moins précieuse selon son opacité. En qualité opaque, l'apatite est abondante quelque soit la région du monde, mais en qualité gemme transparente, l'apatite est rare, et de fait, onéreuse (SEMI PRECIOUS STONES GUIDE, 2015, « Apatite », [mis en ligne en 2015], [consulté le 12 novembre 2015], URL : <http://www.semipreciousstonesguide.com/apatite/>).

## *Carte n°1 – La Sibérie et l'Extrême-Orient russe*

CARTE NON REPRODUITE FAUTE D'OBTENTION DES DROITS DE REPRODUCTION

Source : Hill, 2004, p. 327

### 1.1.2 Un potentiel immense pour la production d'hydrocarbures

Dès les années 1950, l'Union soviétique entreprend nombre d'explorations à travers l'immensité de son territoire, et développe une importante production de gaz et de pétrole à partir des années 1970. Le pétrole de la Sibérie occidentale devient alors le pilier de l'économie soviétique et demeure aujourd'hui encore l'armature principale de l'économie russe. Au-delà du Cercle Polaire, la Sibérie recèle près de 80% des ressources de pétrole russes et environ 85% de ses ressources en gaz naturel (Hill, 2004, p. 324). Les premiers gisements d'hydrocarbures exploités se situent en effet au-delà du parallèle 66° 34'03'' N, dans deux *okrugs* ou districts autonomes : au nord de la Sibérie occidentale, dans l'*okrug* autonome de Yamalo-Nénésie (YNAO), principalement pour le gaz ; et au nord de la Russie d'Europe, dans le bassin du Timan-Pechora, dans l'*okrug* autonome de Nénésie (NAO), pour le pétrole (se reporter à la carte n°1) (AMAP, 2010, p. 152). Aujourd'hui ces deux *okrugs* restent des régions privilégiées pour l'extraction de gaz et de pétrole russe : en 2006, le YNAO est le principal centre d'exploitation *onshore* du gaz naturel russe, représentant près de 85% du total de la production annuelle (Commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire. Sénat, 2009, p. 37). Depuis les années 1970, de nouvelles régions

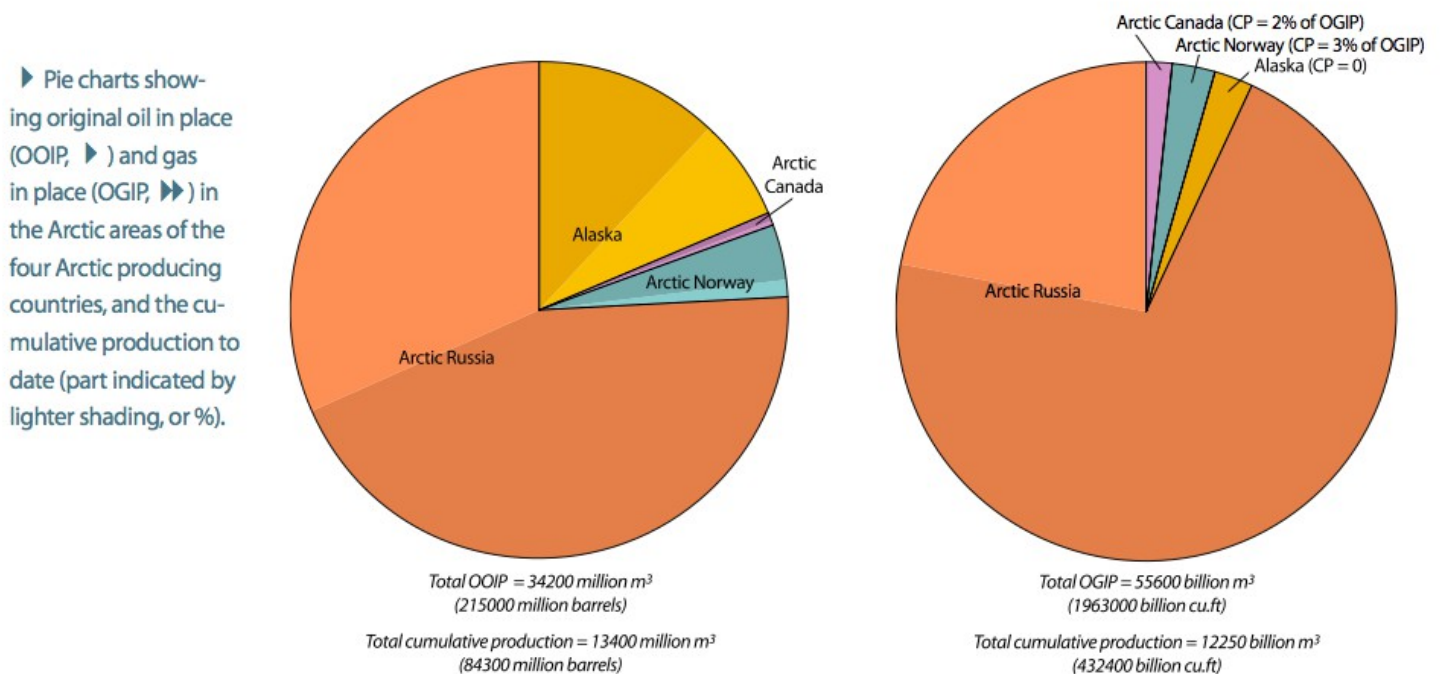
riches en hydrocarbures ont été découvertes dans l'ensemble de la Sibérie occidentale, notamment pour la production de pétrole mais surtout pour la production de gaz. C'est par exemple le cas de l'*okrug* autonome des Khantys-Mansis (KMAO) pour le pétrole, et plus précisément de l'*oblast* de Tioumen, aux frontières nord du Kazakhstan (Forbes, 2004, cité par Kumpula, Forbes, Stammler, 2010, p. 166). Toutefois, la Russie est loin de connaître l'ensemble des gisements d'hydrocarbures de la Sibérie. Dans l'ensemble des espaces sibériens sont donc régulièrement menées des explorations pour découvrir de nouvelles réserves d'hydrocarbures, et ce dans l'idée de projeter l'établissement de nouvelles régions de production. De fait, les zones de production ne se concentrent plus seulement sur les côtes arctiques et au nord de la Sibérie occidentale, mais s'étendent dorénavant dans de nombreuses régions, que ce soit en Russie d'Europe, en Russie d'Asie ou en Arctique, et ne se limitent donc plus à certaines régions de Sibérie. En effet, en 2003, la région Volga-Oural, aux frontières ouest du Kazakhstan, produit 26% du pétrole russe, complétant alors les 69% de pétrole russe produit par l'ensemble de la Sibérie occidentale (Rucker, 2003). Le plateau de Sibérie centrale, dans la région d'Irkoutsk et l'île de Sakhaline, en Extrême-Orient, sont également des réservoirs de pétrole et de gaz importants (Hill, 2004, p. 324) (se reporter à la carte n°2 pour situer ces régions). Cependant, récemment découverts, ces gisements sont encore peu exploités (AMAP, 2010, p. 152 et 153).

### 1.1.3 Vers de nouvelles régions d'exploitation en Sibérie arctique ?

Aujourd'hui, afin de limiter l'épuisement de principales régions productrices d'hydrocarbures, soient la Sibérie occidentale et la région Volga-Oural, la Russie s'oriente vers de nouvelles régions de production. Les gisements aux plus forts potentiels de rendement se situent essentiellement au-delà du Cercle Polaire et sont, à l'heure actuelle, encore peu exploités voire non exploités. La figure présentée ci-dessous (se reporter à la figure n°1) montre que les réserves d'hydrocarbures de la Russie en Arctique sont immenses. Sur les deux diagrammes, les parties ombrées représentent pour chacun des Etats arctiques producteurs d'hydrocarbures, la production cumulative à ce jour. Concernant le pétrole, la partie ombrée représente environ 60% de l'ensemble du pétrole disponible de l'Arctique russe, ainsi 40% des réserves bien que découvertes ne seraient pas encore exploitées. S'agissant du gaz, la partie ombrée représente 75% de l'ensemble du gaz naturel disponible de l'Arctique russe, ce qui montre qu'environ 25% des réserves de gaz découvertes ne sont pas encore exploitées. En outre, les autorités russes entreprennent d'importantes explorations tout le long de leurs côtes arctiques, et projettent d'exploiter non plus seulement les gisements présents sur terre, mais ceux présents dans l'océan. C'est ainsi le cas du bassin du Timan-Pechora, où ont été découverts dans les années 1960 les premiers gisements d'hydrocarbures. Cependant, bien qu'il

constituent actuellement une part non négligeable de la production russe d'hydrocarbures, ces gisements ne représentent qu'une faible part des ressources naturelles de l'Arctique. En effet, seuls 34% des ressources en gaz et en pétrole du bassin de Timan-Pechora, et 46% des ressources en gaz du nord de la Sibérie occidentale sont aujourd'hui connues (AMAP, 2010, p. 152 et 153). Ainsi de nombreuses explorations sont menées afin d'évaluer l'immensité des ressources disponibles dans ces espaces encore peu explorés du Cercle Polaire (Commission des affaires européennes sur les stratégies européennes pour l'Arctique. Sénat, 2014, p. 22). Ce serait alors en mer de Pechora, en mer des Tchoukches, ainsi qu'en mer de Barents et en mer de Kara, *offshore* donc, que seraient disponibles des réserves d'hydrocarbures considérables (AMAP, 2010, p. 165). Ces perspectives d'extraction *offshore* seront étudiées de façon plus approfondie dans la deuxième partie de ce mémoire. Un premier obstacle se dessine alors nettement, celui de l'exploitation massive de ressources localisées au-delà du Cercle Polaire. En effet les espaces situés au-delà du parallèle 66° 34'03'' N sont des territoires hostiles à l'homme qui exigent indubitablement des conditions de production difficiles et coûteuses, et nécessitent de fait de lourds investissements (Nelson *et al.*, 2001, cités par Kumpula, Forbes, Stammler, 2010, p. 168).

**Figure n°1 – Diagrammes représentant la « quantité originelle de pétrole et de gaz en place »\* en Arctique, dans chacun des Etats arctiques producteurs d'hydrocarbures**



\* Volume total d'hydrocarbures stockés en vue de leur exploitation

Source : AMAP, 2007, p. 32

*Carte n°2 – Géographie physique de la Fédération de Russie*

CARTE NON REPRODUITE FAUTE D'OBTENTION DES DROITS DE REPRODUCTION

Source : Editions Larousse, 2016 [ <http://www.larousse.fr/encyclopedie/pays/Russie/141833> ]

## 1.2 *L'adaptation à un milieu vaste et hostile : une mise en scène du pouvoir*

### 1.2.1 Un territoire immense : artifice de puissance ?

Depuis le premier mandat de Vladimir Poutine comme chef d'Etat de la Fédération de Russie, puis depuis ses réélections en 2004 et en 2012, celui-ci vise à réaffirmer la puissance de l'Etat russe. Ainsi il renforce le pouvoir central et cherche à présenter la Russie comme un acteur entreprenant et influent sur la scène mondiale (Kropotkine, 2005). Pour le chef d'Etat russe, il s'agit de flatter le nationalisme et de rallier la population russe à ses idées, et ce en façonnant une image du pays de telle sorte que sa population se représente Moscou tel un Etat puissant. Depuis l'année 2000, les réélections de Vladimir Poutine se sont déroulées dans un climat de relatif consensus. En effet, il semble que la population nationale soit relativement réceptive à la politique du chef d'Etat, et qu'elle manifeste même un fort sentiment d'admiration par rapport à l'ambition du Kremlin. Afin de renforcer cette adhésion, voire cette admiration de la population russe pour la politique du gouvernement Poutine, le chef d'Etat souhaite affirmer le potentiel de puissance de la Russie via la maîtrise de son territoire, singularisé par son immensité et ses contraintes climatiques extrêmes.

Le président Poutine justifie ainsi la nécessité d'une re-centralisation du pouvoir pour un contrôle renforcé du territoire russe (Kropotkine, 2005). Cette volonté du gouvernement de conquérir le territoire national afin d'y affirmer son pouvoir n'est pas une stratégie nouvelle. En Russie, la gestion du territoire constitue l'histoire du pays. En effet l'Etat russe s'est bâti en suivant les mouvements de conquête des terres, et a tenté d'imposer la domination du centre politique sur les espaces nouvellement découverts. Du pouvoir tsariste au pouvoir soviétique, la puissance russe s'est ainsi forgée sur sa capacité à contrôler l'espace et ses ressources (Mendras, 1996). Dès 1927, de nombreuses annexions sont orchestrées par l'Union soviétique sur le territoire arctique. Le chef d'Etat Joseph Staline entend alors placer l'Union des républiques socialistes soviétiques sur le devant de la scène, et donner à voir le régime soviétique comme « symbole de modernité et de domination de la nature » (Foucher, 2014, p. 79). Dans les années 1950, les explorations puis l'exploitation des gisements de gaz et de pétrole dans les régions arctiques de Sibérie, ont par la suite déclenché le développement de villes *ex-nihilo* dans ces régions polaires particulièrement inhospitalières de la Sibérie, mais surtout de l'Arctique (Commission des affaires européennes sur les stratégies européennes pour l'Arctique. Sénat, 2014, p. 21). Or ces espaces sont caractérisés par les contraintes du froid et la nature particulière du sol, conditionnée par le *permafrost* (ou pergélisol) et la sismicité (Hou, 2014). Les contraintes naturelles induisant également des contraintes humaines, il a été nécessaire d'offrir des privilèges tels que des salaires élevés et des

primes dites « Grand Nord » pour attirer la main-d'œuvre autour des sites de forage de la Sibérie arctique. Cependant la négligence du gouvernement russe concernant l'aménagement d'infrastructures sociales telles que des logements et des crèches, a découragé les travailleurs de s'établir dans le Grand Nord sibérien. Un phénomène de migration négative s'est alors enclenché. En effet les travailleurs venaient s'installer uniquement dans le but de bénéficier des privilèges « Grand Nord ». Ainsi, après avoir accumulé un pécule conséquent, les travailleurs repartaient ensuite dans leurs régions d'origine.

Cette stratégie s'est donc avérée un échec, d'autant plus qu' à la fin du régime soviétique, les privilèges ont été dans la plupart des cas abandonnés. Cela a de fait accéléré le retour massif de ces travailleurs du Grand Nord sibérien en Russie d'Europe, ne trouvant alors plus leur intérêt en Arctique (Radvanyi, 2013). Aujourd'hui, la Sibérie est toujours marquée par sa très faible population, d'autant plus au delà du Cercle Polaire : en 2011, l'ensemble de la Sibérie – soit plus des trois quarts du territoire russe – compterait près de 38 millions d'habitants soit seulement 28% de la population russe, et présenterait une densité très faible soit environ trois habitants au kilomètre carré<sup>6</sup>. Bien que les gisements d'hydrocarbures présents dans les régions situées à l'extrême nord de la Sibérie aient été les premiers découverts, et qu'ils soient aujourd'hui parmi les plus importants, les conditions de vie extrêmes qu'imposent les régions arctiques n'attirent pas la population à s'y installer. C'est donc notamment du fait d'un cruel manque de main-d'œuvre sur place que les activités d'extraction d'hydrocarbures y sont aujourd'hui si peu développées.

### 1.2.2 La fragilité des espaces arctiques

Les territoires du Grand Nord sibérien sont de surcroît particulièrement vulnérables voire dangereux. Cela est par exemple le cas dans l'*okrug* autonome de Iamalo-Nénésie qui regorge de réserves de gaz naturel considérables, mais dont la localisation géographique et les conditions climatiques sont particulièrement extrêmes. En effet le *permafrost* riche en glace qui y est généralisé est vulnérable à l'érosion thermokarstique<sup>7</sup>. Des trous, des effondrements locaux ainsi

---

6

« Siberia is a vast region that accounts for around 75% of the surface area of Russia but the population of Siberia is, by contrast, incredibly sparse [...]. In simple numerical terms, there are around 38 million people living in Siberia and while the area itself makes for around three quarters of Russia as a whole, the population figures in the region only account for around 28% of the national total » (SIBERIAN LIGHT. THE RUSSIA BLOG, 2011, « Siberia Population », [mis en ligne le 28 août 2011], [consulté le 12 novembre 2015], URL : <http://siberianlight.net/siberia-population/>). *Nota bene* : les peuples sibériens sont pour la plupart nomades. Il est donc difficile de déterminer le nombre exact de leur population.

7 Les phénomènes thermokarstiques sont provoqués par la fonte du *permafrost*, et peuvent avoir une cause climatique comme le réchauffement de la planète ; ou bien une cause anthropique telle que le poids d'une construction ou la

que des ravins sont alors susceptibles d'être créés, C'est la raison pour laquelle les compagnies gazières sont réticentes à investir dans le développement d'opérations d'extraction sur ce sol. Elle considèrent ces territoires comme étant incertains et instables, à des fins d'ingénierie et de développement d'infrastructures telles que des routes, des ponts et des *pipelines* (Nelson *et al.*, 2001, cités par Kumpula, Forbes, Stammler, 2010, p. 168). Le réchauffement climatique, d'autant plus manifeste au-delà du Cercle Polaire, exacerbe aujourd'hui cette érosion thermokarstique. Toutefois ce phénomène d'érosion n'est pas nouveau, il se développe en réalité depuis les années 1960, alors qu'étaient entreprises les premières explorations de gisements d'hydrocarbures dans les régions polaires de Sibérie comme dans le YNAO et le NAO. Les études géologiques menées à travers la toundra, pour recenser les gisements de pétrole et de gaz, sont alors effectuées à l'aide d'un lourd dispositif de forage laissant de fait des empreintes nettes et définitives sur le *permafrost* (Forbes *et al.*, 2001, cités par Kumpula, Forbes, Stammler, 2010, p. 166). En outre, si les opérations de forage entreprises dans les zones boréales<sup>8</sup> et les zones subarctiques ont bénéficié d'un accès facilité, grâce aux routes et aux voies ferrées existantes au sud, les relevés et les opérations de forage réalisées plus au nord, au-delà du Cercle Polaire, ont elles exigé un volume faramineux en nouvelles infrastructures, incluant la création de *pipelines*, l'aménagement de routes et de réseaux ferroviaires. L'ensemble de ces opérations de forage et d'aménagements d'infrastructures a ainsi déclenché une forte érosion thermokarstique, fragilisant ainsi la stabilité du sous-sol de ces régions arctiques, et ce dès les années 1960 (Kumpula, Forbes, Stammler, 2010, p. 166).

A cette dégradation du sol, s'ajoute une dégradation des équipements, particulièrement vulnérables sur le *permafrost*. Effectivement, les températures extrêmes auxquelles sont confrontées les installations entraînent leur vieillissement rapide : le froid rend les métaux cassants et le pétrole visqueux, qui exige alors d'être chauffé avant d'être acheminé par *pipelines*. En outre les infrastructures de transport sont lacunaires dans ces espaces vastes et discontinus de la Sibérie. Les réseaux de *pipelines* sont vétustes et trop peu nombreux compte-tenu de la production d'hydrocarbures de la Russie. Un tel contexte impose donc des contraintes techniques importantes et des coûts financiers extrêmement élevés (Vaguet, 2009, cité par Hou, 2014). En plus d'être entravée par la rudesse de ses espaces, la Russie subit la vastitude de son territoire. Ainsi, bien que le

---

déforestation (JONES, BM., AMUNDSON, CL., KOCH, JC., and GROSSE, G., 2013, « Thermokarst and thaw-related landscape dynamics », *U.S. Geological Survey Open-File Report 2013-1161*, 60 p., [mis en ligne le 23 juillet 2013], [consulté le 13 février 2016], URL : <http://pubs.usgs.gov/of/2013/1161>).

8 Les zones boréales ou septentrionales correspondent aux territoires situés dans l'Hémisphère Nord, à l'inverse des zones australes de l'Antarctique, situées, elles dans l'Hémisphère Sud (CENTRE NATIONAL DES RESSOURCES TEXTUELLES ET LEXICALES, 2016, « Lexicographie. Définition de "boréal" », [mis en ligne en 2012], [consulté le 23 janvier 2016], URL : <http://www.cnrtl.fr/definition/bor%C3%A9al>.)



président russe réaffirme aujourd'hui l'immensité de la Russie comme un vecteur majeur de puissance, cela laisse à penser que ce serait davantage une illusion. En effet les autorités russes ont toujours été conscientes de détenir des richesses considérables dont l'accès et l'extraction, du fait de ces fortes contraintes naturelles, sont pour le moins emprunts d'incertitude et d'instabilité. C'est d'ailleurs ce qui a toujours entravé le développement de la puissance de l'Etat russe. A cela s'ajoute le fait que les autorités russes, et ce depuis le temps de l'Union soviétique, ont toujours privilégié un lourd investissement dans l'augmentation du nombre d'explorations et celle de la production d'hydrocarbures, au détriment du développement d'infrastructures performantes et technologiques, que ce soit pour l'extraction ou pour l'acheminement des ressources vers les zones de consommation. Or la gestion et l'aménagement d'un « territoire-continent », tel que la Fédération de Russie, exige un investissement colossal pour pallier la rudesse des conditions climatiques, les grandes dimensions du pays et l'enclavement de la Sibérie, largement sous-équipée, pour assurer l'exploitation de ses ressources naturelles (Kropotkine, 2005).

### 1.2.3 Le développement de la Sibérie : un défi pour Moscou

La Sibérie représente la pierre angulaire de la Russie. Elle conditionne en effet son développement par l'immensité de ses réserves en ressources naturelles, dont une large part reste encore à découvrir. Ainsi la Russie détient un immense potentiel de richesse, d'autant plus grand que les espaces sibériens sont vastes. Le président Vladimir Poutine a l'ambition de redonner sa part de prestige à la Russie, et de réaffirmer son rôle de puissance mondiale. Le président russe souhaite montrer la puissance de son pays en mettant en scène les capacités de la Russie, pour conquérir et maîtriser l'ensemble de son territoire, notamment ses côtes arctiques si peu hospitalières. Cependant cette ambition du Kremlin est nettement freinée par les contraintes qu'impose la Sibérie arctique. En effet ses conditions climatiques polaires et la vastitude de ses espaces, empêchent la Russie d'entreprendre des opérations de forage de grande envergure. Ainsi malgré la richesse de la Sibérie, l'exploitation du gaz et du pétrole russe est limitée. C'est notamment ce paradoxe qui entrave principalement le développement économique de l'Etat. Effectivement, le développement de la Sibérie a toujours constitué un incroyable défi pour les autorités russes, et cela demeure l'objet de débats houleux tant au niveau fédéral qu'au niveau régional. Le maintien de ses villes et de ses entreprises industrielles – la plupart créées durant l'ère soviétique – représentent une perte substantielle dans le budget actuel de la Russie. En effet ses industries sont aujourd'hui en déliquescence (Hill, 2004, p. 326). Le manque d'investissement dans le développement de la Sibérie pourrait donc poser des difficultés majeures pour l'avenir. Si au début du XX<sup>ème</sup> siècle, le défi pour la Russie était d'ouvrir et de conquérir la Sibérie, dorénavant il s'agit de savoir comment développer

cet espace sur des bases nouvelles et durables pour l'avenir. Quoiqu'il en soit, il est certain que la Sibérie demeurera un lourd fardeau pour l'Etat russe et la santé de son économie.

Malgré la richesse de ses ressources, la Sibérie pourrait donc devenir un véritable frein au développement de la Russie, d'autant plus accentué si les prix du pétrole s'effondrent de façon concomitante avec la production russe (Hill, 2004, p. 326). Or en 2016, cette conjoncture semble de plus en plus probable. Cette difficulté du développement de la Sibérie est également soulignée par le géographe Jean Radvanyi, dans son article « La Sibérie, eldorado russe du XXI<sup>e</sup> siècle ? » publié en 2013 dans un des trimestriels de la *Revue internationale et stratégique* : « la Sibérie représente bien un eldorado potentiel pour la Russie. Mais il n'est pas sûr que la stratégie actuellement engagée permette son développement » (Radvanyi, 2013). Néanmoins, la Russie ne manque pas d'ambition concernant le développement de sa production d'hydrocarbures. En effet, malgré les contraintes imposées par le climat polaire de la Sibérie, le gouvernement russe envisage d'ici 2050 de produire une partie de son gaz et de son pétrole, non plus seulement *onshore* mais également *offshore*, au large des côtes sibériennes, en Arctique. En effet, il semblerait que les réserves d'hydrocarbures y soient encore plus considérables. Cependant la Russie a-t-elle réellement les capacités de mener de tels projets ? N'est-ce pas davantage une stratégie de la part de Moscou pour impressionner les Etats occidentaux et pour affirmer sa puissance et son influence dans le monde ?



## **2. UN PROJET D'EXTRACTION OFFSHORE, UNE AMBITION MARQUÉE PAR LA DÉMESURE**

### **2.1 Les profondeurs de l'Arctique, un fantasme alimentant la convoitise des Etats et générant de nombreuses tensions**

#### 2.1.1 Le point sur l'état de connaissance des ressources offshore

La fonte progressive de la banquise permet dorénavant des expertises scientifiques déterminant le volume des ressources présentes en Arctique. Ainsi, en 2008, l'Institut américain de géophysique (USGS) estime que 90 milliards de barils de pétrole, et 44 milliards de barils de gaz naturel, se trouvent probablement en Arctique, dont 84% en mer (Bird *et al.*, 2008) (se reporter aux cartes n°3 et 4). Selon l'Institut, cela correspondrait à 22% des réserves mondiales d'hydrocarbures non découvertes, mais techniquement exploitables, et plus précisément à 13% des réserves de pétrole non découvertes (équivalant aujourd'hui au triple de la totalité des réserves pétrolières prouvées des Etats-Unis), à 30% des réserves de gaz naturel non découvertes (ce qui équivaut aujourd'hui à la totalité des réserves prouvées de gaz naturel russe) et enfin à 20% des réserves de gaz naturel liquéfié (GNL) non découvertes de la planète (Commission des affaires européennes sur les stratégies européennes pour l'Arctique. Sénat, 2014, p. 24 et 25 ; Lloyd's, 2012, p. 19). Dans les fonds marins se trouveraient de surcroît d'importantes mines de diamant, d'or, d'uranium, de nickel, de fer et de métaux rares. Toutefois, comme il a été mentionné précédemment (se reporter à la partie 1.1.3), la majorité du sous-sol arctique n'ayant pas été sondée, ces réserves sont des estimations variables (Eiffing, Struye de Swielande, 2011, p. 16).

Il convient dès lors de définir précisément la notion de réserves « non découvertes » et celle de réserves « prouvées ». Les réserves « non découvertes » correspondent aux ressources situées hors des gisements connus selon la base d'études géologiques ; quant aux réserves « prouvées », celles-ci se rapportent aux ressources considérées comme étant commercialement récupérables à partir des gisements connus, selon la situation économique, les modes opératoires et la régulation gouvernementale ayant cours au moment de l'estimation de ces réserves (AMAP, 2010, p. 24). Il est aujourd'hui établi que l'essentiel de ces réserves non découvertes se trouve « pour leur quasi-totalité dans des zones économiques exclusives incontestées – principalement en zone russe [...] » (Delbecq, 2012 ; Foucher, 2014, p. 169)<sup>9</sup>. La Russie semblerait donc destinée à demeurer le

---

9 La zone économique exclusive (ZEE) d'un pays représente l'espace maritime sur lequel l'État côtier exerce des droits souverains en matière économique. Pour plus de précision, se reporter au texte de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (ORGANISATION DES NATIONS UNIES (ONU), (1982), *Convention de Montego Bay*. URL : [http://www.un.org/Depts/los/convention\\_agreements/texts/unclos/unclos\\_f.pdf](http://www.un.org/Depts/los/convention_agreements/texts/unclos/unclos_f.pdf)).

producteur dominant de pétrole et de gaz dans la région arctique (AMAP, 2010, p. 269).

### 2.1.2 Les localisations connues des gisements d'hydrocarbures

L'océan Arctique est composé de plusieurs mers. Celles qui entourent les côtes russes sont la mer de Barents, la mer de Pechora, de Kara, de Laptev, la mer de Sibérie Orientale, la mer des Tchouktches ou de *Chukchi*, et enfin la mer de Béring (se reporter à la carte n°2). Aujourd'hui, la Russie exploite majoritairement ses ressources arctiques terrestres soient les gisements *onshore* du NAO et du YNAO. C'est donc en ces lieux que se concentrent les intérêts essentiels de la Russie. En effet, les ressources naturelles d'hydrocarbures en Arctique procurent environ 10% du revenu national et représentent près d'un quart des exportations russes<sup>10</sup> (Commission des affaires européennes sur les stratégies européennes pour l'Arctique. Sénat, 2014, p. 56). Cependant, bien que ces gisements du nord de l'Arctique constituent une part non négligeable de la production russe d'hydrocarbures, ils ne représentent qu'une faible part de l'ensemble des réserves d'hydrocarbures de l'Arctique. C'est en effet davantage *offshore* que le potentiel de réserves est immense. En mer de Barents, en mer de Pechora, et mer de Kara, seraient ainsi potentiellement disponibles d'immenses gisements de pétrole et de gaz (AMAP, 2010, p. 152 ; Commission de l'économie, du développement durable et de l'aménagement du territoire. Sénat, 2009, p. 44).

En mer de Sibérie orientale et en mer des Tchouktches se trouveraient également de très grands réservoirs d'hydrocarbures. Aujourd'hui des explorations sont menées dans l'ensemble de ces mers arctiques pour évaluer l'immensité des réserves disponibles, mais les opérations d'explorations sont encore peu nombreuses, ce qui renforce l'incertitude des estimations de la présence d'hydrocarbures (AMAP, 2010, p. 153). Toutefois le Kremlin a déjà lancé certaines exploitations en mer, c'est le cas du gisement de Prirazlomnoye, en mer de Pechora, et ce dès 2014<sup>11</sup>.

---

10 SILETSKI, I., (2014), « Arctique : la “réserve d'or” de la Russie », *Sputnik News*, [mis en ligne le 21 décembre 2014], [consulté le 12 novembre 2015], URL : [http://fr.sputniknews.com/french.ruvr.ru/2014\\_12\\_01/L-Arctique-reserve-or-russe-1442/](http://fr.sputniknews.com/french.ruvr.ru/2014_12_01/L-Arctique-reserve-or-russe-1442/)

11 FEITZ, A., (2015b), « Pourquoi les pétroliers n'ont pas renoncé à l'Arctique », *Les Echos*, [mis en ligne le 08 octobre 2015], [consulté le 20 février 2016], URL : [http://www.lesechos.fr/08/10/2015/LesEchos/22040-036-ECH\\_pourquoi-les-petroliers-n-ont-pas-renonce-a-l-arctique.htm](http://www.lesechos.fr/08/10/2015/LesEchos/22040-036-ECH_pourquoi-les-petroliers-n-ont-pas-renonce-a-l-arctique.htm)

Carte n°3 – Réserves non-découvertes de pétrole en Arctique, exprimées en milliards de barils (territoire russe sur la partie gauche de la carte)



▲ Figure 3. Provinces in the Circum-Arctic Resource Appraisal (CARA) color-coded for mean estimated undiscovered oil in oil fields. Only areas north of the Arctic Circle are included in the estimates. Province labels are the same as in table 1.

**UNDISCOVERED OIL**  
(billion barrels)

	>10
	1-10
	<1
	Area not quantitatively assessed
	Area of low petroleum potential

Source : Bird *et al.*, 2008

U.S. Geological Survey <http://pubs.usgs.gov/fs/2008/3049/fs2008-3049.pdf>

Carte n°4 – Réserves non-découvertes de gaz en Arctique, exprimées en milliards de pieds cubes (territoire russe sur la partie gauche de la carte)

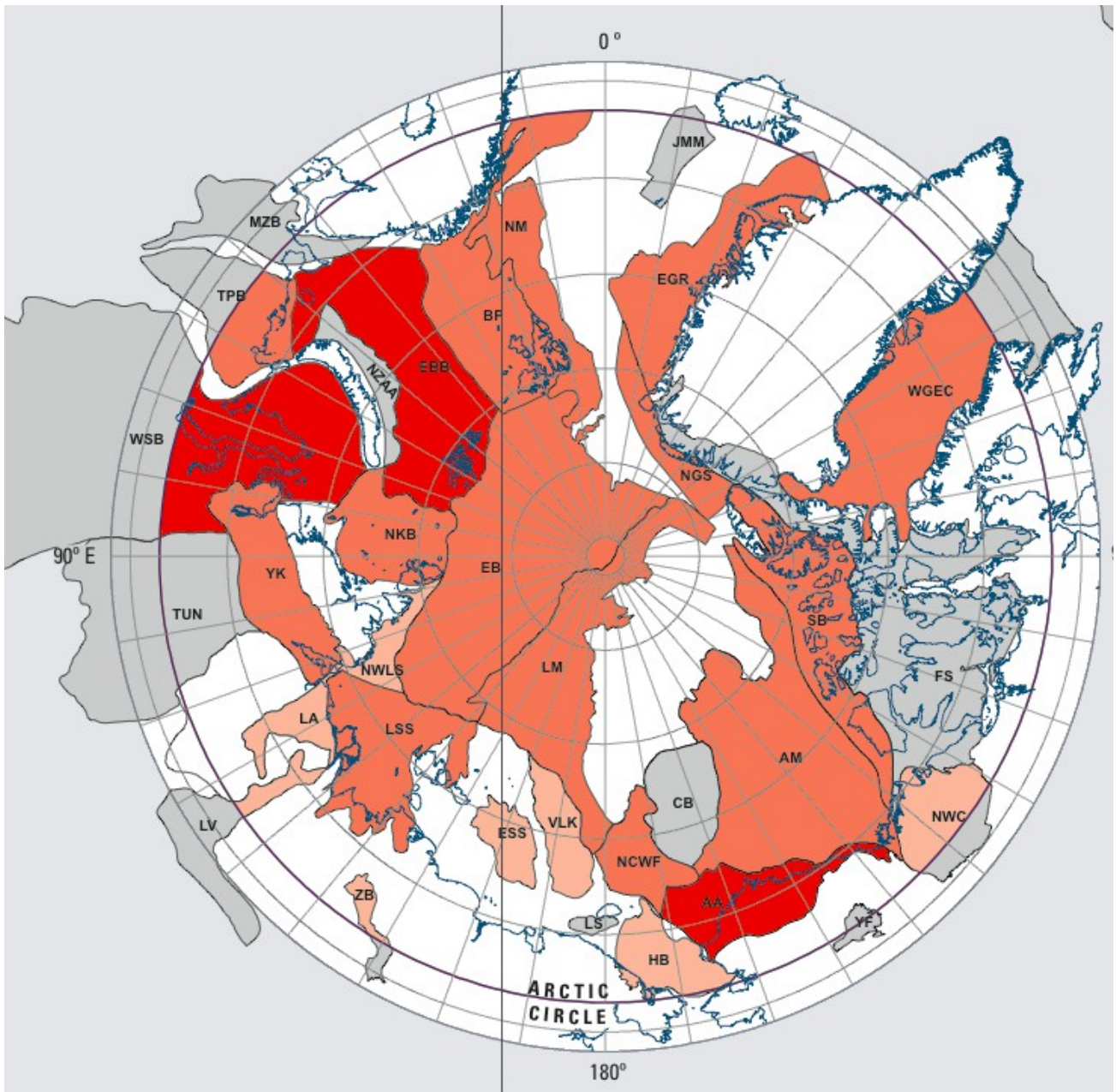
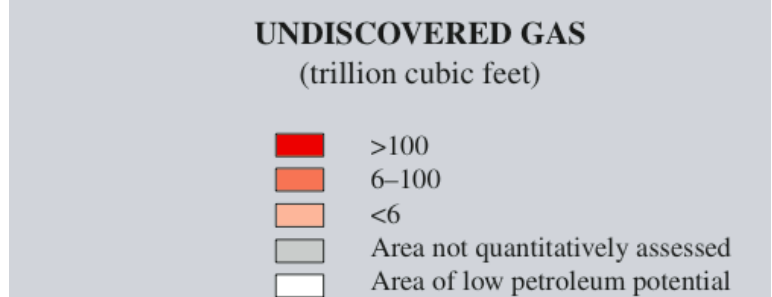


Figure 2. Provinces in the Circum-Arctic Resource Appraisal (CARA) color-coded for mean estimated undiscovered gas. Only areas north of the Arctic Circle are included in the estimates. Province labels are the same as in table 1.



Source : Bird *et al.*, 2008

U.S. Geological Survey <http://pubs.usgs.gov/fs/2008/3049/fs2008-3049.pdf>

### 2.1.3 Le développement du passage du Nord-Est (PNE) pour l'acheminement des hydrocarbures

En ce qui concerne les projets d'acheminement de ces hydrocarbures *offshore*, Moscou pourrait envisager de davantage développer la voie maritime du Nord. Cette route du Nord n'est pas nouvelle. Dès les années 1930, elle est marquée par la présence de brise-glaces et donne lieu, quand la saison le permet, à l'établissement d'une liaison maritime entre la mer Blanche et l'Extrême-Orient (Foucher, 2014, p. 79). L'objectif actuel des autorités russes est celui d'exploiter les ressources présentes au Pôle, et d'entreprendre la création d'une route commerciale stratégique reliant l'océan Atlantique à l'océan Pacifique, le long des côtes sibériennes. En Arctique, deux routes maritimes existent pour la navigation commerciale : le passage du Nord-Ouest (PNO) au large du Canada ; et le passage du Nord-Est (PNE) le long des côtes russes, appelé également route maritime du Nord (RMN) ou encore Sevmorput (Plouffe, 2011, p. 80). Ces deux routes maritimes, rejoignant l'océan Atlantique à l'océan Pacifique, permettent de raccourcir les voies commerciales de navigation habituelles : le PNO raccourcit la voie passant par le canal de Panama, tandis que le PNE raccourcit celle passant par le canal de Suez. Emprunter la route maritime du Nord représenterait par exemple un trajet plus court de 40% entre le nord de l'Europe et le nord-est de l'Asie que celui passant par Suez (se reporter à la carte n°5) (Ebinger, Zambetakis, 2009, p. 1221). Cependant, en comparaison au PNE, le PNO ne semble pas représenter une route si stratégique pour l'avenir. Malgré le gain de temps par rapport à la route commerciale traditionnelle passant par Panama, le PNO est en effet peu profond ce qui empêche les navires de taille importante de naviguer. La fonte estivale de la banquise n'est de surcroît pas totale, ce qui augmente le risque de glaces dérivantes. Ajoutons à cela qu'il n'existe pas de chaîne logistique suffisamment adaptée pour garantir son utilisation : les espaces autour des îles arctiques du Grand Nord Canadien sont en effet déserts, et comportent trop peu de ports et de remorqueurs assurant sa sécurité (Royer, 2014). Ainsi les conditions optimales ne sont pas garanties pour l'utilisation commerciale du PNO (Lasserre, 2010). En revanche, à la lecture d'une carte maritime, emprunter le passage du Nord-Est serait en revanche une route commerciale tout à fait rentable.

Reliant la *Northern Range* européenne à l'Asie, le PNE représente un gain de temps considérable en terme de distance. Le trajet est quasiment divisé par trois par rapport à celui passant par le canal de Suez, et ne présente aucune menace de piraterie (Ebinger, Zambetakis, 2009, p. 1221). Le PNE a aussi l'avantage de présenter une profondeur plus importante que le PNO, et d'être pratiquement libre de glace à certaines périodes de l'été, ce qui présente donc moins de risque pour la navigation. La route maritime du Nord est de surcroît balisée par « une cinquantaine de ports ou abris, que les



Russes ont ouverts aux navires étrangers depuis 2009 (ce qui a permis les premières liaisons commerciales) ». En outre Moscou est équipée d'une flotte de vingt brise-glaces dont trois sont entrés en service en 2007. Dans la ville de Mourmansk sont aujourd'hui réalisés d'importants investissements afin d'améliorer ses capacités portuaires et sa desserte ferroviaire. Tout cela anticipe nettement une progression du trafic dans le port de Mourmansk, et confirme « la volonté d'en faire une tête de ligne pour des corridors nord-sud connectés aux grands courants maritimes transcontinentaux » (Royer, 2014). La perspective d'un océan Arctique libre de glace durant tout l'été permettrait donc de généraliser le PNE, notamment pour l'acheminement du gaz et du pétrole arctique. La capacité des autorités russes de contrôler une éventuelle voie de commerce maritime international, pour l'approvisionnement d'hydrocarbures, est un enjeu de taille. En effet cela représente un facteur de puissance indéniable pour la Fédération russe (Eiffing, Struye de Swielande, 2011, p. 12). Toutefois l'avenir du PNE comme nouvelle route commerciale pour l'acheminement d'hydrocarbures convient d'être nuancé. C'est notamment ce qui sera développé dans la deuxième partie de ce mémoire (se reporter à la partie 2.2.5).

***Carte n°5 – Le trajet de la route maritime du Nord (en violet) comparé à celui de la traditionnelle voie maritime passant par le canal de Suez (en rouge)***

CARTE NON REPRODUITE FAUTE D'OBTENTION DES DROITS DE REPRODUCTION

Source : De Pooter, 2009, p. 2

#### 2.1.4 La question de la souveraineté dans les espaces maritimes de l'Arctique

L'exploitation des ressources d'hydrocarbures dans les mers arctiques soulève la question de la souveraineté des Etats. En effet le gaz et le pétrole, présents en Arctique *offshore*, et le développement de la nouvelle route commerciale, attisent la convoitise des pays consommateurs d'énergie. De fait, l'appropriation des ressources de l'océan Arctique est susceptible de provoquer de profondes tensions, si ce n'est des conflits entre les Etats. La nature géopolitique des hydrocarbures est ici une évidence. Désormais, les espaces *onshore* comme les espaces *offshore* sont l'enjeu de rivalités dont l'objet est la souveraineté des zones économiques exclusives (ZEE). Ces rivalités sont d'autant plus exacerbées que les études géologiques menées en Arctique indiquent que l'essentiel des réserves d'énergies se situe pour la plupart « à cheval » sur plusieurs ZEE d'Etats limitrophes (Eiffing, Struye de Swielande, 2011, p. 16). Si la plupart des souverainetés sur les terres émergées de l'Arctique ont été établies dans les années 1930, ce n'est pas le cas des zones économiques exclusives autour de ces même terres émergées. Or, depuis quelques années, les Etats arctiques prennent conscience que la plus grande part des ressources énergétiques se situe dans les fonds marins, ce qui fait donc de la souveraineté des espaces maritimes arctiques, un véritable enjeu.

En vertu de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer ou Convention de Montego Bay, signée en 1982, les Etats côtiers sont souverains sur leur ZEE, espace maritime délimité par la Commission des limites du plateau continental des Nations Unies (CLPC). Du fait de la découverte d'immenses réserves énergétiques dans les espaces maritimes de l'Arctique, nombre de pays riverains ont déposé un dossier à la Commission demandant une extension de leur ZEE, afin d'étendre leur souveraineté sur les fonds marins, espaces stratégiques dorénavant convoités. Cette extension est autorisée par la CLPC si l'Etat concerné prouve géologiquement qu'il s'agit d'un prolongement de ses plateaux continentaux<sup>12</sup>, et non de l'appropriation d'une dorsale océanique. Un Etat ne peut revendiquer qu'une surface limitée à 150 milles nautiques supplémentaires aux 200 milles nautiques de sa ZEE initiale (Eiffing, Struye de Swielande, 2011, p. 22 ; De Pooter, 2010). La Commission exige que le dossier déposé par chaque Etat comprenne des données scientifiques et techniques, ce qui demande de réaliser de nombreuses expéditions sur le terrain « afin de collecter puis analyser les données bathymétriques, géologiques et sismiques propres au sol et au sous-sol de l'océan Arctique » (Foucher, 2014, p. 34). Cependant le processus de délimitation du plateau continental exige que l'Etat ait les moyens financiers, techniques et humains suffisants pour réaliser

---

12 « Le plateau continental s'arrête au rebord externe de la marge continentale [...]. Le rebord externe de la marge continentale, tel que délimité par les lignes Hedberg et Gardiner, ne peut pas dépasser 350 milles marins des lignes de base [...] » (De Pooter, 2010).

ces calculs qu'impose la Convention de Montego Bay (De Pooter, 2010). A l'heure actuelle, le pôle Nord et l'ensemble de la région contiguë à l'océan Arctique n'appartiennent encore à personne. Mais cette configuration est en voie de changer et risque de créer de nouvelles tensions, surtout entre les Etats arctiques.

Aujourd'hui il existe déjà plusieurs litiges entre Etats riverains de l'Arctique sur leurs espaces maritimes respectifs. Concernant la Russie, il s'agit d'une partie de la mer de Barents, revendiquée à la fois par la Russie et la Norvège, et une partie de la mer de Béring, revendiquée à la fois par Washington et le Kremlin (AMAP, 2010, p. 125 ; Lasserre, 2011). S'ajoutent à cela les tensions entre les cinq Etats partageant une frontière avec l'océan Arctique et les trois Etats que sont la Finlande, la Suède et la Norvège, qui eux n'en n'ont pas, mais qui y revendiquent tout de même leur souveraineté. Il convient de noter que ces trois Etats, même s'ils ne présentent pas de côte maritime baignée par l'océan l'Arctique, sont parfois considérés comme riverains, c'est par exemple le cas au sein de l'Organisation du Conseil Arctique, ce qui n'est pas sans créer de profonds différends entre eux. En outre de plus en plus d'Etats non-riverains s'intéressent également à l'océan Arctique, notamment les Etats avides de matières premières, ce qui complique d'autant plus le partage de souveraineté dans ces espaces maritimes et de fait, les relations entre les pays. C'est par exemple le cas de la Chine qui, après avoir établi des liens commerciaux étroits avec l'Afrique pour exploiter ses ressources naturelles, s'oriente désormais également vers l'Arctique. De surcroît, s'ajoutent à ces immenses réserves de gaz et de pétrole de l'océan Arctique, d'importantes mines de diamant, d'or, d'uranium, de nickel, de fer et de métaux rares. Ces métaux rares sont aujourd'hui massivement exploités dans les domaines stratégiques que sont l'informatique, l'électronique ou encore la défense. De fait la présence de ces métaux crée un véritable fantasme dans le monde. Cela explique ainsi les fortes tensions émergeant entre les Etats arctiques, mais impliquant aussi, et de plus en plus, les Etats non-riverains, à l'instar de la Chine (Canobbio, 2012 ; Foucher, 2014, p. 112).

#### 2.1.5 Une attitude impérialiste de la part du Kremlin ?

La Russie est donc un acteur clé au pôle Nord du fait de l'immensité de ses territoires au-delà du Cercle Polaire, et de la longueur de son littoral baigné par l'océan Arctique. Aujourd'hui, plus que jamais, les autorités russes voient combien cette configuration de leur territoire est un atout. En vertu de la Convention de Montego Bay prévoyant la possibilité qu'un Etat étende sa ZEE, Moscou revendique depuis une dizaine d'années d'étendre la sienne. Ainsi en Arctique, les autorités russes

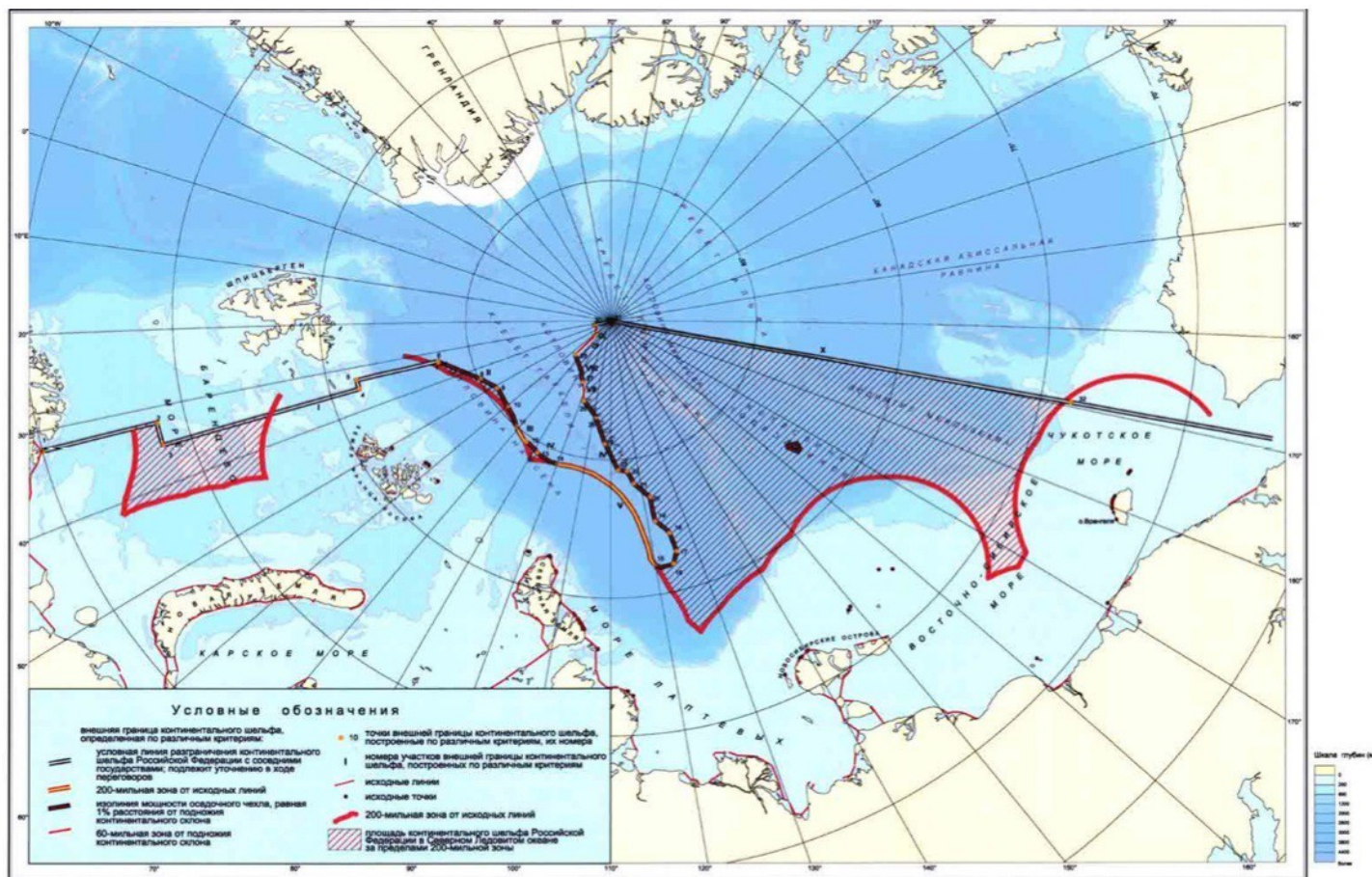
pourraient officiellement devenir souveraines sur l'ensemble de leur plateau continental, et ainsi être libres d'y exploiter l'ensemble des ressources naturelles présentes *offshore*. En 2001, la Russie est donc le premier Etat arctique à soumettre une demande de prolongement de sa ZEE à la Commission. Ses revendications sont immenses : elles représentent la surface d'un triangle « dont la base s'étend de la frontière norvégienne à l'ouest, au détroit de Béring à l'est, et dont le sommet de l'angle opposé correspond au pôle Nord » (De Pooter, 2014), autrement dit « le tiers de la surface de l'océan Arctique, incluant le pôle » (Royer, 2014, p. 195) (se reporter à la carte n°6). Toutefois, après l'examen du dossier d'extension de ZEE de la Russie par la Commission, cette dernière invite Moscou à réviser son dossier (Foucher, 2014, p. 36). Se reportant aux recommandations de la CLPC, exigeant de fournir davantage d'arguments et de précisions à leur dossier, dès 2002, la Russie entreprend au pôle Nord des expéditions scientifiques de grande envergure. Ces explorations nécessitent alors l'intervention de puissants brise-glaces et l'orchestration de manœuvres pour le moins délicates, ce qui représente un véritable investissement pour la Russie. Les études scientifiques réalisées par la Russie depuis 2002 lui permettent, dès le mois d'août 2015, de justifier ses revendications en Arctique. Ainsi Moscou renouvelle sa requête auprès de la Commission et revendique, avec plus de précision qu'en 2001, 1,2 kilomètres carrés autour du pôle Nord. La réponse de la Commission est attendue au cours de l'année 2016, cependant, elle se laisse au maximum trois ans pour donner sa réponse définitive au gouvernement russe<sup>13</sup>.

De 2001 à aujourd'hui, ces revendications de la part de Moscou ne sont pas sans éveiller la véhémence des Etats arctiques, à l'instar des Etats-Unis. En effet, nombre d'Etats, dont la puissance américaine, refuse cette extension, qui leur paraît être une appropriation d'une trop grande part de la région arctique. D'autant plus que l'espace maritime revendiqué par la Russie comprend une partie de la dorsale de Lomonossov, et également une partie de celle de Mendeleïev, deux chaînes de montagnes sous-marines. Or l'étendue de ces dorsales pourrait correspondre aux plateaux continentaux de plusieurs pays. C'est le cas de la dorsale de Lomonossov qui est non seulement revendiquée par la Russie, mais également par le Danemark et le Canada (Foucher, 2014, p. 39 ; Powell, Dodds, 2014, p. 41). Les Etats s'opposant à cette extension de la zone économique exclusive de la Russie, dénoncent alors une mise en scène orchestrée par le Kremlin, afin d'impressionner l'ensemble des Etats du monde : de nombreux discours dénoncent en effet une appropriation illégitime de l'Arctique par les autorités russes.

---

13 LES ECHOS, (2015), « La Russie repart à la conquête d'une partie de l'Arctique », [mis en ligne le 04 août 2015], [consulté le 6 novembre 2015], URL : [http://www.lesechos.fr/04/08/2015/lesechos.fr/021244776835\\_la-russie-repart-a-la-conquete-d-une-partie-de-l-arctique.htm](http://www.lesechos.fr/04/08/2015/lesechos.fr/021244776835_la-russie-repart-a-la-conquete-d-une-partie-de-l-arctique.htm)

**Carte n°6 – Extension de ZEE demandée par la Russie à la Commission des limites du plateau continental des Nations Unies (zones hachurées en rouge)**



Source : Nopens, 2010, p. 5 ; From « Area of the continental shelf of the Russian Federation in the Arctic Ocean beyond 200-nautical-mile zone » by the Division for Ocean Affairs and the Law of the Sea, Copyright © United Nations 2009, Reprinted with the permission of the United Nations.

[ [http://www.un.org/depts/los/clcs\\_new/submissions\\_files/submission\\_rus.htm](http://www.un.org/depts/los/clcs_new/submissions_files/submission_rus.htm) ]

Depuis le début du XXI<sup>ème</sup> siècle, différentes formules apparaissent dans les médias occidentaux telles que l'« Arctique : la nouvelle course aux trésors »<sup>14</sup>, « L'Arctique, nouvel eldorado de l'or noir »<sup>15</sup>, « Guerre froide dans la course à l'Arctique » et « partie d'échecs sur la banquise »<sup>16</sup>, ou

14 HAQUET, C. et MEIGNAN, G., (2011), « Arctique : la nouvelle course au trésors », *L'Express-l'Expansion*, [mis à jour le 04 juillet 2011], [consulté le 8 novembre 2015], URL : [http://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/arctique-petrole-gaz-et-voies-navigables-suscitent-les-convoitises\\_1376339.html](http://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/arctique-petrole-gaz-et-voies-navigables-suscitent-les-convoitises_1376339.html)

15 TERRAECO, (2011), « L'Arctique, nouvel eldorado de l'or noir », [mis en ligne le 14 septembre 2011], [consulté le 8 novembre 2015], URL : [http://www.terraeco.net/L-Arctique-nouvel-eldorado-de-l-or\\_19169.html](http://www.terraeco.net/L-Arctique-nouvel-eldorado-de-l-or_19169.html)

16 BRET, C., (2015), « Guerre froide dans la course à l'Arctique », *Atlantico*, [mis à jour le 11 septembre 2015], [consulté le 8 novembre 2015], URL : <http://www.atlantico.fr/decryptage/guerre-froide-dans-course-arctique-cyrille-bret-2312626.html>

encore « L'inquiétante course à l'Arctique »<sup>17</sup>. Les médias occidentaux évoquent régulièrement ces avancées de la Russie au pôle Nord, et cherchent à faire de l'Arctique un objet éveillant l'opinion public. Ainsi ces formules sont maintes fois reprises, et ce depuis décembre 2001, date à laquelle la Russie soumet sa première demande d'extension de ZEE. Cependant, depuis 2007 puis de nouveau depuis août 2015, une véritable affaire est créée autour des revendications de Moscou en Arctique, réveillant alors le monde médiatique. En effet, en août 2007, un autre événement ne manque pas de soulever l'opinion publique : les membres d'un équipage russe déposent leur drapeau national dans les profondeurs de l'océan Arctique. Planté à l'exacte verticale du pôle Nord, ce drapeau véhicule un symbole de puissance à travers le monde entier. En 2007, en plus de la demande de prolongement de ZEE et de sa révision en 2015, ce dépôt d'un drapeau dans les fonds marins de l'Arctique, met en avant la volonté de la Russie de présenter sa puissance sur le devant de la scène, notamment au regard des pays occidentaux. Ces « coups » médiatiques de la part de Moscou ne sont pas dénués de sens. En effet la Russie cherche à s'afficher comme un acteur entreprenant et toujours plus influent sur la scène mondiale. La communauté internationale, ainsi que l'opinion publique occidentale, accusent majoritairement le gouvernement russe, et ne manquent pas de critiquer l'attitude de Moscou : « cet océan n'est pas un *Far West* à conquérir et il est inutile, comme l'a fait la Russie, de planter un drapeau pour tenter de se l'approprier en tout ou en partie » (Foucher, 2014, p. 23).

Alors que le pôle Nord était auparavant un espace qui ne retenait guère l'attention de la communauté internationale, voire un espace qui était généralement considéré sous l'angle de la contrainte, dorénavant cela change. Aujourd'hui, pour qu'un Etat puisse asseoir sa puissance, la maîtrise des ressources naturelles énergétiques est déterminante (Gabriel-Oyhamburu, 2010). Du fait des ressources *offshore* qui se trouveraient en Arctique, la région semblerait donc vouée à « entrer désormais dans le grand jeu de la mondialisation » (Foucher, 2014, p. 16). Ainsi ce nouvel eldorado « à conquérir » alimente de nombreuses tensions entre les Etats. En ce qui concerne les Etats arctiques, cela se traduit par des conflits portant sur la revendication des espaces maritimes, comme c'est le cas entre la Russie et la Norvège, et entre la Russie et les Etats-Unis. La Fédération russe, qui possède la frontière arctique la plus importante – plus d'un tiers du Cercle Arctique (Foucher, 2014, p. 168) –, se positionne comme un acteur dominant et revendique sa souveraineté sur une grande part de l'océan. Aujourd'hui elle a déjà entrepris l'exploitation de gisements *offshore* pour sa production d'hydrocarbures, qu'elle ambitionne de renforcer massivement à l'horizon 2020.

---

17 LE MONDE, (2015), « L'inquiétante course à l'Arctique », [mis à jour le 07 août 2015], [consulté le 8 novembre 2015], URL : [http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/08/07/l-inquietante-course-a-l-arctique\\_4715725\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/08/07/l-inquietante-course-a-l-arctique_4715725_3232.html)

Toutefois, quand bien même la Commission des limites du plateau continental des Nations Unies accorderait la souveraineté de la Russie sur le tiers de la surface de l'océan Arctique (Royer, 2014, p. 195), les autorités russes auraient-elles les moyens d'entreprendre seules, face aux Etats rivaux, un tel projet d'exploitation *offshore* ?

## ***2.2 Un potentiel en hydrocarbures qui dépasse les seules capacités de la Russie, exigeant de fait une coopération entre Etats, notamment sur le plan technologique***

### **2.2.1 Le développement des infrastructures russes pour naviguer sur le PNE**

Le facteur spatial est une clé de compréhension fondamentale pour le devenir de la Fédération russe (Kropotkine, 2005). En effet, son développement économique dépend de sa capacité d'adaptation aux conditions extrêmes de l'océan Arctique, pour extraire les immenses réserves d'hydrocarbures qui s'y trouvent. Une grande diversité des moyens de transports est en outre nécessaire pour l'acheminement des ressources vers les principaux marchés de consommation : l'usage de *pipelines* est par exemple essentiel pour assurer le transport vers l'intérieur du continent et les marchés européens. Toutefois, en raison des larges distances qui existent entre les régions de l'Arctique et les marchés de consommation asiatiques, il est nécessaire de développer le projet d'un acheminement par voie maritime, via le passage du Nord-Est (Eiffing, Struye de Swielande, 2011, p. 14). L'utilisation de *tankers*, de brise-glaces (dont des modèles à propulsion nucléaire), ainsi que divers autres navires de transport est donc indispensable. La Russie se présente alors comme l'Etat arctique possédant le nombre de brise-glaces le plus important : en 2009, elle en possède en effet vingt, contre douze pour le Canada et un seul pour les Etats-Unis (Ebinger, Zambetakis, 2009, p. 1220). Toutefois malgré la supériorité de la Russie forte de ses vingt brise-glaces, une grande partie de ses navires est aujourd'hui vieillissante voire obsolète. Ainsi pour soutenir ses ambitions en Arctique, Moscou envisage de se doter de nouveaux bâtiments dotés d'une technologie modernisée. Il est de surcroît indispensable pour la Russie qu'elle développe de nouvelles infrastructures tout le long de ses côtes sibériennes, afin de garantir la sécurité du passage du Nord-Est, pour ensuite l'officialiser comme nouvelle route maritime commerciale. Cela permettrait aussi à la Russie d'attirer les compagnies logistiques du monde entier le long de ses côtes arctiques. Toutefois, cela n'est pas encore d'actualité, en effet, la filiale logistique sud-coréenne Hyundai Glovis a par exemple soulevé son inquiétude par rapport à la perspective d'emprunter le PNE, soulevant l'actuelle absence de ports d'escale entre l'Europe et l'Asie (Lee, Kim, 2015, p. 267).

En septembre 2011, à l'occasion de la cérémonie d'ouverture du deuxième Forum international sur l'Arctique, le premier ministre Vladimir Poutine avait déjà annoncé que son gouvernement entendait « développer la route maritime du Nord en mettant en place dix centres de secours et de sauvetage en 2015 le long de cette route et en prévoyant la construction de neuf nouveaux brise-glaces (dont trois à propulsion nucléaire) d'ici 2020 » (Foucher, 2014, p. 16). En effet concernant les brise-glaces à propulsion nucléaire, deux sont aujourd'hui en construction : l'Artika, lancé en 2013, dont la livraison est prévue pour 2017, et le Siberia, dont l'élaboration a débuté en mai 2015<sup>18</sup>. Pour ce qui est des dix centres de secours, aujourd'hui trois d'entre eux ont été construits : celui de Narian-Mar, celui de Arkhangelsk, et celui de Mourmansk, inauguré en octobre 2015 (Masset, 2016). Situés le long des côtes arctiques de la Russie, disposés de la Péninsule de Kola à la Péninsule des Tchoukches, les dix centres de secours permettront aux sauveteurs de se répartir les espaces sur lesquels intervenir en cas de besoin. Ces différents sites se succéderont ainsi de Mourmansk à Oust-Kamchatsk, en passant par Arkhangelsk, Narian-Mar, Salekhard, Dudinka, Tiksi, Pevek, Ouelen et Anadyr (se reporter à la carte n°2 pour les situer) (Eiffing, Struye de Swielande, 2011, p. 26). A titre d'exemple, les sauveteurs du site de Mourmansk sont aujourd'hui « responsables d'une zone maritime de 700 000 km<sup>2</sup>, en mers de Barents et Blanche, soit un territoire total de 845 000 km<sup>2</sup> – 1,3 fois la superficie de la France » (Masset, 2016).

Comme il a été mentionné précédemment (se reporter à la partie 2.1.4), il existe des tensions entre les Etats arctiques, notamment entre la Norvège et la Russie. Toutefois, il semble que ces Etats soient davantage enclins à coopérer, notamment lorsqu'il s'agit d'une éventuelle opération de sauvetage dans ces milieux hostiles du Cercle Arctique. Le ministère russe des situations d'urgence coopérerait finalement étroitement avec les pays scandinaves : en janvier 2016, le directeur du centre de secours de Mourmansk déclare en effet que « [dans] l'Arctique, la règle est simple : c'est celui qui est le plus proche ou le plus rapide à se mouvoir qui intervient en premier. Si on veut être efficace, ici, les frontières ne doivent pas exister quand il s'agit de sécurité » (Masset, 2016). Aujourd'hui les interventions en Arctique sont peu nombreuses, mais il s'agit pour Moscou de former et de préparer des hommes « sauveteurs de l'extrême », à des interventions sur les futures plateformes pétrolières par exemple en mer de Barents.

---

18 « Une cérémonie était organisée le 26 mai au chantier Baltic Shipyard de Saint-Petersbourg pour marquer la mise sur cale du Siberia. Il s'agit du second des trois grands brise-glaces à propulsion nucléaire commandés entre 2012 et 2014 par la Russie. L'assemblage de la tête de série, l'Arktika, a débuté en novembre 2013, sa livraison étant espérée en 2017 [...]. Connus sous le nom de Projet 22200, ces brise-glaces mesureront 173 mètres de long et seront dotés d'un réacteur nucléaire offrant une puissance de 50 MW. Dotés de trois propulseurs principaux, les navires pourront briser fortes épaisseurs de glace. Ils sont conçus pour opérer à l'année dans la zone arctique et ont pour objectif de soutenir le développement des activités russes dans le grand nord » (MER ET MARINE, 2015, « La Russie met sur cale un nouveau brise-glace nucléaire », [mis à jour le 29 mai 2015], [consulté le 8 novembre 2015], URL : <http://www.meretmarine.com/fr/content/la-russie-met-sur-cale-un-nouveau-brise-glace-nucleaire>).



En 2016, bien que la Russie n'ait pas encore atteint l'ensemble des objectifs mentionnés lors de la cérémonie d'ouverture du deuxième Forum international sur l'Arctique en 2011, elle semblerait tout de même en bonne voie pour parvenir à la mise en route du passage du Nord-Est. Du fait du développement technologique des navires de transport russes et de la création de nombreux centres de secours tout le long de ses côtes arctiques, la Russie pourrait peut-être assurer, à l'horizon 2050, une utilisation généralisée du PNE, et de fait renforcer son exploitation des gisements *offshore* de l'Arctique. Il convient toutefois de nuancer ces propos enthousiastes par rapport aux ambitions de Moscou. En effet, en 2016, la Fédération de Russie est marquée par une situation de profonde crise économique. Il est donc justifié de se demander si Moscou aurait les moyens de ses ambitions, et si elle arriverait à soutenir financièrement l'ensemble de ses projets en Arctique. Ces investissements colossaux seraient-ils rentables malgré un prix du pétrole bas ? Malgré la crise économique, la Russie semble pourtant plus ou moins avancée dans le processus d'ouverture de l'Arctique. Ainsi, peut-être pourrait-elle progressivement recouvrer une certaine capacité de puissance. Cette interrogation fera l'objet de la troisième partie de ce mémoire.

### 2.2.2 Une coopération économique entre acteurs privés qui est toutefois indispensable à l'aboutissement des projets russes ...

Pour ce qui du marché pétrolier et gazier russe, Moscou refuse strictement l'arrivée de *majors* internationales sur son territoire. La vague de privatisation qui a eu lieu dans les années 1990 a en réalité suivi un processus strictement endogène, ce qui a de fait écarté toute concurrence étrangère dans la prise de contrôle des compagnies publiques. C'est ce qui s'illustre en 2002, lorsque l'Etat vend « 75 % de ses parts dans la compagnie Slavneft, les pétroliers russes se sont [alors] employés à empêcher la société publique chinoise CNPC de les acquérir » (Rucker, 2003). La coentreprise russo-biélorusse Slavneft a donc été vendue aux compagnies russes Sibneft (aujourd'hui Gazprom) et TNK-BP (rachetée en 2013 par Rosneft). En 2016, la Russie compte trois compagnies puissantes dans les hydrocarbures : Lukoil, Gazprom et Rosneft. C'est une configuration assez inédite comparée à celle de l'Arabie saoudite, des Emirats arabes unis et du Venezuela. En effet dans ces pays dont l'économie dépend fortement du pétrole, il n'existe qu'une seule compagnie nationale contrôlée par l'Etat. Cette particularité de fragmentation du secteur pétrolier russe diminue notamment ses capacités d'investissement, ce qui, selon de nombreux observateurs, constitue un véritable handicap pour le pays. Or, en Russie, le secteur des hydrocarbures exige aujourd'hui un investissement colossal pour mener à bien sa modernisation et son développement technologique (Rucker, 2003), ce qui soulève donc l'incertitude quant à l'aboutissement des projets de Moscou en

Arctique. En effet, les compagnies russes Rosneft et Gazprom, n'ont pas les infrastructures et la technologie nécessaires pour soutenir leurs projets d'exploitation *offshore* en l'état.

Toutefois, si Moscou refuse encore aujourd'hui d'ouvrir son marché des hydrocarbures à la concurrence étrangère, les autorités russes ont conscience qu'elle ne peuvent, seules, ambitionner de s'aventurer dans l'océan Arctique. Ainsi la Russie fait dorénavant appel à des compagnies étrangères dans l'objectif de nouer des partenariats économiques étroits. Aussi, bien que l'ensemble des ressources de l'Arctique ne soit pas encore exploitable, la Russie a d'ores et déjà établi des partenariats avec des sociétés pétrolières étrangères, et investit de façon particulièrement massive dans l'exploration de son plateau continental arctique (se reporter à la carte n°7). Ainsi, en 2007, Rosneft a conclu des accords avec l'américain ExxonMobil et l'italien ENI afin de conduire des explorations en mer de Kara (Labévière, 2011, p. 115). En 2012, le russe Gazprom, le norvégien Statoil et le français Total se sont ensuite associés pour la mise en exploitation du gisement de Chtokman. Situé en mer de Barents, ce gisement retiendrait près de 3,2 trillions de mètres carrés de gaz, et pourrait même prétendre au titre de plus grand champ gazier *offshore* encore non-développé du monde<sup>19</sup>. Selon Arnaud Breuillac, à l'époque directeur de la zone Europe continentale et Asie centrale chez Total<sup>20</sup>, le gisement de Chtokman représenterait « l'équivalent de soixante-dix ans de consommation française », mais serait cependant l'un des plus difficiles et des plus coûteux au monde<sup>21</sup> (Plouffe, 2011, p. 110). L'immensité des réserves progressivement découvertes, renforce ainsi le développement d'accords entre compagnies. Ces dernières financent alors d'importantes campagnes de prospection, et dépensent des sommes colossales en exploration sous-marines (Commission des affaires européennes sur les stratégies européennes pour l'Arctique. Sénat, 2014, p. 22). Cela s'illustre notamment en 2012 : ExxonMobil et Rosneft ont effectivement signé un accord de coopération majeur qui pourrait représenter « jusqu'à 500 milliards de dollars d'investissements en commun sur plusieurs décennies, centrés principalement sur l'Arctique russe » (Delbecq, 2012).

---

19 « The gas field in the Barents Sea - holding an estimated 3.2 trillion cubic metres of gas - could become the world's largest offshore gas field » (BBC NEWS, 2012, « Total chosen as Gazprom partner » [Total choisi comme partenaire de Gazprom], [mis à jour le 12 juillet 2007], [consulté le 29 février 2016], URL : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/6294870.stm>).

20 Arnaud Breuillac est aujourd'hui directeur général exploration-production chez Total (TOTAL, 2013, « Arnaud Breuillac nommé au poste de Directeur Général Exploration-Production chez Total », [mis à jour le 04 novembre 2013], [consulté le 29 février 2016], URL : <http://www.total.com/fr/medias/actualite/communiqués/20131104-Arnaud-Breuillac-nomme-au-poste-de-directeur-general-Exploration-Production-de-Total>

21 BEZAT, J.-M., (2010), « A Chtokman, le pari titanésque mais fragile de Total sur l'un des plus grands champs gaziers au monde », *Le Monde*, [mis à jour le 10 février 2012], [consulté le 29 février 2016], URL : [http://www.lemonde.fr/economie/article/2010/04/06/a-chtokman-le-pari-titanésque-mais-fragile-de-total-sur-l-un-des-plus-grands-champs-gaziers-au-monde\\_1329460\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2010/04/06/a-chtokman-le-pari-titanésque-mais-fragile-de-total-sur-l-un-des-plus-grands-champs-gaziers-au-monde_1329460_3234.html)

**Carte n°7 - Projets d'études sismiques en Arctique offshore russe, en vue d'opérations de forage (zones quadrillées en orange et rose)**

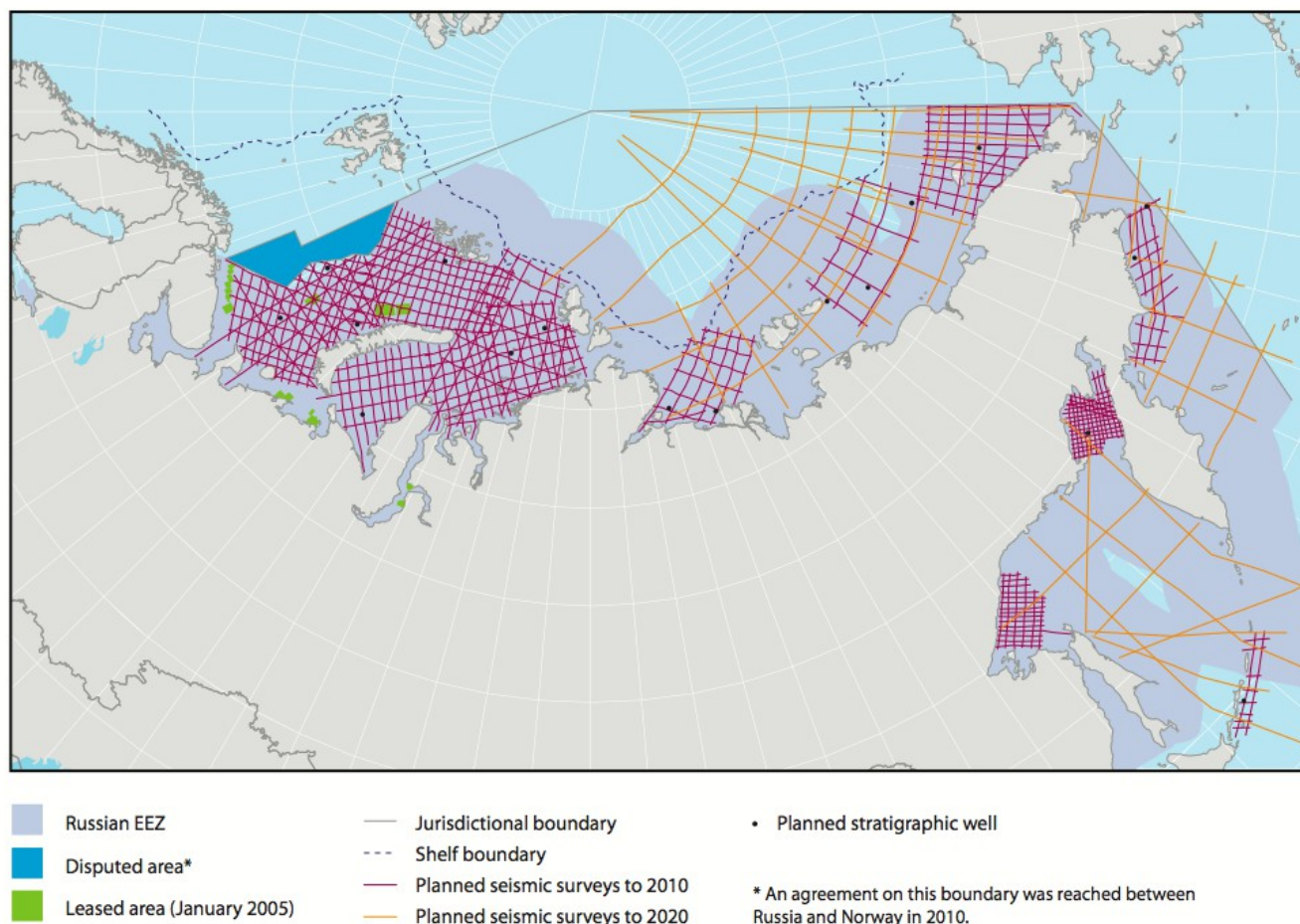


Figure 2.101. Scheme of reconnaissance, special operations, and orientation drilling during 2006-2020 in Russian Sea areas.

Source : AMAP, 2010, p. 171

En ce qui concerne les Etats asiatiques, la Chine, le Japon et la Corée du Sud sont particulièrement intéressés par le développement de la zone arctique, notamment par l'ouverture et le développement du passage du Nord-Est. En effet, pour acheminer en toute sécurité et sur de longues distances les hydrocarbures russes en Chine, au Japon ou encore en Corée du Sud – larges marchés de consommation d'hydrocarbures – le PNE est une voie beaucoup plus appropriée que les réseaux de *pipelines*. Selon la filiale logistique sud-coréenne Hyundai Glovis, cela lui prendrait seulement trente-cinq jours pour naviguer sur une portion de 15 790 kilomètres le long de la route maritime du Nord, en partant alors de Ust-Luga – port situé non loin de Saint-Pétersbourg – en Russie, et débarquant au port de Gwangyang et Yeosu, au sud de la Corée du Sud. En revanche, en passant par la route du canal de Suez, et pour rejoindre la même destination, il faudrait compter près de quarante-trois jours et 22 581 kilomètres (se reporter à la carte n°5) (Lee, Kim, 2015, p. 267). L'ouverture de la route maritime du Nord est donc sans conteste une opportunité pour l'Asie. Dans la

perspective d'utiliser prochainement le passage du Nord-Est, en 2013, une compagnie maritime sud-coréenne a alors opéré un test de navigation entre la Russie et la Corée du Sud (Lee, Kim, 2015, p. 264).

Les trois grandes compagnies maritimes sud-coréennes, Hanjin Shipping, Hyundai Merchant Marine, et Hyundai Glovis, ont également commencé à examiner leurs capacités de navigation via le PNE, et ont de plus identifié les éventuelles difficultés qu'elles pourraient rencontrer en Arctique (Lee, Kim, 2015, p. 264). En outre, dans un contexte de détérioration des relations entre la Fédération russe et l'Union européenne (UE), les autorités russes voient une grande opportunité à se tourner vers l'Asie pour ces prochains partenariats commerciaux (Delanoë, 2015, p. 2 et 3). Moscou recherche en Asie non seulement des acheteurs de ses hydrocarbures, mais également des investisseurs potentiels, notamment pour financer la construction de ses nouveaux réseaux de *pipelines*. L'accord conclu en mai 2014 entre Xi Jinping et Vladimir Poutine officialise un projet d'exploitation conjointe des gisements de gaz et de pétrole des régions russes de l'Arctique. Cela dessine de fait les contours de la coopération énergétique entre la Chine et la Fédération de Russie pour les trente prochaines années à venir (Foucher, 2014, p. 112).

S'ajoute à cela une coopération dans le secteur des hydrocarbures qui s'intensifie avec l'Inde. En effet, depuis 2013, l'entreprise publique indienne Oil and Natural Gas Corporation Videsh (ONGC Videsh) a conclu un partenariat avec la compagnie russe Rosneft pour exploiter certains gisements situés au nord de la mer d'Okhotsk. ONGC Videsh envisage de surcroît la signature de nouveaux partenariats à l'avenir. En octobre 2013, lors de la visite du premier ministre indien à Moscou, il a notamment été évoqué le projet d'un *pipeline* pétrolier entre la Russie et l'Inde. La création d'un tel *pipeline* permettrait à l'Inde d'augmenter sensiblement ses importations de pétrole russe. A l'heure actuelle, c'est en effet inenvisageable pour l'Inde du fait du manque d'infrastructure de transport reliant le pays aux régions de l'Arctique. Cependant compte-tenu du fait que l'Inde et la Chine représentent des marchés de consommation de plus en plus importants, le potentiel d'exportation est immense pour la Russie (Commission des affaires européennes sur les stratégies européennes pour l'Arctique. Sénat, 2014, p. 116).

L'avenir semble donc déjà tracé pour l'exploitation des gisements *offshore* de l'Arctique. Qu'ils s'agissent de partenariats avec les Etats occidentaux ou les pays d'Asie, Moscou envisage dorénavant de nombreux projets conjoints pour l'exploitation des gisements *offshore*. Il convient de noter que malgré les tensions existant entre les Etats occidentaux et la Fédération de Russie, il

semblerait que ces tensions soient quelque peu apaisées du fait de ces partenariats économiques indispensables pour chacun d'entre eux. En effet, tout autant que la Russie a besoin des pays occidentaux pour financer ses investissements en Arctique, les pays occidentaux ont besoin de l'accord formel de la Russie pour être autorisés à exploiter ses immenses richesses arctiques. Le milieu extrême qui conditionne les espaces du Cercle Polaire exige alors que les Etats coopèrent entre eux. En effet, seuls un partage des infrastructures et des échanges étroits entre les Etats – riverains ou non de l'Arctique –, allant de la formation des hommes aux partenariats commerciaux, permettraient de poser durablement les bases du développement économique de l'Arctique (Plouffe, 2011, p. 110). Cependant, la plupart de ces partenariats, demeurant encore au stade d'accords écrits, n'ont pas encore débouché sur d'importants projets de coopération. Néanmoins, il convient de remarquer que quelques explorations de grande envergure ont été lancées mais leur résultat est mitigé : de nombreuses opérations d'exploration sont reportées, parfois ce sont même des compagnies étrangères qui se désengagent, annulant alors leurs investissements en Arctique. Ainsi, malgré l'excitation que suscite ces accords de coopération, la frilosité des investisseurs semblerait resurgir dès les premières difficultés constatées sur le terrain.

### 2.2.3 ... et qui tendrait même à s'élargir à une coopération politique entre Etats

Il semblerait que les relations internationales en Arctique s'apparentent donc davantage à des accords de coopération économique, qu'à des rapports de force entre Etats. Toutefois, il convient de noter que parmi les Etats convoitant la région arctique, deux thèses s'affrontent. Soutenue majoritairement par les Etats riverains, la première est une thèse minimaliste et exclusive qui affirme que ces derniers ont un rôle prépondérant à jouer dans la gestion des espaces arctiques. C'est par exemple ce que défend le Canada et la Russie pour qui « il s'agit de défendre des intérêts considérés comme “vitaux” auxquels se mêlent de délicates questions d'identité nationale, ce qui explique une certaine réticence à partager les responsabilités » (Roussel, 2012). A l'inverse, la deuxième thèse, soutenue par les Etats non-arctiques, défend une vision inclusive de la région arctique qui, selon eux, devrait être considérée comme « patrimoine commun de l'humanité dont la gestion doit être le fait de l'ensemble des parties intéressées [...] » (Roussel, 2012). Ainsi la gouvernance de cette région, mettant en contact trois continents à savoir l'Asie, l'Europe et l'Amérique, est l'objet de nombreux débats entre les Etats. Toutefois si une internationalisation de l'Arctique ne semble pas d'actualité, une concertation politique est recherchée. Elle est en outre à l'initiative des Etats riverains. Une telle réunion politique s'est d'ailleurs concrétisée, dès 1996, grâce à la création du Conseil Arctique, réunissant les huit Etats de la zone arctique : soient le Canada, le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Russie, la Suède et les États-Unis (Commission

européenne, 2015, p. 41).

En ce qui concerne la Russie, elle s'oppose à tout projet d'internationalisation de l'Arctique, et refuse de voir une multitude d'acteurs étatiques investir l'Arctique. Toutefois, de la même façon que la Russie s'ouvre progressivement à la perspective de nouer des accords économiques avec des compagnies étrangères, il semblerait que le pays s'engage également dans une perspective de coopération politique, sous forme d'accords bilatéraux entre Etats. C'est ce qu'illustre l'accord conclu entre la Russie et la Norvège, le 27 avril 2010. Alors que les deux Etats étaient en conflit depuis plus de quarante ans à propos de la délimitation de leur frontière en mer de Barents, région immensément riche en hydrocarbures, le 15 septembre 2010, la délimitation adoptée par un traité bilatéral, a permis aux deux Etats de trouver un compromis. Et cela malgré le fait que la zone attribuée à la Russie recèlerait davantage de gisements de pétrole et de gaz que la zone revenant à la Norvège (De Pooter, 2010). En outre cet accord bilatéral contient des clauses spéciales sur l'exploitation des gisements d'hydrocarbures s'étendant des deux côtés de la ligne de délimitation : la Russie et la Norvège « conviennent de conclure un *Unitisation Agreement* avant toute exploitation d'un gisement d'hydrocarbure transfrontalière qui ne peut pas être exploité par une partie sans affecter l'autre. Dès lors le gisement sera considéré “comme un tout” (“as a unit”) et exploité par les parties en concertation » (Foucher, 2014, p. 58 ; AMAP, 2010, p. 125). Ainsi le règlement d'un tel différend renforce l'idée que l'Arctique serait davantage une zone de coopération entre acteurs qu'un théâtre de guerre. Cet exemple d'accord entre la Russie et la Norvège symbolise un apaisement des tensions, en ce sens qu'une telle entente pourrait permettre à chacun des deux Etats de jouir en toute légitimité des richesses de leurs espaces arctiques.

De surcroît, dans cette même région convoitée de la mer de Barents, depuis la Déclaration de Kirkenes de 1993, s'opère une coopération interétatique et interrégionale institutionnalisée entre les pays nordiques (Suède, Norvège et Finlande), la Russie, et les Etats européens riverains de la mer de Barents. S'inscrivant dans le cadre de la Région Euro-Arctique de Barents, cette coopération implique l'Union européenne et favorise non seulement la coopération économique transfrontalière, mais également le dialogue politique entre les Etats de la région (Foucher, 2014, p. 132). Cela se traduit par des échanges dans différents domaines : le commerce, le transport, l'environnement, et la culture, mais concerne aussi les échanges portant sur le respect des populations autochtones (Commission européenne, 2015, p. 41 ; Plouffe, 2011, p. 35). En Arctique, ces exemples de coopération entre Etats ne sont pas isolés. En outre du fait de champs d'intervention variés, et d'une prise de décision tant au niveau extra-arctique, qu'infra-arctique ou arctique, les accords établis sont

tant multilatéraux que bilatéraux. C'est ce qu'illustre justement le traité russo-norvégien délimitant les frontières maritimes en mer de Barents. En effet, il assure aujourd'hui le maintien d'« un bas niveau de conflictualité [en contribuant] à la paix, à la sécurité, au développement économique et à la prospérité dans la région » (Foucher, 2014, p 135 et 136).

#### 2.2.4 La nécessité de nuancer certains discours médiatiques, évoquant la perspective d'une guerre en Arctique

La coopération arctique semble donc porter ses fruits et poser les bases d'un développement avisé de la région. Pour ce qui est de la Fédération de Russie, l'Arctique est une des régions où elle a établi le plus d'associations internationales. Dans le cadre de la coopération en mer de Barents – figure de proue de la coopération régionale en Arctique –, cela a ainsi permis d'instaurer la confiance et le respect mutuel entre les pays scandinaves et la Russie. Comme il a été expliqué précédemment (se reporter à la partie 2.1.3), cela se traduit notamment par une coopération étroite entre le ministère russe des situations d'urgence et l'ensemble des pays scandinaves (Nopens, 2010). Cela souligne donc le fait que l'image d'un Etat russe, prêt à relancer une guerre froide en Arctique, est une représentation subjective et biaisée, ne reflétant donc pas la réalité de la situation. Dès lors, il convient de reprendre les propos formulés par les médias occidentaux et de les nuancer à la lecture de documents politiques officiels russes, et à celle d'analyses de spécialistes de la Russie en Arctique.

Après la première demande d'extension de ZEE de la Russie, en 2001, et après le dépôt du drapeau russe au fond de l'océan, en 2007, en mars 2009, la Russie annonce l'établissement de forces militaires en Arctique afin de protéger ses intérêts dans la région d'ici 2020. Toutefois, bien que ces attitudes des autorités russes puissent être perçues comme agressives, d'éventuelles craintes concernant la militarisation de l'Arctique semblent injustifiées. En effet, c'est par exemple ce qu'illustre en mai 2009, l'appel du ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et de la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, à une coopération en région arctique entre les Etats-Unis et la Russie. En juin 2009, un apaisement des relations entre les Etats arctiques se confirme alors que la Russie appelle à une plus grande coopération avec le Canada dans la gestion de l'Arctique. En outre, il convient de souligner qu'en plus de cette tendance à l'apaisement, s'ajoute la volonté des autorités russes de préserver l'écosystème d'une part de l'Arctique. En effet, en tant que premier ministre, Vladimir Poutine déclare une surface du territoire arctique russe d'environ 3,7 millions d'acres comme parc national, l'épargnant ainsi d'éventuels aménagements anthropiques. Ainsi, non seulement la Russie semblerait davantage s'orienter vers une intense coopération tant

économique que politique, mais il semblerait également qu'elle fasse preuve d'une certaine préoccupation écologiste vis-à-vis de l'environnement. Ces appels à la coopération en territoire arctique avec les Etats-Unis et le Canada, ainsi que l'établissement d'une part de l'Arctique russe comme parc national, viendraient alors contredire les médias occidentaux. Ces derniers faisant régulièrement l'état de la Russie comme cherchant à exploiter les ressources de l'Arctique sans aucunement se soucier de la richesse de ses paysages naturels vierges et particulièrement vulnérables (Ebinger, Zambetakis, 2009, p. 1228 et 1229).

Dès lors, il convient de se reporter aux documents officiels publiés par Moscou concernant les ambitions de la Russie en Arctique. Le document politique *Les Principes de la politique d'État de la Fédération de Russie dans l'Arctique jusqu'en 2020 et au-delà*<sup>22</sup>, signé par Dimitri Medvedev – alors président de la Russie –, et publié en 2009, présente explicitement la stratégie russe, et soutient la perception d'une position consensuelle de l'Etat russe en Arctique. Ce document officiel pose les bases de la gouvernance russe en Arctique, et comporte un ensemble de points pour le moins instructifs. Il expose en effet une stratégie russe mettant en avant la coopération internationale. Dans ce document, Moscou introduit également le concept de « sécurité environnementale » soulignant alors leur souci de considérer le changement climatique, et celui de préserver le maintien de l'écosystème arctique. Le discours de Moscou sur sa stratégie en Arctique semble finalement tout à fait proche du discours des Etats occidentaux impliqués dans la région, et reprend en outre un langage plus ou moins similaire à celui adopté par les autres Etats. Tout comme les Etats occidentaux, le discours des autorités russes accorde en effet une nette priorité aux valeurs consensuelles que sont la coopération et l'environnement (Øverland, 2007, p. 147). En outre, ce discours comporte bien des références à la sécurité militaire, toutefois celles-ci ne sont aucunement plus prépondérantes que les références faites à la coopération, ou à l'amélioration de la qualité de vie des populations autochtones de la Sibérie arctique (Lasserre, Le Roy, Garon, 2012, p. 4 ; Øverland, 2007, p. 147). Dans les pays occidentaux, la couverture médiatique de ce document a généralement présenté la politique russe en Arctique, sous un angle tout à fait différent, insistant alors lourdement et de façon erronée sur les seuls aspects militaires du document (Øverland, 2007, p. 148).

---

22 Le document politique officiel russe, *Les Principes de la politique d'État de la Fédération de Russie dans l'Arctique jusqu'en 2020 et au-delà*, a été signé par le président Dimitri Medvedev en septembre 2008 et a été publié par le Conseil de sécurité de la Russie en mars 2009. Il est accessible (en russe) sur le site du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie à l'adresse URL suivante : [www.scrf.gov.ru/documents/15/98.html](http://www.scrf.gov.ru/documents/15/98.html).



Dans nombre de médias occidentaux, l'Arctique est généralement représenté comme étant l'objet « d'une course géopolitique vers les ressources naturelles, le pétrole et le gaz en particulier, avec la Russie en tête. [Et Moscou, considérée] comme ayant pris une position expansionniste et militaire dans une folle ruée pour s'approprier le territoire et donc les ressources énergétiques de l'Arctique » (Øverland, 2007, p. 145). Ainsi, lorsque l'expédition de scientifiques russes plante à la verticale du pôle Nord, un drapeau au fond de l'océan Arctique en 2007 ; dans les pays occidentaux, cet évènement est immédiatement perçu comme « une appropriation territoriale sous-marine démontrant l'attitude impérialiste [...] de la Russie en Arctique » (Øverland, 2007, p. 146). Non seulement les médias, mais également les gouvernements et les analystes, dénoncent les discours et les manœuvres de défense russe comme chauvins voire belligérants (Lasserre, Le Roy, Garon, 2012, p. 3). Selon le professeur norvégien Indra Øverland, directeur du Département d'études russes et eurasiennes de l'Institut norvégien des Affaires internationales (NUPI), et le géographe canadien Frédéric Lasserre, directeur du Conseil québécois d'études géopolitiques (CGEG), il convient de nuancer ces propos alarmistes condamnant les actions de Moscou. En effet, la couverture médiatique occidentale n'a de cesse de faire l'état des avancées russes en dressant la menace d'« une inquiétante course à l'Arctique »<sup>23</sup>. Indra Øverland déclare que s'agissant du drapeau russe planté dans les profondeurs de l'océan Arctique, les médias et les gouvernements étrangers ne mentionnent que rarement si ce n'est jamais, le fait qu'il soit pour le moins ordinaire, de la part d'explorateurs, de planter leur drapeau national sur des lieux qu'ils viennent d'atteindre, alors que l'accès y est particulièrement difficile et périlleux. Le professeur norvégien justifie ses propos en soulignant le fait que lors de la première ascension du mont Everest, en 1953, c'est le drapeau anglais qu'ont érigé deux membres d'une expédition anglaise. Dans la même idée, en 1969, lors de la première expédition sur la Lune, c'est le drapeau américain qui a été planté pour symboliser la puissance des Etats-unis : un symbole d'autant plus fort à l'époque, que c'était en période de guerre froide contre l'ex-Union soviétique. Indra Øverland ajoute de surcroît qu'il est trop peu évoqué que Moscou, comme la plupart des grands pays industrialisés, a ratifié la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et la respecte entièrement. Or ce n'est par exemple pas le cas des Etats-Unis – fait souvent méconnu de l'opinion publique. Force est donc de remarquer que Moscou affirme sa prédominance territoriale en Arctique en « [s'efforçant] de poursuivre ses intérêts [...] au sein du cadre légal, y compris en soumettant la documentation relative au plateau continental aux Nations Unies pour argumenter ses revendications territoriales » (Øverland, 2007, p. 146).

---

23 LE MONDE, (2015), « L'inquiétante course à l'Arctique », [mis à jour le 07 août 2015], [consulté le 8 novembre 2015], URL : [http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/08/07/l-inquietante-course-a-l-arctique\\_4715725\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/08/07/l-inquietante-course-a-l-arctique_4715725_3232.html)

Les acteurs étrangers à la Russie, tels que les médias et certains gouvernements occidentaux, cherchent donc à développer une effervescence autour des avancées de la Russie en Arctique, qu'ils qualifient souvent d'impérialistes. Ainsi, il est instructif d'adopter un point de vue externe à cette agitation médiatique, et de considérer le discours de spécialistes de l'Arctique, qui ont généralement des propos beaucoup plus mesurés sur les ambitions de la Russie en Arctique. En outre, ces chercheurs et ces spécialistes de la Russie en Arctique ne se contentent assurément pas des propos véhiculés par les médias. : selon Indra Øverland et Frédéric Lasserre, les documents officiels publiés par Moscou évoquent non pas le projet d'une politique de défense menaçante, mais un objectif de coopération et de respect des espaces arctiques. Ainsi via les documents officiels du Kremlin et la lecture des analyses faites par des chercheurs spécialistes de l'Arctique, il est possible de postuler que les « interprétations occidentales en disent [...] plus long sur leurs auteurs que sur la politique russe [...] » (Øverland, 2011, p. 148). L'avenir n'est évidemment pas tracé et il n'est pas lieu, dans ce mémoire, de dresser un scénario du développement de l'Arctique d'ici 2050, toutefois il paraît peu probable que l'océan Arctique devienne un théâtre de guerre. En revanche, il serait peut-être moins surprenant d'observer une intensification des partenariats commerciaux et un renforcement du dialogue en Arctique. Cela pourrait ainsi garantir une certaine stabilité politique de la région (Foucher, 2014, p. 146).

### 2.2.5 La dangerosité et les coûts d'exploitation *offshore*, qui ravivent la frilosité des compagnies étrangères à investir l'Arctique

Malgré l'intensification des partenariats entre grandes compagnies étrangères pour développer les projets d'exploitation des gisements d'hydrocarbures *offshore* en Arctique russe, il semble que la dangerosité que représente une telle entreprise, répande progressivement une certaine frilosité parmi les investisseurs étrangers. En effet depuis les premières opérations d'exploitation, les compagnies sont confrontées à des problèmes récurrents qui compliquent et retardent leurs activités, quand ils ne les annulent pas définitivement. En ce qui concerne la Russie, comme il a été évoqué précédemment (se reporter à la partie 2.1.2), le seul gisement *offshore* participant aujourd'hui à la production russe d'hydrocarbures est celui situé sous la plateforme de Prirazlomnoye. A proximité des côtes arctiques russes, en mer de Pechora<sup>24</sup>, ce gisement est exploité par Gazprom et contribue à la production de pétrole de la Russie depuis 2014. Toutefois, comme la plupart des autres Etats arctiques, la Russie se limite pour le moment à des activités d'extraction non loin des côtes. Ces opérations sont nettement moins contraignantes et dangereuses que d'éventuelles extractions autour

---

24 FEITZ, A., (2015b), « Pourquoi les pétroliers n'ont pas renoncé à l'Arctique », *Les Echos*, [mis en ligne le 08 octobre 2015], [consulté le 20 février 2016], URL : [http://www.lesechos.fr/08/10/2015/LesEchos/22040-036-ECH\\_pourquoi-les-petroliers-n-ont-pas-renonce-a-l-arctique.htm](http://www.lesechos.fr/08/10/2015/LesEchos/22040-036-ECH_pourquoi-les-petroliers-n-ont-pas-renonce-a-l-arctique.htm)

du pôle Nord. Effectivement, dans un premier temps, explorer, extraire puis transporter les hydrocarbures dans les conditions extrêmes qu'impose l'océan Arctique est particulièrement complexe et onéreux, notamment du fait des infrastructures requises. En outre, et dans un second temps, ces activités polaires sont risquées pour l'écosystème arctique, fortement vulnérable.

Dans un premier temps, en ce qui concerne le passage du Nord-Est, il a été évoqué précédemment que l'utilisation de cette nouvelle route maritime était la voie d'acheminement privilégiée pour le transport des hydrocarbures (se reporter aux parties 2.2.1 et 2.2.2) . Toutefois, les dangers que représente son utilisation sont importants, le Grand Nord est en effet une région extrême encore méconnue. Il existe certes un probable avantage concernant les coûts de revient du PNE, mais celui-ci est théorique : du fait de la nécessité d'équipements adaptés à la navigation arctique, l'investissement à fournir est incertain ; en outre le temps de transit pour l'acheminement des hydrocarbures peut fortement varier, ce qui renforce l'incertitude des coûts de revient du passage du Nord-Est. S'ajoute à ces incertitudes de coûts, le fait qu'actuellement, en hiver, la banquise se reforme tout autour du pôle, et provoque inévitablement la dérive de nombreux icebergs, bloquant de fait la navigation et accentuant sa dangerosité (Commission des affaires européennes sur les stratégies européennes pour l'Arctique. Sénat, 2014, p. 27 ; Lee, Kim, 2015, p. 267). Le froid, le brouillard intense et l'imprécision des cartes marines viennent de surcroît renforcer le risque que représente la navigation tout le long des côtes arctiques (Lasserre, 2011). Il y a donc une nécessité de réaliser une hydrographie de l'ensemble de la région arctique, et d'améliorer les prévisions météorologiques pour envisager la route maritime du Nord comme nouvelle voie commerciale. (Foucher, 2014, p. 17). Il convient ainsi de préciser que l'ensemble de ces incertitudes et de ces risques de navigation en Arctique induisent un coût élevé des assurances, et éventuellement du coût de péage pour emprunter le passage du Nord-Est (Ebinger, Zambetakis, 2009, p. 1222 ; Lasserre, 2011 ; Lee, Kim, 2015, p. 268). Effectivement, à l'heure actuelle, naviguer sur la route maritime du Nord relève d'une navigation dans des eaux que Moscou revendique comme faisant partie intégrante de son domaine maritime, ainsi il est possible d'imaginer que les autorités russes « [imposent] à chaque navire de commerce un droit de passage élevé (cinq à dix dollars la tonne) qui inclut la location d'un brise-glace d'assistance »<sup>25</sup>.

---

25 DENIS, A., (2013), « L'incroyable projet de navettes maritimes qui ouvrira la route du pôle toute l'année », *Slate Magazine*, [mis à jour le 06 août 2013], [consulté le 11 novembre 2015], URL : [http://www.slate.fr/story/75271/projet-de-navettes-maritimes-route-pole`](http://www.slate.fr/story/75271/projet-de-navettes-maritimes-route-pole)

Dans un second temps, l'exploitation des gisements *offshore* constitue un danger considérable pour l'écosystème arctique. Particulièrement fragile, ce dernier risque de subir nombre de bouleversements voire de dégâts écologiques. Si les capacités de secours des Etats pour intervenir en Arctique semblent se renforcer (se reporter à la partie 2.1.3), ce ne concerne pas le développement de ses capacités de dépollution (Commission des affaires européennes sur les stratégies européennes pour l'Arctique. Sénat, 2014, p. 27). Or, si un incident survient sur une des plateformes *offshore* – ce qui est envisageable du fait des conditions polaires périlleuses –, le risque de fuite d'hydrocarbures dans l'océan est fortement élevé. En 2012, avec l'accord des Etats-Unis, la compagnie anglo-néerlandaise Shell a procédé à ses premières explorations en mer de Beaufort et en mer des Tchouktches, au large de l'Alaska. Toutefois, après avoir subi une série d'incidents et de défaillances techniques lors de ses activités de forage, en 2013, la compagnie a décidé de faire une pause dans ses explorations en Arctique. En effet, après une perte de contrôle de plusieurs de ses plateformes, quelques unes se sont par exemple échouées, mettant alors en évidence de graves défaillances, notamment dans le système de sécurité anti-marée noire des plateformes. Depuis ces incidents, Shell affronte régulièrement des manifestations virulentes et largement médiatisées émanant d'organisations non-gouvernementales (ONG) environnementales à l'instar de Greenpeace. Ces ONG protestent alors contre les activités de forages de Shell représentant, selon elles, des risques trop lourds pour l'environnement. Les associations environnementales espèrent notamment que le retrait de Shell engage l'administration Obama à réévaluer son autorisation d'ouvrir l'Arctique aux forages. Andrew Hartsig, directeur du programme arctique de l'Ocean Conservancy, s'est d'ailleurs rassuré après l'annonce du retrait temporaire de Shell en Alaska. Selon lui, la compagnie a ainsi « clairement démontré [qu'elle n'était] pas prête à conduire des opérations sûres et responsables dans les eaux glacées de l'Arctique ». C'est également ce que met en lumière Cindy Shogan, directrice de l'ONG Alaska Wilderness League, dans un communiqué : « en l'absence d'infrastructures, de capacités de nettoyer une marée noire dans la glace, et considérant la longue liste d'incidents et d'échecs de Shell, c'est une évidence de suspendre le forage en Arctique »<sup>26</sup>.

Les difficultés rencontrées par Shell ne sont pas isolées. En effet, s'agissant du gisement de Chtokman évoqué précédemment (se reporter à la partie 2.2.2), en 2012, le projet d'exploration a également été suspendu *sine die* par Gazprom, du fait des trop grandes difficultés de forage et donc de l'explosion des coûts d'exploration. La compagnie norvégienne Statoil s'est ensuite retirée du

---

26 GOLDENBERG, S., (2013), « Shell to suspend Arctic offshore drilling program over safety years » [Shell suspend son programme de forage en Arctique *offshore* en raison de craintes en matière de sécurité], *The Guardian*, [mis en ligne le 27 février 2013], [consulté le 15 mai 2016], URL : <https://www.theguardian.com/business/2013/feb/27/shell-oil-suspend-arctic-drilling>

projet tout comme le français Total, justifiant leur décision de retrait notamment par les conséquences de la crise économique européenne, et celles de la chute du cours des matières premières, mettant en évidence la non-rentabilité du projet. Il convient toutefois de noter que Gazprom, Statoil et Total ne mentionnent pas d'éventuelles préoccupations environnementales dans le cadre de leur projet d'exploration en mer de Barents, ce qui peut soulever le fait que la plupart des Etats n'ont actuellement pas développé les mesures et les infrastructures nécessaires pour pallier les risques environnementaux en Arctique, notamment les risques de fuite d'hydrocarbures et donc de marée noire (Commission des affaires européennes sur les stratégies européennes pour l'Arctique. Sénat, 2014, p. 28)

Du fait des fortes contraintes de navigation et des risques environnementaux, l'exploitation des gisements d'hydrocarbures et leur acheminement sur le continent représentent des coûts d'assurance importants. C'est ce que signale le marché de l'assurance britannique du Lloyd's of London, premier marché mondiale de l'assurance, qui estime que les investissements en Arctique pourraient représenter plusieurs centaines de milliards de dollars sur moins d'une décennie : selon le Lloyd's, les investissements de la compagnie russe Rosneft auraient atteint jusqu'à 400 milliards de dollars en seulement vingt ans. Devant les difficultés posées par les activités d'extraction en Arctique *offshore*, Richard Ward, directeur du Lloyd's of London de 2006 à 2013, met en garde ses clients en les conseillant de ne pas précipiter leurs activités au pôle Nord, notamment du fait d'un montant des contrats d'assurance qui pourrait atteindre des sommes considérables d'autant plus que les difficultés rencontrées sur place sont incertaines (Commission des affaires européennes sur les stratégies européennes pour l'Arctique. Sénat, 2014, p. 27). Ainsi l'enthousiasme des compagnies étrangères est quelque peu entaché, et certaines sont de plus en plus réticentes à la perspective d'investir l'Arctique. A l'heure actuelle, il paraît donc difficile d'envisager en Arctique des opérations d'extraction de grande envergure avant une vingtaine d'années, si ce n'est plus.

Depuis une dizaine d'années, l'Arctique fait l'objet d'un fort enthousiasme de la part de nombre d'Etats avides de ressources en gaz et en pétrole. Ceux-ci adoptent alors de véritables stratégies de développement et les grandes compagnies gazières et pétrolières dépensent des milliards de dollars en études et en projets dans l'océan Arctique. Si les avaries essuyées par certaines compagnies, à l'instar de Shell, ont mis un net coup d'arrêt à l'exploration en Arctique, cela concerne seulement des zones restreintes particulièrement délicates à atteindre comme la mer des Tchouktches. En effet, ce n'est par exemple pas le cas de la mer de Barents qui est libre de glace une grande partie de

l'année, ce qui fait d'elle un espace dont l'accès est plus simple. Ainsi bien que l'ensemble des ressources de l'Arctique ne soit pas encore exploitable, la Russie investit déjà de façon particulièrement massive dans l'acheminement des ressources de son plateau continental. En avril 2014, la société russe Gazprom a d'ailleurs effectué sa première livraison de pétrole extrait *offshore* de l'Arctique. Acheté par le groupe français Total, le pétrole, transporté par un *tanker* russe, a été acheminé jusqu'à Rotterdam, depuis la plateforme située en mer de Pechora (Foucher, 2014, p. 60). En effet comme il a été mentionné précédemment, la Fédération de Russie exploite déjà un des immenses gisements de l'océan Arctique, celui de Prirazlomnoye<sup>27</sup> situé non loin des côtes arctiques russes.

Cependant, selon une estimation du cabinet Polarisk « les investissements nécessaires [aux activités menées en Arctique] sont compris entre 565 et 785 milliards de dollars, avec des coûts de production s'étalant entre 35 et 120 dollars le baril »<sup>28</sup> (dans ce mémoire, le prix du baril de pétrole est systématiquement exprimé en indice Brent). Toutefois il convient de réaffirmer l'incertitude des coûts d'exploitation en Arctique. Selon le Lloyd's of London, l'exploitation *offshore* est particulièrement onéreuse, soit entre 65 et 100 dollars le baril. L'investissement est donc rentable si le baril représente une valeur de 110 à 120 dollars. Cependant certains modèles d'analyse indiquent qu'« il ne faudrait pas que le baril plonge sous la barre de 75 dollars » (Commission des affaires européennes sur les stratégies européennes pour l'Arctique. Sénat, 2014, p. 27 et 28). Quant au géologue Donald Gautier, auteur du rapport de l'Institut américain de géophysique (USGS) sur l'évaluation des gisements circumpolaires<sup>29</sup>, il estime que même avec un cours à 300 dollars le baril de pétrole, moins de la moitié des ressources potentielles de pétrole serait économiquement exploitable, sur la base des technologies disponibles aujourd'hui (Delbecq, 2012). Enfin, Anna Feitz, journaliste au service Industrie du journal Les Echos, chargée de couvrir le domaine de l'énergie, évalue un coût d'extraction du baril en Arctique entre 70 et 80 dollars, soit un coût d'extraction particulièrement élevé qui s'ajoute au coût de production (autour de 100 dollars donc), pour constituer le coût d'exploitation final, sans même évoquer les éventuels coûts de transport, eux aussi élevés. Cette amplitude de prix des coûts d'exploitation du pétrole de l'océan Arctique soulève

---

27 FEITZ, A., (2015b), « Pourquoi les pétroliers n'ont pas renoncé à l'Arctique », *Les Echos*, [mis en ligne le 08 octobre 2015], [consulté le 20 février 2016], URL : [http://www.lesechos.fr/08/10/2015/LesEchos/22040-036-ECH\\_pourquoi-les-petroliers-n-ont-pas-renonce-a-l-arctique.htm](http://www.lesechos.fr/08/10/2015/LesEchos/22040-036-ECH_pourquoi-les-petroliers-n-ont-pas-renonce-a-l-arctique.htm)

28 FEITZ, A., (2015a), « Pétrole : l'exploration de l'Arctique se poursuit malgré la chute du baril », *Les Echos*, [mis en ligne le 22 janvier 2015], [consulté le 20 février 2016], URL : [http://www.lesechos.fr/22/01/2015/LesEchos/21861-094-ECH\\_petrole--l-exploration-de-l-arctique-se-poursuit-malgre-la-chute-du-baril.htm](http://www.lesechos.fr/22/01/2015/LesEchos/21861-094-ECH_petrole--l-exploration-de-l-arctique-se-poursuit-malgre-la-chute-du-baril.htm)

29 BIRD, KJ., CHARPENTIER, RR., GAUTIER, DL. *et al.*, (2008), « Circum-Arctic Resource Appraisal: Estimates of Undiscovered Oil and Gas North of the Arctic Circle » [Evaluation des gisements circum-arctiques: estimations du pétrole et du gaz non-découverts au Nord du Cercle Arctique], *U.S. Geological Survey Fact Sheet 2008-3049*, [mis en ligne en 2008], [consulté le 12 novembre 2015], URL : <http://pubs.usgs.gov/fs/2008/3049/>

donc le caractère incertain de la rentabilité de l'exploitation du pétrole arctique, rendant délicat la formulation de perspectives de production. Et ce d'autant plus que le prix du baril de pétrole évolue entre 28 et 48 dollars depuis le début de l'année 2016<sup>30</sup>.

En 1945, Vilhjalmur Stefansson, ethnologue et explorateur arctique d'ascendance islandaise, aurait décrit l'existence de « deux types de problèmes en Arctique, l'imaginaire et le réel », et aurait alors analysé que « [des] deux, l'imaginaire [était] le plus réel » (Commission des affaires européennes sur les stratégies européennes pour l'Arctique. Sénat, 2014, p. 20). Près de soixante-dix ans après la déclaration de Stefansson, force est de remarquer que ses paroles résonnent tout à fait justement dans le contexte actuel. En effet, l'exploitation de l'océan Arctique pourrait-elle vraiment représenter une stratégie de développement pour l'avenir de la Russie, ou ne serait-ce qu'une illusion de puissance ?

---

30 Se reporter à la variation du cours officiel du baril de pétrole (PRIX DU BARIL. Le cours officiel du baril de pétrole, 2016, [mis à jour le 18 mai 2016], [consulté le 18 mai 2016], URL : <http://prixdubaril.com>).

### 3. L'EXPLOITATION DE L'ARCTIQUE : UN RÊVE OU UNE RÉALITÉ POUR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE ?

#### 3.1 *Une perspective incertaine du fait d'un enjeu fortement dépendant des relations internationales et de l'évolution du cours des matières premières*

##### 3.1.1 La fragilisation et la marginalisation de la Russie, générées par les sanctions occidentales ...

Comme il a déjà été évoqué (se reporter à la partie 2.2.2), un climat de tensions existe aujourd'hui entre la Russie et l'Occident, et ce notamment depuis la crise ukrainienne de 2014. L'Union européenne dénonce en effet une annexion illégale de la part de Moscou, qu'elle accuse d'avoir violé le droit international et la souveraineté de l'Ukraine en rattachant le territoire de la Crimée à la Russie<sup>31</sup>. Cela a non seulement déclenché une altération des partenariats diplomatiques, militaires et économiques, entre l'UE et la Russie ; mais également la mise en application de sanctions économiques et financières à l'encontre de Moscou (Delanoë, 2015, p. 2), ce qui n'est pas sans fragiliser le pays. En ce qui concerne les mesures diplomatiques, cela se traduit principalement par l'annulation depuis janvier 2014 des sommets Union européenne-Russie, et la suspension des négociations liées à l'adhésion de la Russie à l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) et à l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Au niveau des sanctions économiques et financières, dès juillet 2014, l'UE a imposé à la Russie des mesures restrictives ciblant les échanges avec Moscou dans des secteurs économiques spécifiques.

En 2015, dans l'attente de la mise en œuvre des accords de Minsk visant à mettre un terme au conflit ukrainien, l'UE a prolongé ses mesures de sanctions jusqu'en juillet 2016. Ainsi, depuis 2014, ces sanctions ont notamment pour effet d'imposer un embargo sur les exportations et les importations d'armes, mais également celui de restreindre l'accès de la Russie à certains équipements et technologies utilisés pour l'exploration et la production de pétrole (Conseil européen. Conseil de l'Union européenne, 2016). Cela a un impact considérable sur les ambitions d'exploitation de la Russie en Arctique *offshore*, en effet, « [les] licences d'exportation ne seront pas octroyées si les produits exportés sont destinés à l'exploration et la production pétrolières en eau profonde (plus de 150 mètres de profondeur) ou au large du cercle arctique »<sup>32</sup>. Le manque de

---

31 DAVID, D., (2015), « Russie, Ukraine, Europe : une crise de coexistence », *Le Monde*, [mis en ligne le 23 avril 2015], [consulté le 21 mars 2016], URL : [http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/04/23/russie-ukraine-europe-une-crise-de-coexistence\\_4620956\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/04/23/russie-ukraine-europe-une-crise-de-coexistence_4620956_3232.html)

32 UNION EUROPÉENNE. ESPACE ACTUALITES, (2016), « Sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie concernant la crise en Ukraine », *Europa.eu*, [mis à jour le 21 mars 2016], [consulté le 23 mars 2016], URL : [http://europa.eu/newsroom/highlights/special-coverage/eu\\_sanctions/index\\_fr.html](http://europa.eu/newsroom/highlights/special-coverage/eu_sanctions/index_fr.html)



modernisation des équipements russes rendant indispensable le recours aux compagnies étrangères (se reporter à la partie 2.2.2), la Russie est donc dépendante de ses partenariats avec le français Total, l'américain ExxonMobil et l'anglo-néerlandais Shell – principales compagnies collaborant avec les *majors* russes. Toutefois si Shell semble poursuivre l'ensemble de ses activités en Russie<sup>33</sup>, ce n'est pas le cas de Total et d'ExxonMobil qui ont suspendu leurs opérations d'explorations de pétrole en Arctique en 2015. Ainsi, malgré une importante découverte de pétrole en mer de Kara, ExxonMobil et Rosneft ont donc dû refermer les puits et interrompre leur programme pour respecter les sanctions économiques<sup>34</sup>. En outre les sanctions économiques de l'Union européenne ont également coupé l'accès de la Russie aux marchés financiers occidentaux, ce qui empêche la Russie d'emprunter de l'argent pour financer ses explorations pétrolières en Arctique<sup>35</sup>.

A l'instar de l'Union européenne, les Etats-Unis ont eux aussi imposé de lourdes sanctions économiques à la Russie, après son annexion de la Crimée. Les restrictions américaines recourent peu ou prou celles de l'Union européenne, et visent de la même façon les hautes technologies utilisées en Arctique pour l'exploration et la production de pétrole en eaux profondes. En outre, depuis septembre 2014, toute coopération entreprise avec de grandes compagnies russes telles que Rosneft, Novatek et Lukoil, en vue de projets en Arctique a été interdite. S'ajoute à cela l'interdiction pour ces compagnies de contracter des financements en dollars<sup>36</sup>. En outre, il convient de noter que les sanctions sectorielles américaines sont plus strictes que les mesures européennes. A l'inverse de l'UE, dont les sanctions s'appliquent au secteur pétrolier mais pas au secteur gazier, les mesures restrictives prises par Washington concernent également le gaz naturel russe. Ainsi, dans le cadre des projets gaziers, l'attribution de licence d'exportation d'équipements est soumise à un contrôle au cas par cas<sup>37</sup>.

---

33 SPUTNIK NEWS, (2015), « Sanctions antirusses: Shell maintiendra sa stratégie en Russie », [mis à jour le 05 octobre 2015], [consulté le 23 mars 2016], URL : <https://fr.sputniknews.com/economie/20140725201944733/>

34 FEITZ, A., (2015b), « Pourquoi les pétroliers n'ont pas renoncé à l'Arctique », *Les Echos*, [mis en ligne le 08 octobre 2015], [consulté le 20 février 2016], URL : [http://www.lesechos.fr/08/10/2015/LesEchos/22040-036-ECH\\_pourquoi-les-petroliers-n-ont-pas-renonce-a-l-arctique.htm](http://www.lesechos.fr/08/10/2015/LesEchos/22040-036-ECH_pourquoi-les-petroliers-n-ont-pas-renonce-a-l-arctique.htm)

35 UNION EUROPEENNE. ESPACE ACTUALITES, (2016), « Sanctions de l'UE à l'encontre de la Russie concernant la crise en Ukraine », *Europa.eu*, [mis à jour le 21 mars 2016], [consulté le 23 mars 2016], URL : [http://europa.eu/newsroom/highlights/special-coverage/eu\\_sanctions/index\\_fr.html](http://europa.eu/newsroom/highlights/special-coverage/eu_sanctions/index_fr.html)

36 FEITZ, A., (2014), « Pétrole : le secteur commence à ressentir les effets des sanctions contre la Russie », *Les Echos*, [mis en ligne le 02 octobre 2014], [consulté le 23 mars 2016], URL : [http://www.lesechos.fr/02/10/2014/lesechos.fr/0203827499855\\_petrole---le-secteur-commence-a-ressentir-les-effets-des-sanctions-contre-la-russie.htm](http://www.lesechos.fr/02/10/2014/lesechos.fr/0203827499855_petrole---le-secteur-commence-a-ressentir-les-effets-des-sanctions-contre-la-russie.htm)

37 KOUTCHMA, A., (2014), « Sanctions contre le secteur pétrolier : la Russie pourrait subir des pertes astronomiques », *Russia Beyond The Headlines*, [mis en ligne le 12 août 2014], [consulté le 23 mars 2016], URL : [http://fr.rbth.com/economie/2014/08/12/sanctions\\_contre\\_le\\_secteur\\_petrolier\\_la\\_russie\\_pourrait\\_subir\\_des\\_p\\_30371](http://fr.rbth.com/economie/2014/08/12/sanctions_contre_le_secteur_petrolier_la_russie_pourrait_subir_des_p_30371)

En mars 2016, le climat de tension entre Moscou et Washington s'est encore confirmé quand le président américain Barack Obama a déclaré qu'il allait déployer, à partir de février 2017, une brigade blindée en Europe de l'Est. Alors que les autorités américaines avaient progressivement retiré leurs chars du continent européen après l'ère soviétique, il semblerait qu'elles les réengagent aujourd'hui, et de façon permanente, dans de nombreux pays est-européens, notamment dans les pays baltes. C'est un symbole fort de la part des Etats-Unis, qui ainsi confirment leur méfiance vis-à-vis de Moscou, et affirment leur volonté de protéger les pays de l'ex-Union soviétique face à la « velléité d'agression de Moscou après la saisie d'une partie du territoire ukrainien par des rebelles pro-russes »<sup>38</sup>. A l'heure actuelle, il semblerait donc difficile de refonder une relation de confiance entre Moscou et l'Occident, sans que le conflit ukrainien soit résolu. Qu'il s'agisse des rapports de la Russie avec Bruxelles ou avec Washington, la mise en œuvre des sanctions occidentales a en effet profondément exacerbé la crise des relations entre la Russie et l'Occident.

Toutefois, cette relation conflictuelle n'est pas nouvelle. Aujourd'hui les Occidentaux ont pour la plupart une image négative de Vladimir Poutine, qu'ils considèrent comme un président impérialiste défenseur d'une idéologie nationaliste-conservatrice. De fait, la Russie est souvent perçue comme une menace à continger<sup>39</sup>. De son côté, Moscou juge humiliante et injuste cette représentation occidentale, et alimente auprès de sa population nationale un profond rejet de l'Union européenne et des Etats-Unis. Il est intéressant de souligner le fait que malgré les difficultés économiques provoquées par les sanctions économiques et financières occidentales, celles-ci n'ont pour autant pas soulevé le mécontentement au sein de la population russe. Ce serait même l'inverse, ces sanctions auraient plutôt renforcé la popularité du président Poutine, notamment chez les jeunes russes, car elles seraient davantage perçues par la population comme une façon, pour les Etats-Unis, d'empêcher la Russie de retrouver son statut de puissance. En effet il semble que les Russes apprécient la politique de Vladimir Poutine, qui vise à redonner à la Russie une position dominante sur la scène internationale. Ainsi la population russe dénonce un jugement arbitraire de la part de l'Occident. Certains Russes développeraient même une méfiance croissante à l'égard des pays occidentaux. Cela éloigne donc les perspectives d'une relation apaisée et stable entre la Fédération de Russie et les Etats occidentaux, d'autant plus qu'ils s'opposent désormais sur une logique d'escalade de puissance. Cependant, s'agissant de la relation entre Bruxelles et Moscou, compte-

---

38 L'EXPRESS, (2016), « Face au risque russe, des blindés américains en Europe de l'Est », [mis à jour le 31 mars 2016], [consulté le 02 avril 2016], URL : [http://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/le-pentagone-va-deployer-une-brigade-blindee-permanente-en-europe-de-l-est\\_1777996.html](http://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/le-pentagone-va-deployer-une-brigade-blindee-permanente-en-europe-de-l-est_1777996.html)

39 DAVID, D., (2015), « Russie, Ukraine, Europe : une crise de coexistence », *Le Monde*, [mis en ligne le 23 avril 2015], [consulté le 21 mars 2016], URL : [http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/04/23/russie-ukraine-europe-une-crise-de-coexistence\\_4620956\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/04/23/russie-ukraine-europe-une-crise-de-coexistence_4620956_3232.html)

tenu de l'interdépendance entre l'UE et la Russie, notamment sur le plan énergétique, elles ont tout intérêt à coopérer plutôt qu'à s'affronter (Commission des affaires européennes sur les relations de l'Union européenne avec la Russie sous le régime des sanctions. Sénat, 2014, p. 27 et 38). Toutefois, si l'UE est actuellement dépendante des hydrocarbures russes, la réorientation du modèle énergétique américain vers l'exploitation du gaz de schiste pourrait peut-être permettre aux Etats de l'Union de s'approvisionner progressivement de gaz de schiste américain et donc de réduire leur dépendance vis-à-vis du gaz naturel de la Russie<sup>40</sup>. En effet les Etats-Unis pourraient atteindre leur interdépendance énergétique d'ici 2035<sup>41</sup>, et ainsi exporter une partie de leur gaz. En mars 2014, le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, a de plus annoncé que la Commission européenne allait encourager l'importation de gaz naturel liquéfié « pour réduire la dépendance énergétique de l'Europe, particulièrement à l'égard de la Russie »<sup>42</sup>. Cette perspective d'exportation de gaz de schiste américain vers l'Europe pourrait d'autant plus refroidir les relations entre Moscou et Washington.

### 3.1.2 ... l'exploitation américaine des hydrocarbures de schiste ...

Les perspectives d'exploitation de l'Arctique s'assombrissent non seulement du fait des sanctions occidentales, mais également du fait de l'instabilité de la géopolitique du gaz et du pétrole. En effet l'intensification de la production américaine des hydrocarbures de schiste a également de lourdes conséquences sur le cours du pétrole, et donc sur les projets de la Russie en Arctique *offshore*. Dans les années 2000, le gouvernement américain prend la décision de réorienter son modèle énergétique, notamment dans l'objectif de ne plus être sous la dépendance du pétrole des principaux pays exportateurs de pétrole, principalement des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). La mise en exploitation du gaz de schiste par les Etats-Unis provoque alors un bouleversement dans la production et la géopolitique des hydrocarbures. Pionniers dans l'exploitation de cette nouvelle ressource, en 2009, les Etats-Unis s'affirment comme premier producteur mondial de gaz devant la Russie et le Canada, passant de 15 000 puits actifs en 2005 à 500 000 puits actifs en 2011<sup>43</sup>. La production accrue du gaz de schiste américain entraîne donc une

40 ALBERT, E., (2016), « Le gaz de schiste américain débarque en Europe », *Le Monde*, [mis en ligne le 25 mars 2016], [consulté le 26 mai 2016], URL : [http://www.lemonde.fr/economie/article/2016/03/25/le-gaz-de-schiste-americain-debarque-en-europe\\_4889844\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2016/03/25/le-gaz-de-schiste-americain-debarque-en-europe_4889844_3234.html)

41 FONDATION D'ENTREPRISE ALCEN POUR LA CONNAISSANCE DES ENERGIES, (2016), « Fiches pédagogiques. Mix énergétique des Etats-Unis », [mis à jour le 15 juin 2015], [consulté le 28 avril 2016], URL : <http://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/mix-energetique-des-etats-unis>

42 DUPIN, L., (2014), « Le gaz de schiste américain pour réduire la dépendance européenne vis-à-vis du gaz russe ? », *L'Usine nouvelle*, [mis à jour le 21 mars 2014], [consulté le 26 mai 2016], URL : <http://www.usinenouvelle.com/article/le-gaz-de-schiste-americain-pour-reduire-la-dependance-europeenne-vis-a-vis-du-gaz-russe.N249967>

43 FRAYSSE, L., (2014), « Gaz de schiste, gaz de la discorde », *Réforme*, [mis à jour le 14 mars 2014], [consulté le 25 avril 2016], URL : <http://reforme.net/une/societe/gaz-schiste-gaz-discorde>

importante baisse du prix des hydrocarbures, notamment du pétrole, et ce dès 2014. Si une baisse généralisée du prix des hydrocarbures s'opère actuellement, cela n'a pour le moment pas ou peu de répercussion sur la valeur monétaire du gaz américain, et ce grâce au développement progressif de la production du pétrole de schiste en parallèle à celle du gaz de schiste.

Devenus premier producteur mondial de gaz en 2009, en 2014, les Etats-Unis deviennent également premier producteur mondial de pétrole devant l'Arabie saoudite et la Russie. C'est la raison pour laquelle à la fin de l'année 2014, Riyad déclenche la deuxième guerre des prix avec Washington, provoquant la chute du prix du pétrole. L'objectif pour Riyad est alors de freiner le développement du pétrole de schiste en affirmant un cours sous le seuil de rentabilité, pour ensuite reprendre la place de premier producteur mondial de pétrole, occupée aujourd'hui par les Etats-Unis<sup>44</sup>. Toutefois, les tentatives de l'Arabie saoudite pour affaiblir le modèle énergétique américain se soldent par un échec : la montée en puissance du pétrole de schiste américain renforce la baisse des prix du pétrole, et provoque de fait un affaiblissement du rôle de régulateur du marché de l'OPEP. De surcroît, selon les prévisions de l'Agence Internationale de l'Energie, les Etats-Unis pourraient s'affirmer en tant qu'exportateurs de pétrole en 2030, ce qui viendrait bouleverser les intérêts de l'OPEP. Force est de constater qu'en 2016, la géographie du pétrole a changé. L'Arabie saoudite, décideur traditionnel de l'orientation de la production et du prix de l'or noir au sein de l'OPEP, doit aujourd'hui céder sa place de *leader* mondial et faire face à la concurrence, en l'occurrence américaine<sup>45</sup>. L'exploitation du gaz de schiste a une conséquence majeure pour la Fédération russe : celle de « retarder l'intérêt économique de l'aventure arctique » (Foucher, 2014, p. 169). En 2013, Shell a par exemple abandonné ses opérations d'exploration en Alaska, et ce à cause d'une explosion des coûts et de la concurrence du pétrole de schiste<sup>46</sup>.

### 3.1.3 ... , et accentuées par les bouleversements au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)

Si l'Organisation des pays exportateurs de pétrole est aujourd'hui fragilisée par la « révolution américaine des gaz et pétroles de schiste »<sup>47</sup>, et par une fracture des relations entre ses Etats

44 CRIQUI, P., (2016b), « Le gaz (de schiste) américain, nouveau prix directeur des énergies ? », *La Tribune*, [mis en ligne le 09 février 2016], [consulté le 21 mars 2016], URL : <http://www.latribune.fr/opinions/tribunes/le-gaz-de-schiste-americain-nouveau-prix-directeur-des-energies-549449.html>

45 SEUX, D., (2016), « Tendances du prix du pétrole », *France Inter. L'Edito éco*, [mis en ligne le 23 février 2016], [consulté le 23 février 2016], URL : <http://www.franceinter.fr/emission-ledito-eco-tendance-du-prix-du-petrole>

46 DETROY, F., (2013), « Avec les gaz de schiste, le pétrole, c'est pour quand ? », *Atlantico*, [mis en ligne le 17 octobre 2013], [consulté le 25 avril 2016], URL : <http://www.atlantico.fr/decryptage/avec-gaz-schiste-fin-petrole-c-est-pour-quand-florent-detroy-756031.html>

47 PLANETE ENERGIES, (2016), « La “révolution” américaine des hydrocarbures de schiste », [mis à jour le 22 janvier 2016], [consulté le 26 avril 2016], URL : <http://www.planete-energies.com/fr/medias/decryptages/la->

membres, en 1960, date de sa création, l'OPEP est un acteur clé et influent dans la négociation de la production de pétrole. Le rôle de l'Organisation est alors de rééquilibrer les relations entre les pays producteurs et les compagnies pétrolières occidentales qui régissaient le marché pétrolier depuis le XX<sup>ème</sup> siècle. L'objectif principal de l'OPEP est donc d'orienter à la hausse le cours du baril de pétrole, et de maîtriser son cycle de production. Elle vise de surcroît à gérer les ressources pétrolières des Etats membres en préservant des relations stables avec les pays clients. Cette organisation regroupe treize Etats au 1er janvier 2016<sup>48</sup> : l'Algérie, l'Angola, l'Arabie saoudite, l'Equateur, l'Indonésie, l'Iran, l'Irak, le Koweït, la Libye, le Nigeria, le Qatar, les Émirats arabes unis et le Venezuela. A eux seuls, ces Etats détiennent plus des deux tiers des réserves mondiales prouvées de pétrole (Organisation de Coopération et de Développement Économiques [OCDE], 2004, p. 1).

La Russie ne figure pas parmi les membres du groupe intergouvernemental de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, mais en tant que troisième pays producteur de pétrole au monde, elle est un acteur influent dans la production et l'exportation de pétrole. Elle produit en effet autant que l'Iran, le Nigeria, le Venezuela, l'Algérie et l'Équateur réunis<sup>49</sup>. En 2015, bien que l'OPEP ait proposé à la Russie de devenir membre de l'Organisation, Moscou a décliné l'invitation. Selon Igor Setchine, directeur général du groupe pétrolier Rosneft, rejoindre l'OPEP ne serait pas bénéfique pour l'économie russe car il est impossible pour la Russie de réguler rapidement sa production de pétrole, notamment en raison des conditions climatiques extrêmes auxquelles elle est confrontée pour son extraction et son acheminement. En outre, Ivan Kapitanov, professeur à l'Académie présidentielle russe de l'économie nationale et de l'administration publique, déclare en parlant de son pays : « [nous] perdriions en flexibilité dans notre politique d'augmentation ou de réduction de la production parce que nous serions limités à un certain quota »<sup>50</sup>.

Si durant les années 1960 l'OPEP détenait le *leadership* mondial dans la négociation de la production de pétrole, depuis les années 1990, l'influence de l'OPEP sur le cours du pétrole a sensiblement décliné, et ce pour trois raisons. La première est celle de la concurrence américaine

---

[revolution-americaine-des-hydrocarbures-de-schiste](#)

48 HACHE, E., (2016), « A nouveau 13 à table au 1er janvier 2016 ! Pourquoi l'Indonésie (re)-rejoint l'OPEP ? », *Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS)*, [mis à jour le 08 janvier 2016], [consulté le 27 avril 2016], URL : [http://www.connaissancedesenergies.org/sites/default/files/pdf-pt-vue/pourquoi\\_indonesie\\_rejoint\\_opep.pdf](http://www.connaissancedesenergies.org/sites/default/files/pdf-pt-vue/pourquoi_indonesie_rejoint_opep.pdf)

49 FONDATION D'ENTREPRISE ALCEN POUR LA CONNAISSANCE DES ENERGIES, (2016), « Fiches pédagogiques. Pays et acteurs. OPEP », [mis à jour le 18 janvier 2016], [consulté le 28 avril 2016], URL : <http://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/opep>

50 SPUTNIK NEWS, (2015), « La Russie refuse d'entrer à l'Opep », [mis à jour le 05 octobre 2015], [consulté le 28 avril 2016], URL : <https://fr.sputniknews.com/presse/201509081018047076/>

des hydrocarbures de schiste (se reporter à la partie 3.1.2) ; la deuxième est celle de l'échec d'extension de sa zone d'influence aux nouveaux producteurs, à l'instar de la Russie ; et enfin, la troisième raison est celle des conflits internes entre les Etats membres de l'Organisation. Ce climat de tensions au sein de l'OPEP semble être une cause majeure de sa fragilisation actuelle, c'est la raison pour laquelle ces tensions font ici l'objet d'un développement plus approfondi.

Chef de file historique de l'Organisation, l'Arabie saoudite joue traditionnellement le rôle de *swing producer* ou producteur d'appoint en son sein : en cas de demande excédentaire des clients de l'OPEP, le royaume saoudien peut alors dépasser son quota et ajuster sa production. Ainsi elle comble le manque à produire des autres pays producteurs, qui, au regard de la politique de l'OPEP, sont soumis à un quota strict. Cependant, aujourd'hui, l'Arabie saoudite n'assume plus ce rôle de régulateur pour le maintien d'un cours du pétrole à la hausse. Depuis 2014, Riyad a en effet refusé de réduire sa production, entraînant alors une chute vertigineuse des cours du pétrole. Elle privilégie ainsi la défense de ses propres parts de marché face à la concurrence des Etats-Unis – devenus premier producteur mondial de pétrole –, et rompt toute coopération avec les autres pays membres de l'OPEP. Cette décision de Riyad de ne plus poursuivre les objectifs communs de l'Organisation marque une profonde fracture en son sein, ce qui provoque la fragilisation, voire un risque de faillite de certaines économies des Etats membres à l'instar du Venezuela<sup>51</sup>. Aujourd'hui l'OPEP est bloquée et n'a plus de véritable influence dans la négociation de la production de pétrole. Selon Francisco Blanch, responsable du service des matières premières pour la banque américaine Bank of America, à l'heure actuelle, l'OPEP serait déjà plus ou moins dissoute<sup>52</sup>.

La décision de l'Arabie saoudite d'imposer une politique contraire aux fondements de l'OPEP, sans prendre en compte le désaccord global des autres Etats membres, provoque une profonde dégradation de leurs relations. Effectivement, une nette opposition s'opère entre l'Arabie saoudite et les autres membres de l'Organisation. L'origine de ces tensions est en réalité le fruit de conflits internes historiques qui se sont exacerbés depuis janvier 2016. Au sein de l'OPEP, trois acteurs ou groupes d'acteurs sont identifiables : un premier groupe représentant l'Arabie saoudite, un deuxième réunissant l'Iran et l'Irak, et enfin un troisième groupe qui comprend les pays dont la part des

51 JULES, R., (2015), « Pénalisé par la chute des prix du pétrole, le Venezuela cherche à éviter la faillite », *La Tribune*, [mis à jour le 08 septembre 2015], [consulté le 07 mai 2016], URL : <http://www.latribune.fr/economie/international/penalise-par-la-chute-des-prix-du-petrole-le-venezuela-cherche-a-eviter-la-faillite-503548.html>

52 EVANS-PRITCHARD, A., (2014), « Bank of America sees \$50 oil as Opec dies » [La Bank of America voit le baril de pétrole à 50\$ comme la « mort » de l'OPEP], *The Telegraph*, [mis à jour le 09 décembre 2014], [consulté le 07 mai 2016], URL : <http://www.telegraph.co.uk/finance/oilprices/11283875/Bank-of-America-sees-50-oil-as-Opec-dies.html>

hydrocarbures dans l'ensemble de leurs exportations est de près de 90%. C'est le cas du Venezuela, de l'Algérie et du Nigeria<sup>53</sup>.

Le principal conflit au sein de l'OPEP concerne l'antagonisme historique entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Les rapports de force entre eux reposent tant sur des fondements religieux, économiques que géopolitiques : Riyad est une théocratie sunnite alors que Téhéran est une théocratie chiite ; elles ont toutes deux un modèle économique reposant sur l'exploitation du pétrole et du gaz de la région du Proche-Orient ce qui les force à se partager les ressources ; et enfin les deux puissances prétendent toutes deux au statut de *leader* du monde musulman<sup>54</sup>. L'Arabie saoudite a d'ailleurs rompu ses relations diplomatiques avec l'Iran le 3 janvier 2016<sup>55</sup>. Le deuxième conflit perceptible entre les membres de l'OPEP est celui qui oppose l'Arabie saoudite aux Etats irakien et iranien concernant leur production de pétrole. En effet, tant l'Irak que l'Iran ont été soumis à des embargos qui les ont forcés à réduire leur production de pétrole. Pour l'Etat irakien, cela a eu lieu durant la période de 1999 à 2003, et pour l'Iran, cela concerne la période de 2006 à 2016, en tous cas pour les sanctions économiques onusiennes. De fait, les deux Etats, contraints à longterm brider leur production, souhaitent aujourd'hui profiter de la levée des sanctions économiques pour relancer leur production de pétrole et augmenter significativement leurs exportations, ce qui va à l'encontre de la politique de Riyad. Enfin, la troisième opposition s'inscrit entre l'Arabie saoudite et les Etats membres dépendants à près de 90% des hydrocarbures. En effet, du fait de cette dépendance, la chute du prix du pétrole orchestrée par Riyad atteint fortement leur santé économique : c'est par exemple le cas du Venezuela, menacé aujourd'hui par la faillite<sup>56</sup>.

Il convient de surcroît de noter que cette deuxième guerre des prix s'inscrit dans un « contexte géopolitique particulièrement explosif au Moyen-Orient, avec la crise syrienne »<sup>57</sup>. La Syrie, en déliquescence, est en effet marquée par la guerre civile. De nombreux groupes s'affrontent sur son

53 IZAMBARD, A., (2016), « Chute du prix du pétrole : pourquoi l'OPEP peut exploser ? », *Challenges*, [mis à jour le 20 janvier 2016], [consulté le 08 mai 2016], URL : <http://www.challenges.fr/challenges-soir/20160119.CHA4090/chute-du-prix-du-petrole-pourquoi-l-opep-peut-exploser.html>

54 PERRIN, J.-P., (2016), « Iran-Arabie Saoudite, un conflit à fragmentation », *Libération*, [mis à jour le 05 janvier 2016], [consulté le 07 mai 2016], URL : [http://www.liberation.fr/planete/2016/01/05/iran-arabie-saoudite-un-conflit-a-fragmentation\\_1424552](http://www.liberation.fr/planete/2016/01/05/iran-arabie-saoudite-un-conflit-a-fragmentation_1424552)

55 IMBERT, L., (2016), « Qu'est-ce qui oppose les sunnites et les chiïtes ? », *Le Monde*, [mis à jour le 08 janvier 2016], [consulté le 06 mai 2016], URL : [http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2016/01/08/qu-est-ce-qui-oppose-les-sunnites-et-les-chiites\\_4844042\\_3218.html#Yy3hzol522haayqe.99](http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2016/01/08/qu-est-ce-qui-oppose-les-sunnites-et-les-chiites_4844042_3218.html#Yy3hzol522haayqe.99)

56 FEITZ, A., (2016), « Pétrole : la Russie lance un appel à l'Opep », *Les Echos*, [mis en ligne le 28 janvier 2016], [consulté le 28 avril 2016], URL : [http://www.lesechos.fr/28/01/2016/lesechos.fr/021656051939\\_petrole---la-russie-lance-un-appel-a-l-opep.htm](http://www.lesechos.fr/28/01/2016/lesechos.fr/021656051939_petrole---la-russie-lance-un-appel-a-l-opep.htm)

57 CRIQUI, P., (2016a), « Prix du pétrole : comment décrypter les chocs et les contre-chocs », *The Conversation*, [mis en ligne le 26 janvier 2016], [consulté le 25 avril 2016], URL : <http://theconversation.com/prix-du-petrole-comment-decrypter-les-chocs-et-les-contre-chocs-53656>

territoire tels que l'Etat islamique, désigné également sous l'acronyme *Daech* ; les forces rebelles de l'armée syrienne libre ; et enfin l'armée régulière du président Assad. La Russie, fidèle alliée de Damas, est venue soutenir le gouvernement syrien par des interventions massives : d'abord par la livraison d'armes et la présence de conseillers, puis dès l'automne 2016, par des bombardements massifs contre les groupes d'opposants à Bachar al-Assad. Sur le terrain, cela fait donc de Moscou l'alliée de l'Iran, qui soutient aussi l'armée du gouvernement syrien, du moins sur le plan militaire.

En revanche, dans le cadre du conflit en Syrie, les Etats-Unis s'opposent également à la Russie, ce qui exacerbe d'autant plus le climat d'instabilité sur le territoire. En effet, les autorités américaines souhaitent l'éviction du président Assad, et soutiennent certaines unités rebelles dans leur combat contre l'armée régulière syrienne, notamment par l'approvisionnement d'armes. Cela place donc les Etats-Unis en confrontation indirecte avec la Russie. En octobre 2015, le *New York Times* évoque ainsi la crainte d'une « guerre par procuration » entre Moscou et Washington<sup>58</sup>. Cette implication d'acteurs exogènes puissants dans la guerre en Syrie, provoque une escalade de la violence, en ce sens qu'elle redonne du pouvoir et donc de la légitimité aux combattants des deux côtés du conflit.

Cette opposition entre les Etats-Unis et la Russie se répercute notamment sur les relations au sein de l'OPEP, en effet se distinguent, d'un côté, les pays pro-américains et de l'autre les pays anti-américains, voire alliés de Moscou. L'Arabie saoudite, alliée traditionnelle des Etats-Unis est de fait confrontée à l'Iran et au Venezuela, « deux des pays les plus ouvertement anti-Américains dans le monde, qui contestent son influence sur l'organisation »<sup>59</sup>. Dans l'objectif d'observer une remontée du cours du pétrole, le président Vladimir Poutine tente donc de se placer comme intermédiaire dans le conflit opposant les deux puissances rivales que sont l'Arabie Saoudite et l'Iran. Toutefois les relations conflictuelles entre Riyad et Moscou – concernant d'une part leur divergence sur le rôle du président Assad en Syrie, et d'autre part concernant leurs différends dans le domaine énergétique – assombrissent les perspectives d'un dialogue entre eux. La réunion entre les pays producteurs de pétrole qui s'est tenue le 17 avril 2016 à Doha, a d'ailleurs été un échec, notamment car l'Iran,

---

58 BARNARD, A., SHOUMALI, K., (2015), « U.S. Weaponry Is Turning Syria Into Proxy War With Russia » [Les armes américaines transforme la Syrie en guerre par procuration avec la Russie], *The New York Times*, [mis à jour le 12 octobre 2015], [consulté le 12 mai 2016], URL : [http://www.nytimes.com/2015/10/13/world/middleeast/syria-russia-airstrikes.html?hp&action=click&pgtype=Homepage&module=first-column-region&region=top-news&WT.nav=top-news&\\_r=0](http://www.nytimes.com/2015/10/13/world/middleeast/syria-russia-airstrikes.html?hp&action=click&pgtype=Homepage&module=first-column-region&region=top-news&WT.nav=top-news&_r=0)

59 FONDATION D'ENTREPRISE ALCEN POUR LA CONNAISSANCE DES ENERGIES, (2016), « Fiches pédagogiques. Pays et acteurs. OPEP », [mis à jour le 18 janvier 2016], [consulté le 28 avril 2016], URL : <http://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/opecp>



refusant de réduire sa production, ne s'est pas présentée. Or l'Arabie saoudite a souligné le fait qu'une stabilisation de la production serait décidée à condition que l'ensemble des Etats membres de l'OPEP soit partie prenante à un gel concerté<sup>60</sup>. Force est de constater que ce n'est pas le cas, ce qui a inévitablement provoqué une nouvelle baisse du prix du baril de pétrole stagnant entre 39 et 48 dollars depuis le début du mois d'avril 2016<sup>61</sup>. A l'heure actuelle, l'incertitude est donc grandissante concernant le déclenchement de la remontée des prix.

### 3.1.4 Les conséquences négatives de la chute du prix des hydrocarbures sur les stratégies de développement de l'Arctique russe

La chute du cours du pétrole a donc des conséquences négatives sur le développement de l'Arctique russe. Alors que le prix du baril de pétrole était de 100 dollars au début du mois de juillet 2014 (se reporter à la figure n°2), il plonge littéralement dès la fin du mois, et tombe à 45 dollars au début du mois de janvier 2015, soit une baisse de 55% en six mois. Sa chute se poursuit ensuite, et le baril de pétrole atteint son plus bas niveau depuis 2003, soit 27 dollars en janvier 2016<sup>62</sup>. La direction de la compagnie russe Lukoil – une des plus grandes compagnies de pétrole de la Russie –, reconnaît alors que « l'industrie pétrolière russe est [...] en état de survie et [...] contrainte de diminuer l'activité de forage »<sup>63</sup>, notamment en Arctique. Le modèle économique de la Russie, fondé sur la rente pétrolière est donc dans une situation délicate : avec un prix du pétrole se maintenant à 25 dollars le baril, ce serait un manque à gagner de « plus de 3 000 milliards de roubles de recettes [soit plus de 35,3 milliards d'euros] dans le budget 2016 » selon une déclaration du ministre russe des Finances, Anton Silouanov, le 16 janvier 2016<sup>64</sup>.

Cependant le pétrole n'a pas toujours affiché un prix si bas, en effet l'or noir est caractérisé par une fluctuation cyclique de son cours. C'est la raison pour laquelle le prix du pétrole est marqué par une forte instabilité : il peut gagner comme perdre près de 100 dollars en une décennie. C'est par

---

60 GLOYSTEIN, H., (2016), « Botched Doha deal undermines OPEC credibility, oil prices tumble » [L'échec de la réunion à Doha mine la crédibilité de l'OPEP, les prix du pétrole chutent], *Reuters*, [mis à jour le 18 avril 2016], [consulté le 25 avril 2016], URL : <http://in.reuters.com/article/global-oil-prices-idINKCN0XF06O>

61 Se reporter à la variation du cours officiel du baril de pétrole (PRIX DU BARIL. Le cours officiel du baril de pétrole, 2016, [mis à jour le 18 mai 2016], [consulté le 18 mai 2016], URL : <http://prixdubaril.com>).

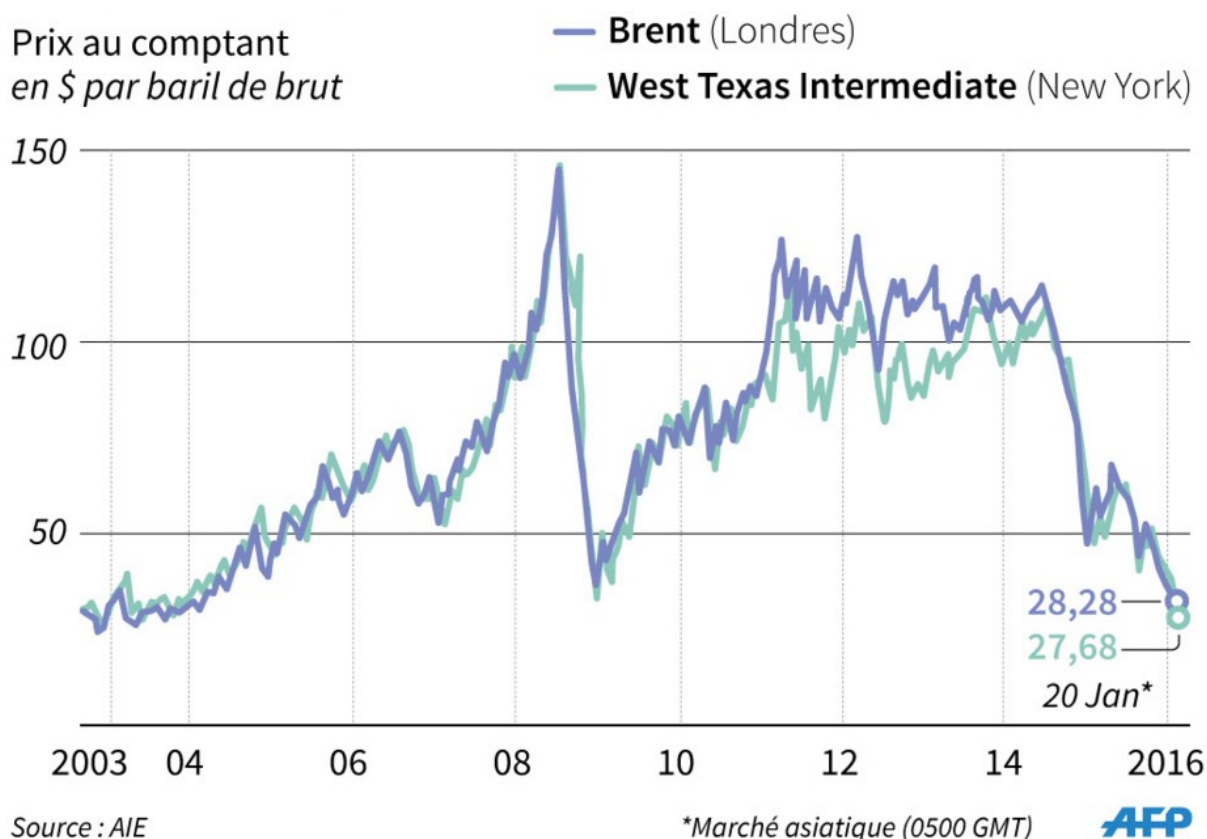
62 Se reporter à la variation du cours officiel du baril de pétrole (PRIX DU BARIL. Le cours officiel du baril de pétrole, 2016, [mis à jour le 18 mai 2016], [consulté le 18 mai 2016], URL : <http://prixdubaril.com>).

63 FAGES, C., (2016), « Pétrole : la Russie fait un geste vers l'OPEP », *Radio France Internationale*, [mis en ligne le 26 janvier 2016], [consulté le 24 mars 2016], URL : <http://www.rfi.fr/emission/20160126-petrole-russie-geste-vers-opec>

64 DVININA, E., GUICHARD, C., (2016), « Pétrole. L'Iran ouvre les vannes, le rouble s'effondre », *Courrier international*, [mis en ligne le 19 janvier 2016], [consulté le 09 mars 2016], URL : <http://www.courrierinternational.com/article/petrole-iran-ouvre-les-vannes-le-rouble-seffondre>

exemple ce qui a eu lieu entre 2003 et 2016 (se reporter à la figure n°2). Le baril était à 27 dollars en septembre 2003, puis a grimpé à 145 dollars en juillet 2008. Il est ensuite retombé à 34 dollars en février 2009, et a de nouveau atteint les 100 dollars entre 2011 et 2014. Enfin, en janvier 2016, le prix du baril de pétrole est de nouveau retombé à 27 dollars. Autrement dit cela correspond à une hausse de 118 dollars, suivie d'une baisse de 111 dollars, puis d'une nouvelle hausse de 66 dollars et enfin d'une baisse de 73 dollars, et cela en seulement une décennie (dans le cas présent, il s'agit de treize ans).

**Figure n°2 – Fluctuation du prix du baril de pétrole entre 2003 et 2016**



Source : Agence internationale de l'énergie, citée par Antoine Izambard, 2016

[<http://www.challenges.fr/challenges-soir/20160119.CHA4090/chute-du-prix-du-petrole-pourquoi-l-opec-peut-exploser.html>]

Toutefois cette fluctuation de prix marquant le début du XXI<sup>ème</sup> siècle est en réalité une tendance reconnue par nombre d'économistes (Chalmin *et al.*, 2010, p. 11), notamment pendant les périodes de crises mondiales : en 1973 (déclenchant le premier choc pétrolier) ; en 1979 (provoquant le deuxième choc pétrolier) ; puis en 2008 (déclenchant le « troisième choc pétrolier », comme

l'appellent certains experts, à l'instar de François Lescaroux, économiste à l'Institut français du pétrole<sup>65</sup>) (se reporter à la figure n°3 en page 63 pour constater ce phénomène de fluctuation cyclique). Selon Philippe Chalmin, économiste spécialiste des marchés des matières premières, « [depuis] le XIX<sup>e</sup> siècle, les matières premières évoluent selon des cycles plus ou moins faciles à identifier ». Il précise en outre qu'il peut être estimé que tous les trente ans, les marchés font l'objet « de fortes tensions, de prix élevés, voire de véritables bulles : c'est le temps fort des passions, le moment aussi de l'investissement dans des capacités nouvelles de recherche et de production dont l'arrivée sur le marché quelques années plus tard provoque inévitablement l'effondrement des prix mondiaux » (Chalmin, 2007, p. 17 et 18). Parmi l'ensemble des matières premières, le pétrole est sûrement celle qui présente la plus grande instabilité de prix, surtout depuis les années 1980 (OCDE, 2004, p. 14).

En 1970, le cours du pétrole s'apprécie fortement et permet au Canada et à la Norvège d'explorer les espaces arctiques. Ils y réalisent les premiers forages afin d'y évaluer la présence de gisements d'hydrocarbures. Ces explorations polaires sont en effet soudain rentables du fait d'un prix élevé du pétrole. Depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, son prix évoluant alors autour de 20 à 30 dollars le baril (BP, 2015, p. 15) a longtemps freiné l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures qui représentaient – d'autant plus à l'époque –, d'importantes difficultés d'intervention (Commission des affaires européennes sur les stratégies européennes pour l'Arctique. Sénat, 2014, p. 21). Or, à partir des années 1970, le prix du baril augmente pour atteindre près de 100 dollars au début des années 1980 (se reporter à la figure n°3). Dans les années 2000, l'économie mondiale est en forte croissance et les matières premières, notamment le pétrole, sont au cœur des tensions entre les Etats. En effet, la concomitance de plusieurs événements tels que la croissance économique mondiale, le réchauffement climatique – donc la fonte de la banquise estivale –, et l'envolée du prix du pétrole viennent favoriser l'exploration et l'extraction des hydrocarbures de l'Arctique. Le prix du baril de pétrole, marqué par une forte augmentation dès les années 2000, atteint donc de nouveau les 100 dollars (BP, 2015, p. 15), et de fait, rend soudain rentable les investissements en Arctique (Commission des affaires européennes sur les stratégies européennes pour l'Arctique. Sénat, 2014, p. 21 et 22). Cela montre que l'évolution du cours des matières premières, d'autant plus celle du cours du pétrole, représente « la partie émergée [...] des craquements géopolitiques de la planète » (Chalmin, 2007, p. 20).

---

65 VIGNAUD, M., (2008), « Interview - 3e choc pétrolier : “Les gouvernements ne peuvent pas grand-chose” », *Le Point*, [mis en ligne le 10 juin 2008], [consulté le 14 mai 2016], URL : <http://www.lepoint.fr/actualites-economie/2008-06-10/interview-3e-choc-petrolier-les-gouvernements-ne-peuvent-pas/916/0/251943>

**Figure n°3 – Fluctuation du prix du baril de pétrole entre 1970 et 2010, mise en corrélation avec les grands événements mondiaux**

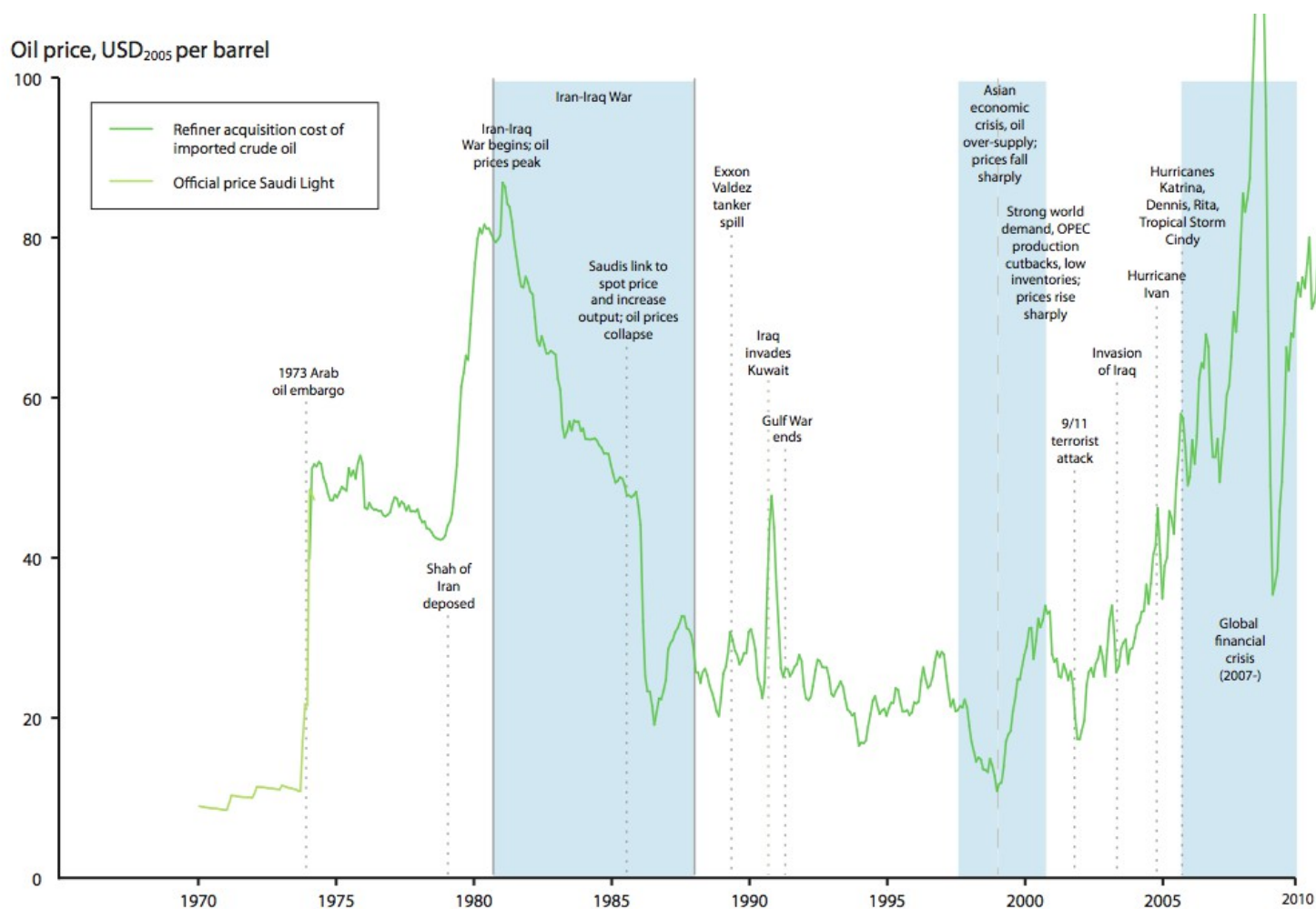


Figure 2.1. Oil prices 1970-2007: Oil price curve inflation-adjusted to 2005 U.S. dollars showing major world events (EIA, 2006, 2010).

Source : AMAP, 2010, p. 18

La nouvelle chute du cours du pétrole dès la fin de l'année 2014, vient donc entraver les projets de la Russie dans son développement de l'Arctique. En outre les compagnies occidentales se doivent désormais de respecter les sanctions économiques visant non seulement à empêcher la Russie d'accéder aux technologies nécessaires pour les explorations polaires, mais également visant à leur couper l'accès aux marchés financiers occidentaux pour emprunter de l'argent (se reporter à la partie 3.1.1). La concomitance des sanctions économiques occidentales et la chute du cours du pétrole contraint les compagnies russes, à l'instar de Gazprom et de Rosneft, de réajuster leurs projets d'investissements car elle n'ont alors plus les moyens financiers et la technologie nécessaires pour mener leurs programmes.

De surcroît, la chute du prix du pétrole a également pour conséquence de remettre en question la rentabilité du passage de Nord-Est. En effet, la filiale logistique sud-coréenne Hyundai Glovis soutient le fait qu'emprunter le PNE permet, entre autres, une réduction considérable de distance, de carburant et de temps, par rapport à la route habituelle, passant par le canal de Suez (se reporter aux parties 2.1.3 et 2.2.2) ; toutefois ces avantages sont conditionnés par l'évolution du prix du fioul<sup>66</sup>. Effectivement, un prix du pétrole bas déclenche automatiquement la baisse du prix du fioul, ce qui rend considérablement moins attractive la nouvelle route commerciale le long des côtes arctiques russes : si le prix du fioul est faible, mieux vaut pour une compagnie asiatique de poursuivre l'utilisation de la route habituelle, passant par Suez, plutôt que d'investir financièrement dans le développement de la route maritime du Nord, pour un gain de carburant qui serait finalement négligeable (Hilde, 2010, cité par Eiffing, Struye de Swielande, 2011, p. 17 ; Lee, Kim, 2015, p. 267). En considérant un prix du baril actuellement entre 27 et 50 dollars<sup>67</sup>, il est donc peu probable que l'Arctique s'affirme comme une nouvelle région de production de gaz et de pétrole avant une vingtaine d'années. La technologie nécessaire à l'exploitation de l'Arctique et le développement de routes maritimes et terrestres, notamment la construction de *pipelines*, nécessite encore quelques années pour que l'Arctique puisse potentiellement contribuer à augmenter massivement l'offre d'hydrocarbures de la Russie (Eiffing, Struye de Swielande, 2011, p. 17).

La fluctuation cyclique du cours du baril de pétrole assure peut-être une rentabilité des investissements de Moscou sur un siècle, mais cela est marqué par une profonde incertitude. En outre, si cette incertitude n'effraie pas les autorités russes dans leur rêve de puissance, les investisseurs étrangers sont eux sceptiques et manifestent une nette frilosité. Or comme il a été expliqué précédemment, quelque soit l'envergure des projets de la Russie, l'Etat n'est pas en mesure de conduire seul l'exploitation de la région arctique (se reporter à la partie 2.2.2). Il est probable que l'Arctique s'affirme comme « le nouvel Eldorado énergétique du XXIe siècle » (Ling, Struye De Swielande, 2011, p. 1), mais l'intérêt économique des régions arctiques est aujourd'hui retardé par la baisse des cours mondiaux des hydrocarbures, et par le contexte géopolitique instable entre la Russie et l'Occident.

---

66 Carburant dérivé du pétrole, utilisé pour le fonctionnement des moteurs Diesel des navires (FUTURA-SCIENCES, 2016, « Dictionnaire. Définition de “fioul” », [mis à jour en 2016], [consulté le 18 mai 2016], URL : <http://www.futura-sciences.com/magazines/matiere/infos/dico/d/chimie-fioul-5387/>).

67 Se reporter à la variation du cours officiel du baril de pétrole (PRIX DU BARIL. Le cours officiel du baril de pétrole, 2016, [mis à jour le 18 mai 2016], [consulté le 18 mai 2016], URL : <http://prixdubaril.com>).

### ***3.2 La Russie peut-elle tout de même s'affirmer en tant que nouvelle puissance industrielle ?***

#### **3.2.1 Malgré l'instabilité du cours des hydrocarbures, un renforcement des activités polaires pour exploiter l'immense potentiel des gisements de l'Arctique**

Malgré l'incertitude du prix du pétrole, et donc des risques financiers dans l'investissement en Arctique, le président Vladimir Poutine, dont la stratégie est de réaffirmer la puissance de l'Etat russe (se reporter aux parties 1.2.1 et 1.2.3), ne renonce pas à ses ambitions dans les régions circumpolaires. L'adhésion de la population russe à la politique du chef d'Etat russe est d'ailleurs fondamentalement basée sur un fort sentiment d'admiration par rapport au désir de prestige et d'influence de Moscou. Ainsi l'exploration de l'Arctique est un défi que le Kremlin envisage de relever pour renforcer cette admiration de la population russe. La mise en scène des capacités de Moscou pour conquérir et maîtriser son territoire, en l'occurrence les régions inhospitalières de l'Arctique, est donc un élément majeur de sa politique. Ainsi, bien que les explorations en Arctique semblent avoir diminué depuis la crise mondiale de 2008 (se reporter à la figure n°2)<sup>68</sup>, les compagnies n'y ont pour autant pas abandonné leurs projets d'exploration et de forage. Mikâ Mered, expert sur les risques politiques dans les zones Arctique et Antarctique, et président du cabinet Polarisk, estime que près de 55% des projets actuellement menés en Arctique se poursuivent, non seulement malgré les sanctions financières occidentales, à l'encontre de la Russie ; mais également malgré la chute du baril de pétrole.

En effet, à l'inverse des sanctions américaines, les sanctions de l'Union européenne concernent seulement le secteur pétrolier<sup>69</sup>. Ainsi, bien que Total ait suspendu ses opérations d'explorations de pétrole en Arctique, le groupe poursuit aujourd'hui ses explorations de gisements de gaz en vue de leur exploitation. Total, s'est ainsi engagé auprès de la compagnie russe Novatek, deuxième producteur russe de gaz, pour la mise en exploitation du gisement de la péninsule de Yamal ou Iamal, dans l'*okrug* autonome de Iamalo-Nénétsie (YNAO), dont les profondeurs concentrent de

---

68 Entre juillet 2008 et janvier 2009, le prix du pétrole est alors passé de 145 dollars à 34 dollars le baril, ce qui a soudain freiné les explorations en Arctique du fait de leur non-rentabilité (PRIX DU BARIL. Le cours officiel du baril de pétrole, 2016, [mis à jour le 18 mai 2016], [consulté le 18 mai 2016], URL : <http://prixdubaril.com>).

69 « A la différence de l'Union européenne, qui a exclu du périmètre des sanctions les projets concernant le secteur gazier, les nouvelles règles américaines font également mention du gaz naturel. Cela signifie que l'attribution de licences d'exportation d'équipements pouvant être utilisés dans le cadre des projets gaziers sera soumise à un examen au cas par cas » (KOUTCHMA, A., 2014, « Sanctions contre le secteur pétrolier : la Russie pourrait subir des pertes astronomiques », *Russia Beyond The Headlines*, [mis en ligne le 12 août 2014], [consulté le 23 mars 2016], URL : [http://fr.rbth.com/economie/2014/08/12/sanctions\\_contre\\_le\\_secteur\\_petrolier\\_la\\_russie\\_pourrait\\_subir\\_des\\_p\\_303\\_71](http://fr.rbth.com/economie/2014/08/12/sanctions_contre_le_secteur_petrolier_la_russie_pourrait_subir_des_p_303_71)).

larges réserves de gaz naturel. Une *joint-venture* a donc été créée – entre Novatek (détenant 50,1% du projet), Total (détenant 20%), et les chinois de la société China National Petroleum Corporation (CNPC) (détenant également 20%) et du fonds d'investissement China's Silk Road Fund (détenant 9,9%) – pour forer 208 puits dans le gisement de Yamal, et y produire 16,5 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL) par an. Le projet de la *joint-venture* Yamal LNG compte parmi les projets énergétiques les plus importants en 2016, et représente plus de 27 milliards de dollars d'investissement.

Cette usine de liquéfaction de gaz, construite au-delà du Cercle Polaire Arctique, est inédite dans cette partie du monde particulièrement inhospitalière aux hommes. En outre, son objectif est ambitieux, car il s'agit de liquéfier le gaz extrait et de le délivrer, une fois chargé dans les navires commerciaux, par la route maritime du Nord, vers les marchés asiatiques, grands importateurs mondiaux de GNL (se reporter à la figure n°4 en page 67). En 2017, les premières livraisons de gaz naturel liquéfié seront réalisées, ce qui devrait permettre à la Russie de se positionner parmi les principaux exportateurs de GNL<sup>70</sup>. En 2015, les trois plus grands producteurs de gaz naturel liquéfié étaient le Qatar (31,8% des exportations mondiales), l'Australie (12%), et la Malaisie (10,2%) ; la Russie ne figurait alors qu'à la huitième place représentant 4,5% des exportations mondiales de GNL (International Gas Union, 2016, p. 7). En outre, le développement du gaz de schiste américain a fait baisser le prix du gaz, réduisant alors nettement la rentabilité du gaz arctique. Cependant, étant donné l'ampleur des réserves de gaz en Arctique, « l'impossibilité [notamment depuis les sanctions financières occidentales à l'encontre de la Russie] d'extraire le pétrole dans la région et l'importance de l'exploitation de cette ressource pour [...] la Russie, il ne faut pas douter que les gisements vont se développer » (Commission des affaires européennes sur les stratégies européennes pour l'Arctique. Sénat, 2014, p. 30).

---

70 DUFAY, C., (2016), « Russie : Yamal LNG, un projet pionnier à l'extrémité du monde », *Russie Info*, [mis en ligne le 13 avril 2016], [consulté le 16 mai 2016], URL : <http://www.russieinfo.com/russie-yamal-lng-un-projet-pionnier-l%E2%80%99extremite-du-monde-2016-04-13>

**Figure n°4 – Les pays asiatiques, plus grands importateurs de GNL en 2015**

FIGURE NON REPRODUITE FAUTE D'OBTENTION DES DROITS

Source : International Gas Union, 2016, p. 9

Il semblerait de surcroît que malgré la chute vertigineuse du prix du baril de pétrole, les compagnies ne s'alarment pas de son instabilité et calculent un retour sur l'investissement, non pas à court terme, mais à long terme. C'est ce qu'annonce Tim Domson, patron de l'exploration de Statoil en mer de Barents, dans un entretien aux journal *Les Echos* en janvier 2016 : « [nous] ne prenons pas nos décisions d'investissement sur la base du prix du pétrole à court terme. En Arctique, les délais entre les premiers forages et la production sont supérieurs à dix ans : le prix du brut aura remonté d'ici là »<sup>71</sup>. En outre, si plusieurs compagnies dont le français GDF Suez – aujourd'hui ENGIE –, la compagnie européenne Cairn Energy, et le norvégien Statoil, ont rendu des licences d'exploration en Arctique, selon Mikå Mered, c'est « davantage parce qu'elles n'y avaient pas réalisé de découvertes commerciales qu'en raison du prix du baril »<sup>72</sup>. Cette poursuite des explorations est d'autant plus confirmée par les perspectives que développe l'économiste J. Sapir, annonçant une remontée du prix du pétrole au cours de l'été 2016 (Sapir, 2016b). C'est d'ailleurs ce que semble

71 FEITZ, A., (2015a), « Pétrole : l'exploration de l'Arctique se poursuit malgré la chute du baril », *Les Echos*, [mis en ligne le 22 janvier 2015], [consulté le 20 février 2016], URL : [http://www.lesechos.fr/22/01/2015/LesEchos/21861-094-ECH\\_petrole---l-exploration-de-l-arctique-se-poursuit-malgre-la-chute-du-baril.htm](http://www.lesechos.fr/22/01/2015/LesEchos/21861-094-ECH_petrole---l-exploration-de-l-arctique-se-poursuit-malgre-la-chute-du-baril.htm)

72 FEITZ, A., (2015b), « Pourquoi les pétroliers n'ont pas renoncé à l'Arctique », *Les Echos*, [mis en ligne le 08 octobre 2015], [consulté le 20 février 2016], URL : [http://www.lesechos.fr/08/10/2015/LesEchos/22040-036-ECH\\_pourquoi-les-petroliers-n-ont-pas-renonce-a-l-arctique.htm](http://www.lesechos.fr/08/10/2015/LesEchos/22040-036-ECH_pourquoi-les-petroliers-n-ont-pas-renonce-a-l-arctique.htm)



déjà révéler la tendance des prix observée depuis mai 2016. En effet malgré une valeur du baril de pétrole actuellement faible (48 dollars le 18 mai 2016), en tenant compte d'un baril à 27 dollars en janvier 2016<sup>73</sup>, force est de constater que le prix du pétrole remonte. Ainsi, même si cette remontée est encore faible et lente, la tendance haussière est indubitable.

### 3.2.2 La nécessité d'une diversification de l'industrie russe pour assurer une restructuration de son économie

En Russie, le gaz et le pétrole représentent la moitié des revenus du pays, et près des deux tiers de ses exportations. Dans un contexte économique marqué, depuis 2015, par la faible valeur du prix du pétrole, sa dépendance aux hydrocarbures fragilise nettement son modèle économique. Du fait d'une richesse nationale fondée sur la rente pétrolière et gazière, l'Etat russe est donc caractérisé par une santé économique instable. En outre, si cette chute des prix s'applique à l'or noir, cela concerne tout autant le gaz, directement indexé sur le prix du pétrole. Or dans un Etat où « plus encore que le pétrole, le gaz est au cœur de [son] arsenal » (Chalmin, 2007, p. 114), la chute de son prix a fortement affaibli la valeur de la monnaie russe, le rouble, et donc toute l'économie russe<sup>74</sup>.

Aujourd'hui le modèle économique de la Russie est comme bloqué, et cela avant même l'application des sanctions financières occidentales et la chute du pétrole depuis juillet 2014. Il convient tout d'abord de souligner que ce blocage est né des conséquences de la politique intérieure de Vladimir Poutine, arrivé au pouvoir en 2000. Le président russe a rendu l'Etat beaucoup plus dépendant de l'exploitation des ressources naturelles (Bégorre-Bret, Bret, 2016, p. 3) : le pétrole, le gaz et l'électricité représentent en effet 70,3% de ses exportations en 2011, contre seulement 53,8% en 2001, au début de son mandat. En outre, la politique du Président Poutine est conservatrice et malgré les privatisations d'entreprises opérées depuis 1990, nombre d'entre elles restent aujourd'hui sous contrôle de l'Etat. Moscou a effectivement fait en sorte que seules les compagnies russes puissent racheter l'ancienne part détenue par l'Etat, dans les compagnies publiques, d'autant plus dans les compagnies pétrolières et gazières. De fait, cela a empêché les investisseurs étrangers d'en prendre le contrôle (se reporter à la partie 2.2.2). En outre, bien qu'elle soit devenue une économie de marché après l'ère soviétique, même aujourd'hui la Russie freine fortement l'initiative privée (Inozemtsev, Joutchkova, 2013, p. 158).

---

73 Se reporter à la variation du cours officiel du baril de pétrole (PRIX DU BARIL. Le cours officiel du baril de pétrole, 2016, [mis à jour le 18 mai 2016], [consulté le 18 mai 2016], URL : <http://prixdubaril.com>).

74 QUENELLE, B., (2016), « L'économie russe rattrapée par sa dépendance au pétrole », *La Croix*, [mis à jour le 09 février 2016], [consulté le 12 mai 2016], URL : <http://www.la-croix.com/Economie/L-economie-russe-rattrapee-par-sa-dependance-au-petrole-2016-02-09-1200738704>

Au début des années 2000, la Russie est pourtant marquée par une croissance économique relativement soutenue, l'augmentation moyenne annuelle de son PIB est alors de 7%. Toutefois la crise financière mondiale de 2008 a de lourdes conséquences sur son développement économique et fragilise son modèle. En 2009, le PIB chute de 7,8%, puis subit une nouvelle chute en 2010 (4,5% de baisse), et des baisses successives en 2011 (4,3% de baisse), en 2012 (3,4% de baisse), en 2013 (1,3% de baisse) et cela se poursuit encore aujourd'hui. L'évolution de la richesse nationale est donc marquée par un profond ralentissement (Commission des affaires européennes sur les relations de l'Union européenne avec la Russie sous le régime des sanctions. Sénat, 2014, p. 24). L'année 2013 symbolise alors le début de la crise économique profonde qui touche aujourd'hui la Russie. Le manque de performance et de compétitivité de son industrie est manifeste, notamment dans le secteur pétrolier et gazier, secteurs pourtant clés de son économie. C'est notamment ce qui explique qu'entre 1990 et 2012, la part de production de la Russie dans la production mondiale d'hydrocarbures soit passée de 16,3 % à 12,8 % dans l'extraction de pétrole au niveau mondial, et de 29,8 % à 17,6 % dans l'extraction de gaz (Inozemtsev, Joutchkova, 2013, p. 159). La dépréciation du rouble est également sensible, la monnaie russe a effectivement perdu « 41% de sa valeur face au dollar et 34% face à l'euro en 2014 – plus de 20 % de sa valeur dans la seule après-midi du 16 décembre 2014 » (Commission des affaires européennes sur les relations de l'Union européenne avec la Russie sous le régime des sanctions. Sénat, 2014, p. 24). Cette baisse de la valeur du rouble a pour conséquence d'accentuer le poids de la dette, alors que les emprunts étrangers représentent une part importante dans le bilan des banques<sup>75</sup>

Aujourd'hui, la Fédération de Russie a perdu sa position dominante dans les industries spatiales et nucléaires. Les secteurs économiques de pointe, dans lesquels la Russie investit massivement en recherche et développement, sont fortement dépendants des sociétés américaines et européennes, notamment pour les composants, ce qui entrave leur compétitivité. Cela a un impact manifeste sur les activités de la Russie liées à l'exploitation des hydrocarbures et sur son complexe militaro-industriel. S'ajoute à cela l'état déplorable dans lequel se trouvent aujourd'hui la construction navale, l'industrie aéronautique et les infrastructures de transports (Inozemtsev, Joutchkova, 2013, p. 159). La faiblesse actuelle de l'industrie russe est en fait issue de la transition du système planifié de l'ère soviétique à un système d'économie de marché. Or l'application récente d'un tel système en Russie,

---

75 « Comme pour toute entreprise, le bilan d'une banque se compose de deux parties. [...] l'actif représente l'ensemble des possessions de l'institution, [...] le passif représente ses dettes. Dans les comptes annuels, le compte de résultats [...] indique les pertes ou les profits de l'institution et la façon dont ce calcul a été fait » (LA BANQUE AU SERVICE DE LA SOCIÉTÉ, 2016, « Le bilan bancaire », [mis en ligne en 2016], [consulté le 18 mai 2016], URL : <http://www.lesbanquesetlasociete.be/le-bilan-bancaire>

installe un modèle de capitalisme empreint de contradictions ce qui entrave fortement le dynamisme économique de la Fédération russe : avec une richesse et un pouvoir économique, concentrés « entre les mains de quelques groupes industriels et financiers » ainsi qu'une implication plus ou moins maquillée de l'Etat, cela laisse à penser que la Fédération russe suivrait davantage un modèle d'économie de rente planifié, qu'un modèle d'économie de marché (Kropotkine, 2005, p. 205).

Afin de retrouver une certaine vigueur, de nombreux économistes partagent l'idée que le système économique de la Fédération russe doit, avant tout, être restructuré grâce à une diversification sensible de son industrie. Comme il a été expliqué précédemment, structurellement dépendante des hydrocarbures, la Russie « n'a pas assez préparé l'après-pétrole, ni attiré les investisseurs étrangers » pour pallier l'instabilité de ses revenus, liée à la fluctuation du prix des hydrocarbures<sup>76</sup>. Naturellement pourvue d'immenses réserves d'hydrocarbures, Moscou ne peut pourtant pas se priver de cette source de richesse considérable pour le développement du pays (Sapir, 2016b). Le gouvernement russe mise donc sur l'exploitation des hydrocarbures de l'Arctique, et ce malgré les redoutables défis qu'elle suppose. Toutefois un tel projet pose question, comme le titrait justement l'article publié en janvier 2016 par Michaël Bégorre-Bret, économiste et ancien expert de l'OCDE et Cyrille Bret, haut-fonctionnaire et ancien professeur de sciences politiques à l'Université de Moscou : « [la] Russie a-t-elle les moyens économiques de ses ambitions géopolitiques ? » (Bégorre-Bret, Bret, 2016, p.1).

L'objectif du gouvernement est en fait d'augmenter sensiblement sa production et ses exportations d'hydrocarbures pour relancer son économie. Cependant, compte-tenu de l'instabilité d'un modèle économique fondé sur la rente des hydrocarbures, la Russie est aujourd'hui contrainte de diversifier ses exportations (Bégorre-Bret, Bret, 2016, p. 3 ; Ivanter, 2016, cité par Sapir, 2016a), notamment par l'exportation de biens de consommation (secteur tertiaire à forte valeur ajoutée)<sup>77</sup>, que le pays produit trop peu en comparaison des matières premières (secteur primaire sans valeur ajoutée) (Commission des affaires européennes sur les relations de l'Union européenne avec la Russie sous le régime des sanctions. Sénat, 2014, p. 24 ; Lynch, 2002, p. 32). Du fait de ses exportations

---

76 PALISSON, M., (2016) « Russie : chute du rouble et conséquences », *Geopolis. FTV*, [mis en ligne le 27 janvier 2016], [consulté le 09 mars 2016], URL : <http://geopolis.francetvinfo.fr/russie-chute-du-rouble-et-consequences-93681>

77 « Les industries de biens de consommation recouvrent des activités dont le débouché « naturel » est la consommation finale des ménages [...] : habillement et cuir ; édition, imprimerie, reproduction ; pharmacie, parfumerie, entretien ; équipements du foyer » (INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES (Insee), 2016, « Industrie des biens de consommation », [mis en ligne en 2016], [consulté le 18 mai 2016], URL : <http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/industrie-biens-consommation.htm>

énergétiques, minières et d'armement, la balance commerciale de la Fédération russe est excédentaire d'environ 8,4% de son PIB sur une période allant de 1990 à 2013, et le pays est en effet contraint d'importer une large part de ses biens de consommation courante (aliments, meubles). Cela l'expose donc à de fortes dépendances vis-à-vis de l'extérieur, « comme en attestent les difficultés d'approvisionnement consécutives aux embargos décrétés sur certaines denrées européennes » (Bégorre-Bret, Bret, 2016, p. 5)

Ainsi, sans pour autant cesser ses exportations de gaz et de pétrole, dont le volume est aujourd'hui considérable, la Russie est dans le besoin d'équilibrer ses investissements et de déployer davantage de moyens financiers dans les secteurs secondaire et tertiaire, vecteurs d'une potentielle stabilité économique. Toutefois si le cours des hydrocarbures reste bas, que les sanctions financières occidentales – renouvelées en décembre 2015 –, restent en place, et que l'appareil productif russe ne subit pas une profonde mutation, « la Russie subira la même malédiction que l'URSS : elle aura des ambitions géopolitiques supérieures à ses capacités économiques, réelles mais déséquilibrées » (Bégorre-Bret, Bret, 2016, p. 3). En outre, la Russie n'est pas tout à fait un pays qui (ré)émerge contrairement à l'Inde et la Chine, qui eux bâtissent une croissance nationale fondée sur le développement de nouveaux secteurs économiques. A l'inverse, comme l'Arabie saoudite ou le Venezuela, la Russie est bel est bien une économie de rente jouissant d'une croissance sans développement. Dotée d'un modèle « à la merci des retournements des cours des matières premières et des contractions de demande internationale », la pays a donc des perspectives de croissance endogènes limitées et précaires (Bégorre-Bret, Bret, 2016, p. 6). Si la politique étrangère de la Russie reste inchangée et que le Kremlin ne se lance pas dans l'entreprise de vastes réformes structurelles, la récession économique de l'Etat russe a de fortes probabilités de se prolonger.

C'est en ce sens qu'il est intéressant de relever l'initiative de l'Arabie saoudite, qui a récemment déclaré la mise en place d'un plan de réformes au sein du Royaume. Du fait de la faible valeur du baril de pétrole, le 24 avril 2016, l'Arabie saoudite – première économie du monde arabe et plus grand exportateur mondial de pétrole –, a officiellement pris la décision de diversifier son économie. Fortement dépendant du pétrole, le royaume saoudien souhaite garantir la stabilité de son économie grâce à un vaste plan de réformes. Approuvé par le Conseil des ministres saoudien, le plan « Vision saoudienne à l'horizon 2030 », prévoit deux grandes mesures : tout d'abord la mise sur le marché de 5% de la compagnie nationale d'hydrocarbures saoudienne Saudi Aramco, ce qui représenterait la plus grande introduction en Bourse ; puis la création d'un fonds souverain de 2 000 milliards de dollars, ce qui deviendrait alors le plus grand fonds d'investissement au monde.

L'entreprise saoudienne Aramco pourrait ainsi détrôner la société américaine Apple, première capitalisation mondiale en 2016. De telles sommes d'argent suscitent évidemment l'intérêt des investisseurs. Selon Sébastien Hénin, responsable de la gestion d'actifs du groupe financier des Emirats arabes unis The National Investor, certains analystes avancent des chiffres de valorisation allant de 1 à 3,5 trillions de dollars dépassant donc ceux de la société américaine Apple, valorisée aujourd'hui en Bourse autour de 555 milliards de dollars<sup>78</sup>. Le prince Mohammed ben Salmane, nommé second dans l'ordre de succession au trône, précise qu'après Aramco, « ce sera au tour des filiales d'être introduites en Bourse », prévoyant une économie ne dépendant « plus du pétrole mais [tirant] ses revenus des investissements »<sup>79</sup>. En avril 2016, cette volonté d'inflexion des autorités saoudiennes est intéressante à prendre en compte pour saisir plus justement les perspectives et les opportunités de développement de la Russie. En effet, la Russie pourrait peut-être également opter pour un plan de réforme comme que le plan « Vision saoudienne à l'horizon 2030 », adapté à sa situation économique, et ainsi fortifier son modèle.

### 3.2.3 L'espoir d'un nouveau modèle économique qui relancerait l'Etat russe ...

En 1997, le géographe et diplomate français, Michel Foucher, annonçait déjà une transition longue et délicate de la Russie : « [la] gestion du démontage de l'empire russe, la mue de la Russie en Etat national aux frontières garanties et l'établissement d'interactions négociées avec les Etats encore proches risquent d'occuper la scène mondiale pendant quelques décennies » (Foucher, 1997, p. 25). Force est de constater qu'en 1997, le géographe analysait la situation de la Russie avec acuité. Effectivement, en 2016, la Russie semble toujours en situation de transition.

Selon l'agence gouvernementale russe de statistiques Rosstat, après avoir été marqué par des baisses successives depuis 2009 (se reporter à la partie 3.2.2) et une relative stagnation en 2014, le PIB de la Fédération russe subit une nouvelle chute de 3,7% en 2015, essentiellement due à l'impact des sanctions financières occidentales (Sapir, 2016b). En outre, la dépréciation du rouble liée à la chute du baril du pétrole a fortement entravé le développement de l'économie russe. Cependant, bien que cela puisse sembler paradoxal, la chute du prix de l'or noir affaiblissant la valeur de la monnaie russe pourrait également avoir des conséquences positives pour le pays. C'est ce que présentent

---

78 SPY, A., (2016), « Saudi Aramco suscite l'intérêt des investisseurs », *Option Finance*, [mis en ligne le 01 février 2016], [consulté le 21 mai 2016], URL : <http://www.optionfinance.fr/asset-management/allocation/saudi-aramco-suscite-linteret-des-investisseurs.html>

79 L'EXPRESS, (2016), « L'Arabie saoudite va se doter du plus grand fonds souverain au monde », [mis en ligne le 25 avril 2016], [consulté le 18 mai 2016], URL : [http://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/arabie-saoudite-le-gouvernement-approuve-un-vaste-plan-de-reformes-economiques\\_1786047.html](http://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/arabie-saoudite-le-gouvernement-approuve-un-vaste-plan-de-reformes-economiques_1786047.html)

certaines chercheurs et experts, à l'instar de Birgit Hansl, Daniel Leigh, Weicheng Lian, Marcos Poplawski-Ribeiro et Viktor Tryrenniko : d'après eux, l'importante dévaluation du rouble pourrait finalement se révéler être une opportunité de développement pour le pays (Leigh *et al.*, 2015). Birgit Hansl, économiste en chef de la Banque Mondiale pour la Russie souligne le fait que la dépréciation du rouble pourrait non seulement être le signal d'une prochaine croissance de l'économie du pays, mais également le signal de la transformation de la Russie en puissance industrielle. En effet, un prix des hydrocarbures élevé bloque le processus de modernisation et de diversification de la Russie : « des revenus très importants issus des matières premières peuvent créer un sentiment d'euphorie économique qui n'est pas favorable à des réformes de structure » (Sapir, 2016b). Ainsi l'économie russe serait fragilisée, mais peut-être ne serait-ce que seulement en façade. En effet, la faible valeur de la monnaie russe pourrait aussi avoir des conséquences positives comme celle d'impulser le développement de nouvelles productions (1), et celle de favoriser la production russe de biens manufacturés et de valoriser le *Made in Russia* (2).

En effet, contre toute attente, la chute du rouble pourrait impulser le développement de nouvelles productions (1), réduisant de fait la domination et la dépendance du secteur pétrolier et gazier (Hansl, 2015). Cela favoriserait ainsi l'orientation de l'industrie russe vers des productions plus complexes, issues du secteur secondaire et tertiaire, accélérant de fait le processus de diversification de la production souhaité par le gouvernement russe. Lors d'un discours du président Poutine à Novossibirsk, le 11 janvier 2005, celui-ci a en effet déclaré : « [we] know that one of our main tasks is the diversification of the economy. That it is essential to depart from a model based on raw materials » [nous savons que l'une de nos principales tâches est la diversification de l'économie. Il est essentiel de s'écarter d'un modèle basé sur les matières] (Paillard, 2012, p. 4). Cela montre donc que le pouvoir russe est conscient que sa dépendance aux hydrocarbures entrave le développement de son modèle économique. La diversification de la production n'est pas une priorité nouvelle pour Moscou, pour autant celle-ci n'a jamais constitué la base d'une stratégie de développement pour le pays.

Actuellement, le secteur industriel russe est encore fragilisé par sa forte dépendance aux hydrocarbures, toutefois il semblerait que celui-ci gagne progressivement en vitalité grâce à la croissance de certaines de ses activités. En 2015, bien que la production industrielle de la Russie ait en moyenne baissé, certaines productions du secteur secondaire sont effectivement en croissance : c'est le cas de l'industrie chimique (5% de croissance par rapport à 2014), l'industrie alimentaire

(1,9% de croissance), l'industrie de la construction de machines, ou encore l'industrie du matériel médical et celle du logiciel. La hausse des exportations de biens manufacturés est également sensible : en 2015, les entreprises produisant des logiciels ont par exemple triplé leurs exportations, soit un volume de 7 milliards de dollars. Dans le cadre de ce pivotement de la production vers de nouvelles activités, un programme de substitution aux importations a de surcroît été mis en place et semble porter ses fruits, notamment dans le secteur agricole. Néanmoins l'industrie agroalimentaire de la Russie est encore aux balbutiements, ainsi sa fragilité ne lui permet pas encore de transformer les matières premières agricoles, que ce soit pour satisfaire le marché russe ou pour l'exportation vers les marchés extérieurs. Cependant il convient ici de souligner que depuis l'année 2015, la croissance des activités du secteur secondaire et le pivotement général de l'industrie russe qui s'opèrent, révèlent dès à présent de profonds changements dans l'économie du pays. De plus en plus de marchés étrangers sont gagnés par les producteurs russes, qu'il s'agisse de faire face aux produits importés dans leur pays ou bien de s'affirmer à l'export. Certains secteurs d'activités bénéficient d'importants investissements de l'Etat comme les équipements électrotechniques (30% d'investissement en plus par rapport à 2014), la production chimique (23%), les constructions mécaniques (18%), les matières plastiques et le caoutchouc (15%) (se reporter à la figure n°5). L'ensemble de ces changements au sein de l'industrie de la Fédération de Russie traduirait donc le fait que celle-ci soit progressivement en train de se transformer, et pourrait donc être sur la voie de se moderniser et de durablement se diversifier (Sapir, 2016b).

**Figure n°5 – Croissance des investissements russes par secteur d'activités de janvier à juin 2015 par rapport à la même période en 2014 (exprimée en pourcentage)**

FIGURE NON REPRODUITE FAUTE D'OBTENTION DES DROITS

Source : CBR et Haver Analytics, 2015, cités par Birgit Hansl, 2015

[<http://www.brookings.edu/blogs/future-development/posts/2015/11/03-ruble-depreciation-russia-hansl> ]

En outre, la dépréciation de la monnaie russe a également pour conséquence positive d'affaiblir le taux de change du rouble, favorisant la production russe de biens manufacturés et valorisant le *Made in Russia* (2). Pour un baril d'une valeur de 45 dollars, un dollar équivaut à près de 70 roubles. Pour un baril à 55 dollars, un dollar américain correspond à 60 roubles. Ainsi la faible valeur du rouble est avantageuse pour Moscou qui voit déjà l'émergence de nouvelles opportunités économiques : les consommateurs sont d'abord attirés par des produits nationaux à moindres coûts du fait d'une faible devise russe, ce qui relance la consommation intérieure. La population russe est ainsi encouragée à privilégier d'abord les produits russes, et non les produits importés, ce qui favorise la production interne de biens manufacturés<sup>80</sup>. Cela entraîne ainsi une plus grande compétitivité du *Made in Russia*, qui selon Birgit Hansl, pourrait (re)devenir une marque mondiale

---

80 ZAGORODNOV, A., (2013), « La baisse du rouble est favorable aux constructeurs automobiles russes et aux caisses de l'Etat », *Russia Beyond The Headlines*, [mis en ligne le 08 septembre 2013], [consulté le 24 mai 2016], URL : [https://fr.rbth.com/economie/2013/09/07/la\\_baisse\\_du\\_rouble\\_est\\_favorable\\_aux\\_constructeurs\\_automobiles\\_russ\\_25549](https://fr.rbth.com/economie/2013/09/07/la_baisse_du_rouble_est_favorable_aux_constructeurs_automobiles_russ_25549)



(Hansl, 2015). La faible valeur du rouble provoque donc un avantage de prix pour certaines industries, ce qui favorise l'augmentation du volume de biens exportés à l'international. Toutefois, ce gain de marchés étrangers par les producteurs russes est effectif uniquement pour les sociétés comportant des normes de qualité strictes. En effet, nombre d'entreprises russes requièrent une nette amélioration de leur compétitivité pour s'affirmer à l'international.

Il convient de surcroît de préciser qu'en Russie, la corruption est endémique (Benaroya, 2006, p. 5 ; Paillard, 2012, p. 5), ce qui n'engage pas les Etats à ouvrir leur marché aux compagnies russes. La publication annuelle de l'indice de perceptions de la corruption, par Transparency International, présente un classement des Etats selon leur degré de corruption, la Russie y figure régulièrement en bas du tableau : 147<sup>ème</sup> Etat sur 180 en 2008, 154<sup>ème</sup> sur 178 en 2010, 133<sup>ème</sup> sur 174 en 2012, 136<sup>ème</sup> sur 174 en 2014 et enfin 119<sup>ème</sup> sur 167 en 2015<sup>81</sup>. S'ajoute à la corruption un cadre institutionnel fragile, notamment dans le secteur financier et bancaire, dont les activités manquent de transparence, ce qui rend alors les investisseurs étrangers méfiants (Sapir, 2001, p. 125 et p. 128).

Plus de vingt ans après la fin du régime soviétique, « [la] Russie n'a pas encore terminé sa transition vers une économie de marché. [...], on peut dire qu'en voulant aller d'un point A (l'économie soviétique) à un point B (une économie de marché idéalisée), la Russie a atteint un point C difficile à définir : le pays se situe encore dans une situation de transition du système communiste vers un futur incertain » (Paillard, 2012, p. 7). La Fédération russe est donc non pas dans une situation de crise uniforme, mais plutôt dans une période de restructuration, caractérisée notamment par des baisses et des hausses successives de la production, amenée à se prolonger (Ivanter, 2016, cité par Sapir, 2016a). A l'avenir, l'enjeu fondamental pour les autorités russes est de savoir comment assurer le développement de la production de nouvelles activités de production, notamment de biens manufacturés, sans pour autant compromettre le secteur du gaz et du pétrole, dont le potentiel de production est considérable. Si le sentiment d'euphorie créée par l'importance des revenus issus des matières premières n'est pas favorable au développement de réformes structurelles, il est toutefois crucial pour son modèle économique que la Russie conserve la puissance de son secteur énergétique, notamment en renforçant sa production et ses exportations d'hydrocarbures. En effet, il s'agit pour le gouvernement de disposer d'assez de moyens financiers pour la mise en place de profondes réformes de structure (Sapir, 2012).

---

81 Se reporter aux publications annuelles de l'indice de perceptions de la corruption par Transparency International. (TRANSPARENCY INTERNATIONAL, *Corruption Perceptions Index*, [consulté le 24 mai 2016], URL : <http://www.transparency.org/research/cpi/overview>).

Il s'avère de surcroît que l'exploration et l'exploitation de gaz et de pétrole représenteraient une consommation non-négligeable de produits manufacturés russes (Sapir, 2016b). Les opérations d'exploration et d'extraction d'hydrocarbures, amenées à se renforcer, notamment en Arctique pourraient finalement favoriser la modernisation et la diversification du modèle économique de la Russie. En ce sens que ces opérations complexes rendent aujourd'hui indispensable l'utilisation d'équipements technologiques de pointe, non seulement pour accéder aux gisements de la Sibérie arctique, mais surtout pour accéder à ceux de l'Arctique *offshore*. L'augmentation de la production d'hydrocarbures développerait donc sensiblement le secteur secondaire en Russie. Le développement des produits manufacturés performants, à l'usage du secteur pétrolier et gazier permettrait ainsi à Moscou de disposer, non seulement de ses propres moyens techniques pour l'exploitation périlleuse des immenses gisements de l'océan Arctique, donc d'être indépendante des compagnies occidentales ; mais également d'alimenter le bon fonctionnement de son industrie et de garantir la stabilité de son économie.

Le tissu industriel de la Russie pourrait ainsi mettre en place d'importantes filières modernisatrices, notamment grâce au développement de compresseurs, de robots, et d'électronique de télécommande. Toutefois, cela ne sera possible que si les compagnies occidentales, maîtrisant les techniques de l'exploitation en milieu extrême, acceptent de transmettre leur savoir-faire aux compagnies russes par exemple sous la forme de cession de licences. De plus, cela implique que les autorités russes acceptent l'entrée d'investissements directs étrangers (IDE) sur leur territoire, au prix de permettre à certaines compagnies étrangères d'exercer le contrôle, ou du moins, d'exercer une influence significative sur la gestion d'entreprises russes (Sapir, 2012). Or, force est de constater que cette perspective de coopération, voire de cession partielle de la direction de compagnies russes à des investisseurs étrangers, est encore loin de figurer parmi les objectifs du gouvernement du président Poutine (Paillard, 2012, p. 5).

#### 3.2.4 ... et lui redonnerait une place de choix sur la scène internationale

Compte-tenu de la configuration actuelle de la géopolitique mondiale, si les sanctions occidentales ne sont pas levées et que Moscou refuse l'ouverture de la Russie aux pays développés, le pays pourrait rester en position de faiblesse par rapport aux puissances que sont les États-Unis, l'Union européenne et la Chine. En effet, la politique conservatrice du président Poutine et l'implication de l'Etat dans l'économie ne favorisent pas l'initiative privée et l'innovation, ce qui a pour résultat de déclencher un phénomène de « fuite des cerveaux », soit le départ de la jeunesse qualifiée russe vers

les pays de l'Union européenne et vers les Etats-Unis<sup>82</sup>. Le risque que court ici la Russie est de se retrouver isolée entre l'Union européenne, s'étendant vers l'Est, et la Chine, renforçant son influence en Asie centrale (Inozemtsev, Joutchkova, 2013, p. 164).

Cependant bien que les relations entre la Fédération russe et les autres Etats semblent régulièrement conflictuelles, la Russie reste un acteur influent sur la scène internationale. C'est ce qu'illustre le lien étroit qui existe aujourd'hui avec les Etats membres de l'Union européenne, ne serait-ce que pour leur alimentation en gaz et en pétrole. En effet, troisième partenaire économique de l'UE en 2015, la Russie est aussi le premier fournisseur de produits énergétiques de l'Union européenne, pétrole, gaz, uranium et charbon compris. Cela fait de l'Etat russe un allié incontournable des Etats européens, principalement dans le domaine énergétique. Aujourd'hui, les exportations d'hydrocarbures en provenance de la Russie vers l'UE représentent 63% de l'ensemble des échanges commerciaux entre les deux partenaires économiques, ce qui les rend fortement dépendants l'un de l'autre.

Au sein de l'UE, cette dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie varie toutefois entre les Etats membres. En ce qui concerne l'approvisionnement en gaz naturel, de nombreux pays d'Europe centrale et orientale dépendent à 100% de la Russie, c'est le cas de la Slovaquie et des pays baltes ; quant à la Pologne elle est dépendante à 80% de Moscou, l'Autriche à 65%, l'Allemagne et l'Italie à 37%, et la France à 24% (Délégation pour l'Union européenne sur les relations entre l'Union européenne et la Fédération de Russie. Sénat, 2007, p. 45). S'il existe une forte dépendance des membres de l'UE à l'égard de la Russie, l'inverse est également vrai : 88% des exportations totales de pétrole russe sont à destination du marché européen, tout comme les 70% des exportations de gaz russe et les 50% des exportations de charbon<sup>83</sup>. Les relations entre la Russie et l'Union européenne sont ainsi structurées par une interdépendance énergétique (Delanoë, 2015, p. 8).

Depuis le conflit en Ukraine et les sanctions imposées par l'UE à la Fédération russe, et ce depuis 2014, les exportations énergétiques de la Russie vers l'Union sont de fait menacées. L'UE envisage effectivement de réduire la part de gaz et de pétrole russe dans sa consommation totale

---

82 Se reporter aux données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), sur la mobilité internationale des étudiants russes (UNITED NATIONS EDUCATIONAL, SCIENTIFIC AND CULTURAL ORGANIZATION, 2016, « Global flow of tertiary-level students », *UNESCO Institute for Statistics (UIS)*, [mis en ligne le 03 février 2016], [consulté le 25 mai 2016], URL : <http://www.uis.unesco.org/education/pages/international-student-flow-viz.aspx>).

83 COMMISSION EUROPEENNE, (2016), « Le partenariat UE-Russie – Faits et chiffres », *Base de données des communiqués de presse*, [mis en ligne le 22 octobre 2015], [consulté le 25 mai 2016], URL : [http://europa.eu/rapid/press-release\\_MEMO-11-104\\_fr.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-11-104_fr.htm)

d'hydrocarbures, et cela en diversifiant les pays exportateurs. Cependant, s'agissant du gaz, du fait d'un degré de dépendance différent selon les pays de l'UE, la position des Etats européens vis-à-vis de la Russie diverge également : à titre d'exemple, l'Allemagne et les pays d'Europe de l'Est sont pour la majeure partie alimentés par *pipeline* en provenance de Russie ; le Royaume-Uni importe une part de son gaz par *pipeline* provenant de Norvège, et l'autre part, par méthanier sous forme liquéfié (GNL) en provenance du Qatar ; quant à l'Espagne, le pays est en grande partie alimenté par *pipeline* en provenance d'Algérie. De fait, la dégradation des relations avec la Russie impacte plus certains pays membres que d'autres. Néanmoins, l'Union européenne dans son ensemble reste fortement dépendante de son approvisionnement en hydrocarbures russes. S'agissant des sanctions économiques européennes à l'encontre de la Russie, le Conseil européen dévoilera en juin 2016, s'il décide leur reconduction, ou non, ce qui n'est pas sans provoquer de nettes divergences entre les Etats membres de l'UE. En effet, si l'adoption de telles sanctions rencontrait un large consensus parmi les vingt-huit pays à l'été 2014, aujourd'hui ces mesures de rétorsion font débat : la Hongrie et l'Italie se sont notamment positionnées contre le renouvellement automatique des sanctions économiques (Makarian, 2016).

Un autre facteur concourt à soutenir le projet d'exploitation du gaz naturel des gisements arctiques. En effet, compte-tenu des engagements climatiques pris lors de la 21<sup>ème</sup> Conférence des parties (COP21) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, en décembre 2015, en matière d'énergie, nombre d'Etats vont être contraints d'utiliser des technologies et des combustibles à plus faibles émissions de carbone. Une des solutions trouvées est celle d'augmenter la part des combustibles non fossiles dans la consommation mondiale, passant ainsi de 19% aujourd'hui, à 25% en 2040. La consommation mondiale d'énergies fossiles à l'instar du charbon, du pétrole et du gaz naturel sera donc lourdement impactée. Toutefois, le gaz étant le combustible fossile produisant le moins de carbone, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), c'est le seul dont la consommation mondiale est prévue d'augmenter d'ici 2040 (International Energy Agency, 2015, p. 5 et p. 6).

Concernant l'Union européenne, il est donc estimé qu'en 2030, ses importations de gaz devraient avoir plus que doublé par rapport à l'année 2000. Le gaz représente donc un enjeu majeur pour l'UE, qui devra sans doute composer durablement avec la Fédération de Russie, faisant d'elle un partenaire incontournable, du moins pour le gaz naturel. Encore une fois, cette dépendance ne sera pas uniforme dans chacun des Etats de l'Union, mais pour certains d'entre eux comme l'Allemagne,

engagée dans une transition énergétique coûteuse<sup>84</sup>, et les pays d'Europe de l'Est, les plus dépendants du gaz russe au sein de l'UE, un renforcement de leur dépendance à l'égard de Moscou sera vraisemblablement inévitable<sup>85</sup>, et ce malgré le développement du gaz de schiste américain. C'est ce que souligne Igor Delanoë, chercheur et directeur adjoint du centre d'analyse de la Chambre de commerce et d'industrie franco-russe : « croire que l'on pourra se passer à moyen et long terme du gaz naturel russe ou imaginer que l'on pourra le remplacer par le gaz naturel liquéfié (GNL) américain, relève du mythe » (Delanoë, 2015, p. 8).

A cela s'ajoute le fait que malgré les relations sous tensions entre l'UE et la Russie, un réchauffement diplomatique semble pourtant perceptible, notamment avec la France. En avril 2016, lors d'une visite officielle du ministre des Affaires étrangères Jean-Marc Ayrault à Moscou, ce dernier a invité le président Poutine à se rendre en France à l'automne de cette même année. Officiellement, cette invitation est justifiée par l'inauguration d'une exposition, mais compte-tenu des profonds différends concernant la crise en Ukraine et les perspectives de la guerre en Syrie, force est de penser que cela concourt à relancer le dialogue entre la France et la Russie. C'est d'ailleurs ce que semble révéler le ministre français des Affaires étrangères évoquant sa relation avec son homologue russe, Sergueï Lavrov : « [tous] les deux, nous avons la responsabilité de poursuivre l'approfondissement de nos échanges [...]. Malgré les sujets de désaccord, les relations entre la France et la Russie sont toujours intenses » ; ce que confirme le ministre russe des Affaires étrangères en déclarant à son tour : « [nous] partons du fait que les crises vont et viennent. En revanche, les traditions restent pour toujours »<sup>86</sup>. L'ensemble de ces facteurs rapproche donc l'Union européenne de la Russie.

En outre, en plus du traditionnel partenariat économique avec l'UE, Moscou développe des relations de plus en plus étroites avec l'Asie. C'est par exemple le cas avec la Chine dont la coopération énergétique avec la Russie s'intensifie. Cela se traduit notamment par un projet d'exploitation

84 « De manière assez paradoxale, on voit que l'un des principaux problèmes créés par la politique de développement des énergies renouvelables en Allemagne est la gestion d'une surabondance de plus en plus fréquente de la production d'électricité. [...] il faut créer un nouveau réseau de transport et un système de stockage de l'électricité dont le coût risque d'être considérable [...]. Le financement de ces systèmes paraît d'autant plus difficile à assurer que la création de gigantesques capacités de production d'énergie renouvelable a été très coûteuse et va l'être de plus en plus » (DESHAIES, M., 2014, « Ambiguïtés et limites de la transition énergétique en Allemagne », *Vertigo. La revue électronique en sciences de l'environnement*, Vol.14, n° 3, [mis en ligne le 28 décembre 2014], [consulté le 26 mai 2016], URL : <http://vertigo.revues.org/15515>).

85 NAYMAN, L., SAINT VAULRY, A. de, (2014), « Approvisionnement énergétique : le dilemme européen », *Centre d'études prospectives et d'informations internationales*, [mis en ligne le 19 mars 2014], [consulté le 25 mai 2016], URL : <http://www.cepii.fr/blog/bi/post.asp?IDcommuniqu=291>

86 L'EXPRESS, (2016), « Vladimir Poutine invité en France en octobre », [mis en ligne le 19 avril 2016], [consulté le 26 mai 2016], URL : [http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/vladimir-poutine-invite-en-france-en-octobre\\_1784362.html](http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/vladimir-poutine-invite-en-france-en-octobre_1784362.html)

conjointe des gisements d'hydrocarbures de l'Arctique russe (se reporter à la partie 2.2.2). Si les hydrocarbures ont un rôle crucial pour l'économie de l'Etat russe, ils représentent également un enjeu essentiel pour promouvoir la diplomatie et le prestige de la Russie à l'international. Les hydrocarbures représentent en effet un vecteur manifeste de puissance pour Moscou (Hou, 2014). Cela vient de fait soutenir les éléments analysés précédemment concernant la pertinence de la perspective d'exploitation des hydrocarbures de l'Arctique *offshore* par la Russie (se reporter à la partie 3.2.1), d'autant plus s'agissant du développement de l'exploitation de gaz naturel dont la consommation sera dorénavant privilégiée à celle de charbon et de pétrole.

Fidèle aux lignes directrices de sa politique étrangère, le président Vladimir Poutine cherche à renforcer toujours plus sa visibilité sur la scène internationale. Depuis 2015, cela se manifeste de façon exacerbée, à travers son engagement au Proche-Orient, où le chef de l'Etat russe tente d'accroître son influence. En effet, le 30 septembre 2015, le président russe ordonne des interventions massives sur le territoire syrien, plongé depuis 2011 dans une situation de guerre civile. Moscou lance une campagne offensive de raids aériens contre *Daech* et plus généralement contre les groupes hostiles au régime de Bachar al-Assad, pour faire reculer l'Etat islamique occupant une partie du territoire. Cela fait grand bruit et soulève le mécontentement de la communauté internationale, notamment car Moscou adopte une politique dite de la « terre brûlée »<sup>87</sup> en bombardant la ville de façon indiscriminée, touchant également les hôpitaux et les habitations<sup>88</sup>. Cela provoque la fuite d'une dizaine de milliers de réfugiés supplémentaires hors de Syrie. Néanmoins, force est de constater qu'en mars 2016, grâce à l'appui des forces russes, l'armée syrienne a réussi à réduire le territoire qui était jusqu'alors occupé par *Daech*, ou du moins à chasser l'Etat islamique de la ville antique du centre de la Syrie, Palmyre, reprenant alors son contrôle total. La ville antique était occupée depuis mai 2015<sup>89</sup>.

Il convient ici de préciser que la reprise de Palmyre, grâce aux opérations conjointes de l'armée syrienne et de l'armée russe, a été saluée par le secrétaire général de l'Organisation des Nations

---

87 En période de guerre, la politique de la « terre brûlée » consiste à détruire toutes les ressources, les moyens de production, les infrastructures afin de les rendre inutilisables par l'ennemi (WIKIPEDIA, 2016, « Politique de la terre brûlée », [mis en ligne le 16 avril 2016], [consulté le 28 mai 2016], URL : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Politique\\_de\\_la\\_terre\\_br%C3%BB1%C3%A9e](https://fr.wikipedia.org/wiki/Politique_de_la_terre_br%C3%BB1%C3%A9e)).

88 IMBERT, L., ZERROUKY, M., (2016), « Les troupes gouvernementales syriennes aux portes de Palmyre », *Le Monde*, [mis en ligne le 24 mars 2016], [consulté le 28 mars 2016], URL : [http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2016/03/24/les-troupes-gouvernementales-syriennes-aux-portes-de-palmyre\\_4889478\\_3218.html](http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2016/03/24/les-troupes-gouvernementales-syriennes-aux-portes-de-palmyre_4889478_3218.html)

89 THE HUFFINGTON POST, (2016), « Daech intégralement chassé de Palmyre, l'armée syrienne reprend le contrôle de la cité antique », [mis en ligne le 27 mars 2016], [consulté le 28 mars 2016], URL : [http://www.huffingtonpost.fr/2016/03/27/daech-palmyre-chasse-controle-armee-cite-antique\\_n\\_9552204.html](http://www.huffingtonpost.fr/2016/03/27/daech-palmyre-chasse-controle-armee-cite-antique_n_9552204.html)

Unies, Ban Ki-moon<sup>90</sup>, ce qui porte inévitablement au pinacle les forces armées de Vladimir Poutine, et donc la puissance de la Russie. En outre, deux années plus tôt, le 14 septembre 2013, sur la base d'un engagement du président Assad, les Etats-Unis et la Russie ont signé un accord afin d'éliminer les armes chimiques en Syrie. Sous la pression conjointe de Washington et de Moscou, Damas a finalement placé son arsenal chimique sous contrôle international<sup>91</sup>, adhérant à la Convention, pour l'interdiction des armes chimiques<sup>92</sup>. Cela confirme donc le statut de puissance influente qu'occupe de plus en plus la Russie, notamment lorsque le chef d'Etat russe s'illustre aux côtés de la puissance américaine pour peser sur Damas. Washington prend donc conscience de l'importance de la Russie et du rôle que Moscou peut jouer afin de favoriser le dialogue avec Damas, ce qui est essentiel dans la situation actuelle.

En orchestrant sa puissance militaire de la sorte, Moscou met en œuvre un moyen agressif pour mettre en scène sa puissance<sup>93</sup>, et surprend ses partenaires occidentaux dans la réussite de son exposition et la confirmation de son influence. C'est ce que souligne le journaliste Christian Makarian, directeur délégué de la rédaction de L'Express et spécialiste des questions internationales : « [après] s'être montré incontournable par sa capacité à manier l'outil militaire, le *leader* russe joue maintenant de la solution du conflit syrien comme d'un autre moyen de peser sur le cours du monde. Il se verrait satisfait si un accord de paix en Syrie passait finalement par le rôle directeur de la Russie »<sup>94</sup>. Alain Rodier, directeur adjoint du Centre français de recherche sur le renseignement et spécialiste du terrorisme et de la criminalité organisée, conclut pour sa part : « [...] jusqu'à maintenant, c'est un sans-faute qu'a mené Vladimir Poutine »<sup>95</sup>. Enfin, il convient de relever le propos de certains journalistes, à l'instar de Sybille De Laroque, qui se demandent s'il ne faut pas

90 L'EXPRESS, (2016), « Syrie : pourquoi la reprise de Palmyre pourrait être déterminante contre daech », [mis à jour le 27 mars 2016], [consulté le 02 avril 2016], URL : [http://www.lexpress.fr/actualite/monde/syrie-pourquoi-la-reprise-de-palmyre-pourrait-etre-determinante\\_1777151.html](http://www.lexpress.fr/actualite/monde/syrie-pourquoi-la-reprise-de-palmyre-pourrait-etre-determinante_1777151.html)

91 SALLON, H., (2014), « Syrie : où en est la destruction des armes chimiques ? », *Le Monde*, [mis en ligne le 05 février 2014], [consulté le 28 mai 2016], URL : [http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/02/05/syrie-le-plan-de-demantelement-de-l-arsenal-chimique-retarde\\_4359727\\_3218.html](http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/02/05/syrie-le-plan-de-demantelement-de-l-arsenal-chimique-retarde_4359727_3218.html)

92 Se reporter au texte de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction (ORGANISATION POUR L'INTERDICTION DES ARMES CHIMIQUES, 2005, *Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction*, [mis en ligne en 2005], [consulté le 28 mai 2016] URL : [https://www.opcw.org/fileadmin/OPCW/CWC/CWC\\_fr.pdf](https://www.opcw.org/fileadmin/OPCW/CWC/CWC_fr.pdf)).

93 VERNET, D., (2016), « La Russie peut-elle trouver la solution au conflit Iran-Arabie saoudite ? », *Slate Magazine*, [mis en ligne le 08 janvier 2016], [consulté le 23 mars 2016], URL : <http://www.slate.fr/story/112351/russie-solution-conflit-iran-arabie>

94 MAKARIAN, C., (2016), « Poutine ou la stratégie du “coup d'avance” », *L'Express*, [mis en ligne le 22 mars 2016], [consulté le 28 mars 2016], URL : [http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/poutine-ou-la-strategie-du-coup-d-avance\\_1775572.html](http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/poutine-ou-la-strategie-du-coup-d-avance_1775572.html)

95 RODIER, A, (2016), « Ce qui se cache derrière le retrait surprise des troupes russes de Syrie », *Atlantico*, [mis en ligne le 15 mars 2016], [consulté le 28 mai 2016], URL : <http://www.atlantico.fr/decryptage/qui-se-cache-derriere-retrait-surprise-troupes-russes-syrie-alain-rodier-vladimir-poutine-president-bachar-el-assad-russie-2625723.html#b8WBry3jFVE5JBSz.99>

voir dans cette influence que Moscou a sur Damas, le symbole montrant que la Russie cherche à devenir le nouveau gendarme du monde<sup>96</sup>.

Toutefois, comme il a été mentionné précédemment, les médias cherchent parfois à développer une agitation autour de certains sujets d'actualité, sans mise à distance et sans analyse approfondie (se reporter aux parties 2.1.5 et 2.2.3), ainsi il convient de nuancer les propos véhiculés par la presse. Quelques spécialistes de la politique russe au Proche-Orient, tels que Taline Ter Minassian, Clément Therme et Denis Bauchard, proposent ainsi une vision plus nuancée que celle proposée par certains médias et journalistes. Ancien ambassadeur de France en Jordanie (1993-1996), puis président de l'Institut du Monde arabe (2002-2004), Denis Bauchard est aujourd'hui consultant, notamment auprès de l'Institut français des relations internationales (IFRI). En 2012, il a en outre publié une *Note de l'IFRI* : « La Russie au Moyen-Orient »<sup>97</sup>. Le 3 mai 2016, lors d'une conférence portant sur l'influence de la Russie au Proche-Orient, Denis Bauchard tente d'expliquer l'influence croissante du président russe au Moyen-Orient, et ses interventions remarquées en Syrie depuis 2015. Selon lui, « [les] Russes ont senti le flottement américain, Poutine a tenté d'utiliser ce recul pour effectuer son retour dans la région et montrer qu'il y est un acteur incontournable ». Le consultant analyse ensuite la politique que mène le président Vladimir Poutine au Proche-Orient depuis les dernières années, et y voit un moyen pour Moscou de sauvegarder les zones d'influence traditionnelle de la Russie dans la région. Le chef d'Etat russe souhaite en outre les étendre, par exemple vers l'Égypte, « où la Russie a pu s'imposer dans la mesure où les relations entre les Etats-Unis et le Maréchal Sissi sont mauvaises ». La Russie se tourne également vers Israël. Ainsi, malgré les relations historiques très étroites entre Israël et les Etats-Unis, notamment en raison des intérêts économiques américains au Proche-Orient, Israël est devenu un acteur important dans la politique russe menée dans la région : « [les] relations personnelles entre Netanyahu et Poutine sont excellentes, l'ambassade d'Israël à Moscou a une influence importante dans la capitale russe »<sup>98</sup>. Les analyses de spécialistes comme Denis Bauchard proposent ainsi une approche plus approfondie des relations de la Russie avec les Etats du Proche-Orient. A la lumière des événements historiques

---

96 DE LAROQUE, S., (2013), « La Russie cherche-t-elle à devenir le nouveau gendarme du monde ? », *Journalism Online Press (Jol-Press)*, [mis en ligne le 13 septembre 2013], [consulté le 28 mai 2016], URL :

<http://www.jolpress.com/syrie-diplomatie-russie-cherche-devenir-nouveau-gendarme-monde-article-821701.html>

97 BAUCHARD, D., (2012), « La Russie au Moyen-Orient », *Note de l'IFRI. Programme Moyen-Orient et Méditerranée (MOM)*, [mis en ligne en 2012], [consulté le 28 mai 2016], URL :

<https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/notemomdbauchard.pdf>

98 Se reporter à l'intervention de Denis Bauchard répondant à la question : « Quels sont aujourd'hui les déterminants de la politique russe au Moyen-Orient ? » lors de la conférence (SAMPO-DU CRAY, M., 2016, « Le retour de la Russie au Moyen-Orient. Conférence tenue à l'Institut de recherche et d'études Méditerranée Moyen-Orient le 3 mai 2016 », *Classe Internationale*, [mis en ligne le 18 mai 2016], [consulté le 28 mai 2016], URL : <https://classe-internationale.com/2016/05/18/le-retour-de-la-russie-au-moyen-orient/>).



et en prenant du recul face à l'actualité « brûlante », ils étudient l'influence de Moscou au Moyen-Orient avec nuance et mesure, sans spéculation sur l'avenir.

Compte-tenu de la configuration géopolitique actuelle, force est de constater que la Russie du président Vladimir Poutine est en train de « redorer son blason » sur la scène internationale et de s'affirmer tel un acteur influent, voire incontournable. En outre, si les relations peuvent parfois se détériorer entre la Russie et l'Union européenne, le président russe, en s'orientant progressivement vers les marchés émergents – notamment vers les marchés asiatiques à l'instar de l'Inde et de la Chine (se reporter à la partie 2.2.2) – garantit sa vente de gaz et de pétrole grâce aux exportations vers ces économies à fort potentiel de croissance dont la consommation énergétique augmente fortement. Ainsi, cela permet à la Russie d'assurer la rentabilité et la viabilité de son modèle économique pour les années à venir. Cependant, il convient de souligner que son modèle présente encore de grandes difficultés à se réformer structurellement.

## **CONCLUSION**

L'exploration de l'Arctique n'est pas récente, cette région polaire aux conditions extrêmes a toujours fasciné l'homme. S'agissant de la Fédération de Russie, la domination de la nature a toujours figuré parmi les grandes priorités des autorités russes, d'abord pour exploiter les ressources naturelles de son territoire, mais également pour mettre en scène sa puissance. Aujourd'hui, le développement de l'Arctique, à savoir l'exploitation de ses immenses gisements de gaz et de pétrole, et l'utilisation de la route maritime du Nord, est plus que jamais dans l'objectif de Moscou. Si l'Arctique ne suscitait pas grand intérêt de la part des puissances occidentales jusqu'alors, la plupart des Etats membres de l'Union européenne ainsi que les Etats-Unis se méfient dorénavant de l'ambition du président russe. En effet, les Etats occidentaux, ayant traditionnellement le *leadership* sur la scène mondiale, prennent progressivement conscience du potentiel de puissance de Moscou, grâce à la domination d'une immense région du monde recelant, qui plus est des ressources naturelles d'une richesse considérable. C'est la raison pour laquelle l'Arctique « [entre] désormais dans le grand jeu de la mondialisation » (Foucher, 2014, p. 16), devenant non plus seulement cadre, mais également enjeu et théâtre – selon la définition de la géopolitique formulée par Stéphane Rosière (Rosière, 2001, p. 35) –, et représente également des rivalités de pouvoir grandissantes – ce qui est, comme le propose la définition d'Yves Lacoste, l'objet d'étude de la géopolitique (Lacoste, 1993, cité par Lorot, 2009, p. 16). Cependant son importance géopolitique et géoéconomique – en ce sens que le développement de l'Arctique est également une stratégie commerciale de l'Etat russe pour protéger son économie (Lorot, 2009, p. 14) –, augmente en fonction de plusieurs facteurs. Cinq d'entre eux peuvent ainsi être identifiés : le prix du baril de pétrole (1), le développement d'une technologie et d'un savoir-faire adaptés aux conditions polaires (2), le taux d'émission de carbone produit par le développement commercial de l'Arctique – notamment du fait de l'utilisation du passage du Nord-Est – et les conséquences environnementales sur l'écosystème arctique (3), la rentabilité de l'utilisation de la route maritime du Nord par rapport à la traditionnelle voie maritime passant par le canal de Suez, en fonction du prix du transport notamment (4), et enfin la transparence des frais et la définition d'un cadre légal d'investissement en Arctique (5) (Ebinger, Zambetakis, 2009, p. 1232).

S'agissant des ambitions des autorités russes, confrontées à un relatif épuisement de leurs traditionnelles régions de production d'hydrocarbures (Marchand, 2008, p. 17), et à un faible prix du baril du pétrole (28 dollars en janvier 2016<sup>99</sup>), le président Vladimir Poutine est contraint d'orienter

<sup>99</sup> Se reporter à la variation du cours officiel du baril de pétrole (PRIX DU BARIL. Le cours officiel du baril de pétrole, 2016, [mis à jour le 18 mai 2016], [consulté le 18 mai 2016], URL : <http://prixdubaril.com>).

son pays vers un nouveau modèle économique, moins dépendant des hydrocarbures et davantage tourné vers la production de biens manufacturés à forte valeur ajoutée. Toutefois, compte-tenu de l'état de récession économique qui marque le pays en ce moment, il est fondamental pour la Russie de garder un secteur de l'énergie vigoureux, d'autant plus qu'elle est naturellement pourvue de ces réserves d'hydrocarbures immenses. C'est sans doute ce qui fera, aujourd'hui comme à l'avenir, son principal atout économique. Ainsi, malgré les redoutables défis que suppose l'extraction et le transport du gaz et du pétrole de l'Arctique *offshore*, le président Vladimir Poutine semble déterminé à renforcer ses investissements dans ces régions polaires inhospitalières dont l'exploitation est pourtant particulièrement exigeante en terme de moyens financiers, logistiques et techniques. Le projet d'exploitation de l'Arctique soulève de surcroît d'importants enjeux de puissance pour Moscou. En effet, cette orchestration par l'Etat d'une potentielle maîtrise des territoires hostiles de l'Arctique russe est une façon pour Vladimir Poutine de montrer sa détermination et sa force d'action, non seulement à sa population, mais également à l'ensemble de la communauté internationale, en particulier aux puissances occidentales avec qui les relations sont souvent conflictuelles.

Toutefois, la mise en œuvre des projets du gouvernement de Vladimir Poutine est dans le même temps conditionnée par ses partenariats avec les puissances américaine et européenne. En effet, sans coopération avec les compagnies occidentales la Russie n'a pas les moyens économiques de ses ambitions en Arctique. Malgré les tensions, si le président Vladimir Poutine souhaite relancer son modèle économique et renforcer l'influence de son pays sur la scène mondiale, une pacification de leurs relations est donc nécessaire, et cela suppose sans doute l'ouverture du pays aux investisseurs américains et européens, induisant de fait la possibilité pour les compagnies occidentales d'exercer le contrôle sur la gestion d'entreprises russes. Si l'Etat russe accepte de réduire son influence au sein de l'économie nationale, et que le président Vladimir Poutine développe un climat favorable au dialogue avec ses partenaires économiques, l'Arctique deviendra peut-être une région vecteur de puissance pour Moscou. En revanche, si le président russe accepte de coopérer avec les Etats occidentaux, et profite de leur soutien technique et financier, en contre-partie il pourrait être contraint de partager une part du gain de l'exploitation *offshore*, ce qui ne semble pas figurer actuellement dans les projets de Moscou. Pourtant, sous ces conditions la Russie pourrait peut-être devenir une nouvelle puissance industrielle à l'horizon 2020. L'issue des élections présidentielles de 2018 permettra sans doute de déterminer avec davantage de certitude l'orientation de la politique de Moscou en Arctique, pour les décennies prochaines.

## RÉFÉRENCES

ARCTIC MONITORING AND ASSESSMENT PROGRAMME (AMAP). ARCTIC COUNCIL WORKING GROUP [Programme d'évaluation et de surveillance de l'Arctique. Groupe de travail du Conseil de l'Arctique], (2007), « Arctic Oil and Gas 2007 » [Pétrole et gaz en Arctique 2007], vol. 1, 57 p., [mis en ligne en 2007], [consulté le 04 février 2016], URL :

<http://www.amap.no/documents/doc/arctic-oil-and-gas-2007/71>

ARCTIC MONITORING AND ASSESSMENT PROGRAMME (AMAP). ARCTIC COUNCIL WORKING GROUP [Programme d'évaluation et de surveillance de l'Arctique. Groupe de travail du Conseil de l'Arctique], (2010), « Assessment 2007: Oil and Gas Activities in the Arctic - Effects and Potential Effects » [Evaluation 2007: exploitation pétrolière et gazière en Arctique – Incidences et effets éventuels], vol. 1, 434 p., [mis en ligne en 2010], [consulté le 04 février 2016], URL :

<http://www.amap.no/documents/doc/assessment-2007-oil-and-gas-activities-in-the-arctic-effects-and-potential-effects.-volume-1/776>

BEGORRE-BRET, M., BRET, C, (2016), « La Russie a-t-elle les moyens économiques de ses ambitions géopolitiques ? », *Diploweb. La revue géopolitique*, [mis en ligne le 6 janvier 2016], [consulté le 21 mai 2016], URL : <http://www.diploweb.com/La-Russie-a-t-elle-les-moyens.html>

BENAROYA, F., (2006), « L'Economie de la Russie », Editions La Découverte, Collection Repères, 123 p.

BP, (2015), « BP Statistical Review of World Energy 2015 » [Analyse statistique de BP sur l'énergie mondiale 2015], *Rapport n°64*, 48 p., [mis en ligne en juin 2015] [consulté le 14 mai 2016], URL : <http://www.bp.com/content/dam/bp/pdf/energy-economics/statistical-review-2015/bp-statistical-review-of-world-energy-2015-full-report.pdf>

BIRD, KJ., CHARPENTIER, RR., GAUTIER, DL. *et al.*, (2008), « Circum-Arctic Resource Appraisal: Estimates of Undiscovered Oil and Gas North of the Arctic Circle » [Evaluation des gisements circum-arctiques : estimations du pétrole et du gaz non-découverts au Nord du Cercle Arctique], *U.S. Geological Survey Fact Sheet 2008-3049*, [mis en ligne en 2008], [consulté le 12 novembre 2015], URL : <http://pubs.usgs.gov/fs/2008/3049/>

CANOBBIO, E., (57ème café de géographie de Mulhouse du 18 janvier 2012), « Les enjeux de l'Arctique », *Cafés Géographiques de Mulhouse*, [mis en ligne en janvier 2012], [consulté le 20 septembre 2015], URL : <http://cafe-geo.net/cafes-geo-mulhouse/>

CHALMIN, P., (2007), *Le poivre et l'or noir – L'extraordinaire épopée des matières premières*, Paris, Bourin Editeur, 138 p.

CHALMIN, P., CHEVALIER, J.-M., ARTUS, P., AUTUME, A. d', (2010), « Les effets d'un prix du pétrole élevé et volatil », *Rapport n°93 du Conseil d'analyse économique*, 255 p., [mis en ligne le 13 septembre 2010] [consulté le 16 mai 2016], URL : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/104000475.pdf>

COMMISSION DES AFFAIRES EUROPEENES SUR LES RELATIONS DE L'UNION EUROPEENNE AVEC LA RUSSIE SOUS LE REGIME DES SANCTIONS. SENAT, (2014), « Union européenne/Russie : les sanctions et après ? », *Rapport d'information n°486*, 149 p., [mis

en ligne le 04 juin 2015], [consulté le 07 février 2016], URL : <http://www.senat.fr/rap/r14-486/r14-4861.pdf>

COMMISSION DES AFFAIRES EUROPEENES SUR LES STRATEGIES EUROPEENNES POUR L'ARCTIQUE. SENAT, (2014), « Arctique : Préoccupations européennes pour un enjeu global », *Rapport d'information n°684*, 190 p., [mis en ligne le 02 juillet 2014], [consulté le 07 février 2016], URL : <http://www.senat.fr/rap/r13-684/r13-6841.pdf>

COMMISSION DE L'ECONOMIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE. SENAT, (2009), « Russie : puissance ou interdépendance énergétique ? », *Rapport d'information n°182*, 152 p., [mis en ligne le 17 décembre 2009], [consulté le 04 février 2016], URL : <http://www.senat.fr/rap/r09-182/r09-1829.html>

COMMISSION EUROPEENE, (2015), « La coopération territoriale en Europe - Une perspective historique », *Publications de la direction générale de la politique régionale et urbaine de la Commission européenne*, 170 p., [mis en ligne en juin 2015], [consulté le 29 février 2016], URL : [http://www.europe-en-france.gouv.fr/content/download/33429/334208/file/interreg\\_25years\\_fr.pdf](http://www.europe-en-france.gouv.fr/content/download/33429/334208/file/interreg_25years_fr.pdf)

CONSEIL EUROPEEN. CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE, (2016), « Mesures restrictives de l'UE en réaction à la crise en Ukraine », *Site web officiel du Conseil de l'UE et du Conseil européen*, [mis en ligne le 14 mars 2016], [consulté le 23 mars 2016], URL : <http://www.consilium.europa.eu/fr/policies/sanctions/ukraine-crisis/>

DELANOE, I., (2015), « L'avenir des relations entre la Russie et la communauté euro-atlantique », *Diploweb. La revue géopolitique*, [mis en ligne le 7 février 2015], [consulté le 09 mars 2016], URL : <http://www.diploweb.com/L-avenir-des-relations-entre-la.html>

DELBECQ, D., (2012), « Le sous-sol de l'Arctique attise les convoitises », *Les dossiers de La Recherche*, n° 51, [mis en ligne en septembre 2012], [consulté le 20 janvier 2016], URL : <http://www.larecherche.fr/savoirs/autre/sol-arctique-attise-convoitises-04-10-2012-91990>

DELEGATION POUR L'UNION EUROPEENNE SUR LES RELATIONS ENTRE L'UNION EUROPEENNE ET LA FEDERATION DE RUSSIE. SENAT, (2007), « Union Européenne – Russie : quelles relations ? », *Rapport d'information n°307*, 100 p., [mis en ligne le 10 mai 2007], [consulté le 25 mai 2016], URL : <https://www.senat.fr/rap/r06-307/r06-307.html>

EBINGER, CK., ZAMBETAKIS, E., (2009), « The Geopolitics of Arctic Melt » [Géopolitique de la fonte de l'Arctique], *Royal Institute of International Affairs*, vol. 85, n° 6, pp. 1215-1232, [mis en ligne en 2009], [consulté le 23 janvier 2016], URL : <http://www.jstor.org/stable/40389013>

FOUCHER, M., (1997), « La fin de la géopolitique ? Réflexions géographiques sur la grammaire des puissances », *Politique étrangère*, vol. 62, n°1, pp. 19-31, [mis en ligne le 14 octobre 2011], [consulté le 17 novembre 2015], URL : [http://www.persee.fr/doc/polit\\_0032-342x\\_1997\\_num\\_62\\_1\\_4609](http://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1997_num_62_1_4609)

FOUCHER, M., (dir), (2014), *L'Arctique. La nouvelle frontière*, Paris, CNRS Editions, coll. « Biblis », 178 p.

HANSL, B., (2015), « With the ruble depreciation, “Made in Russia” could once more become a worldwide trademark » [Malgré la dépréciation du rouble, le “Made in Russia” pourrait, une fois de plus, devenir une marque mondiale], *Brookings*, [mis en ligne le 03 novembre 2015], [consulté le 09 mars 2016], URL : <http://www.brookings.edu/blogs/future-development/posts/2015/11/03-ruble-depreciation-russia-hansl>

HILL, F., (2004), « Siberia: Russia's Economic Heartland and Daunting Dilemma » [La Sibérie : cœur économique de la Russie et dilemme de taille], *Current History*, pp. 324 - 331, [mis en ligne en octobre 2004], [consulté le 01 février 2016], URL : [http://www.brookings.edu/press/books/reviews/SiberianCurse\\_CurrentHistory.pdf](http://www.brookings.edu/press/books/reviews/SiberianCurse_CurrentHistory.pdf)

HOU, S., (2014), « Conflits environnementaux et instrumentalisation dans le secteur des hydrocarbures en Russie orientale », *L'Espace Politique*, vol. 2, n°23, [mis en ligne le 04 juillet 2014], [consulté le 28 janvier 2016], URL : <http://espacepolitique.revues.org/3134>

INOZEMTSEV, V., JOUTCHKOVA, I., (2013), « La Russie en 2030 », *Revue internationale et stratégique*, vol. 4, n° 92, p. 157-165, [mis en ligne en 2013], [consulté le 15 février 2016], URL : <http://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2013-4.htm>

INTERNATIONAL ENERGY AGENCY, (2015), « World Energy Outlook 2015 » [Perspectives énergétiques mondiales 2015], 48 p., [mis en ligne en 2015] [consulté le 25 mai 2016], URL : [https://www.iea.org/publications/freepublications/publication/WEO2015ES\\_FRENCH.pdf](https://www.iea.org/publications/freepublications/publication/WEO2015ES_FRENCH.pdf)

INTERNATIONAL GAS UNION, (2016), « IGU World Gas LNG Report », *2016 Edition*, 92 p., [mis en ligne en 2016] [consulté le 16 mai 2016], URL : [http://www.connaissancedesenergies.org/sites/default/files/album\\_images/igu\\_world\\_lng\\_report\\_2016.pdf](http://www.connaissancedesenergies.org/sites/default/files/album_images/igu_world_lng_report_2016.pdf)

KROPOTKINE, A., (2005), « Denis Eckert, Le monde russe », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 36, n°3, pp. 203-207, [mis en ligne en 2005], [consulté le 26 janvier 2016], URL : [http://www.persee.fr/doc/receo\\_0338-0599\\_2005\\_num\\_36\\_3\\_1728](http://www.persee.fr/doc/receo_0338-0599_2005_num_36_3_1728)

KUMPULA, T., FORBES, BC., STAMMLER, F., (2010), « Remote Sensing and Local Knowledge of Hydrocarbon Exploitation: The Case of Bovanenkovo, Yamal Peninsula, West Siberia, Russia » [Télé-détection et connaissances locales de l'exploitation d'hydrocarbures : le cas de Bovanenkovo, péninsule de Yamal, Sibérie occidentale, Russie], *Arctic*, vol. 63, n°2, pp. 165 - 178, [mis en ligne le 13 octobre 2009], [consulté le 04 février 2016], URL : <http://pubs.aina.ucalgary.ca/arctic/Arctic63-2-165.pdf>

LABEVIERE, R., (2011), « Grand Nord : le réchauffement armé », *Revue internationale et stratégique*, vol. 4, n° 84, pp. 115-123, [mis en ligne en 2011], [consulté le 23 janvier 2016], URL : <http://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2011-4-page-115.htm>

LASSERRE, F., (2011), « Frontières maritimes dans l'Arctique : le droit de la mer est-il un cadre applicable ? », *Ceriscope frontières. Science po*, [mis en ligne en 2011], [consulté le 31 octobre 2015], URL : <http://ceriscope.sciences-po.fr/content/part2/frontieres-maritimes-dans-larctique>

- LASSERRE, F., (2014), « La géopolitique de l'Arctique : sous le signe de la coopération », *Ceriscope Environnement. Science po*, [mis en ligne en 2014], [consulté le 31 octobre 2015], URL : <http://ceriscope.sciences-po.fr/environnement/content/part5/la-geopolitique-de-l-arctique-sous-le-signe-de-la-cooperation>
- LASSERRE, F., LE ROY, J., GARON, R., (2012), « Is there an arms race in the Arctic? » [Existe-t-il une course à l'armement en Arctique ?], *Journal of Military and Strategic Studies*, vol. 14, n° 3 & 4, 56 p., [mis en ligne en 2012], [consulté le 01 novembre 2015], URL : <http://jmss.org/jmss/index.php/jmss/issue/view/64>
- LEE, T., KIM, HJ., (2015), « Barriers of voyaging on the Northern Sea Route : A perspective from shipping Companies », *Marine Policy*, n° 62, pp. 264 - 270, [mis à jour le 30 octobre 2015], [consulté le 22 février 2015], URL : <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0308597X15002572>
- LEIGH, D., LIAN, W., POPLAWSKI-RIBEIRO, M., TRYRENNIKOV, V., (2015), « Chapter 3. Exchange rates and trade flows : disconnected ? », in International Monetary Funds, *World Economic Outlook October 2015*, pp. 105-142, [mis en ligne le 19 janvier 2016], [consulté le 23 mai 2016], URL : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2015/02/pdf/c3.pdf>
- LING, V., STRUYE DE SWIELANDE, T., (2011) « L'Arctique : nouvel eldorado ? », *Université catholique de Louvain. Note d'analyse 15*, 50 p., [mis en ligne en mars 2011], [consulté le 28 janvier 2016], URL : <https://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/pols/documents/NA15-INBEV-TEXT.pdf>
- LLOYD'S, (2012), « Arctic opening: [Opportunity and Risk in the High North](#) » [L'ouverture de l'Arctique : opportunité et risque dans le Grand Nord], 60 p., [mis en ligne en 2012], [consulté le 28 janvier 2016], URL : [https://www.lloyds.com/~media/files/news%20and%20insight/360%20risk%20insight/arctic\\_risk\\_report\\_webview.pdf](https://www.lloyds.com/~media/files/news%20and%20insight/360%20risk%20insight/arctic_risk_report_webview.pdf)
- LOROT, P., (2009), « De la géopolitique à la géoéconomie », *Géoéconomie*, vol. 3, n°50, pp. 9-19, [mis en ligne en 2009], [consulté le 27 novembre 2015], URL : <http://www.cairn.info/revue-geoéconomie-2009-3-page-9.htm>
- LYNCH, AC., (2002), « Roots of Russia's Economic Dilemmas: Liberal Economics and Illiberal geography » [Les origines des dilemmes économiques de la Russie: économie libérale et géographie rude], *Europe-Asia Studies*, vol. 54, n° 1, pp. 31-24, [mis en ligne en janvier 2002], [consulté le 23 janvier 2016], URL : <http://www.jstor.org/stable/826216>
- MARCHAND, P., (2008), « La Russie et l'Arctique. Enjeux géostratégiques pour une grande puissance », *Le Courrier des pays de l'Est*, vol. 2, n° 1066, pp. 6-19, [mis en ligne en 2008], [consulté le 23 janvier 2016], URL : <https://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2008-2-page-6.htm>
- MASSET, M., (2016), « Contre vents et marées : les sauveteurs en Arctique », *Le courrier de Russie*, [mis en ligne le 5 janvier 2016], [consulté le 24 février 2016], URL : <http://www.lecourrierderussie.com/dossiers/mourmansk-voyage-de-nuit/2016/01/mourmansk-sauveteurs-arctique/?v=f9308c5d0596>

- MENDRAS, M. , (1996), « Pouvoir et territoire en Russie », *Cultures & Conflits*, n° 21 et 22, [mis en ligne le 15 mars 2006], [consulté le 08 février 2016], URL : <http://conflits.revues.org/265>
- NOPENS, P., (2010), « The Impact of Global Warming on the Geopolitics of the Arctic. A Historical Opportunity for Russia ? » [L'impact du réchauffement climatique sur la géopolitique de l'Arctique. Une opportunité historique pour la Russie ?], *EGMONT Royal Institute for International Relations. Security Policy Brief*, [mis en ligne en mars 2010], [consulté le 30 janvier 2016], URL : [http://aei.pitt.edu/14429/1/SPB-8\\_impact-global-warming.pdf](http://aei.pitt.edu/14429/1/SPB-8_impact-global-warming.pdf)
- ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (OCDE), (2004), « Evolution des prix du pétrole : moteurs, conséquences économiques et ajustement des politiques », in *Perspectives économiques de l'OCDE*, vol. 2, n° 76, pp. 147-170, [mis en ligne en 2004] [consulté le 14 mai 2016], URL : <https://www.oecd.org/fr/eco/monetaire/34087712.pdf>
- PAILLARD, C.-A., (2012), « La chute de l'économie russe est-elle durable ? », *Diploweb. La revue géopolitique*, [mis en ligne en 2012], [consulté le 24 mai 2016], URL : <http://www.diploweb.com/La-chute-de-l-economie-russe-est.html>
- PLOUFFE, J., (2011), « Les puissances tierces dans la zone Arctique. Posture stratégique et diplomatique de la France », *Etude de l'IRSEM. Ministère de la Défense*, 137 p., [mis en ligne en 2011], [consulté le 29 février 2016], URL : [http://www.defense.gouv.fr/content/download/153118/1551569/file/Labo\\_2011\\_%20n%C2%B03\\_%20Puissances\\_tierces\\_zone\\_artique.pdf](http://www.defense.gouv.fr/content/download/153118/1551569/file/Labo_2011_%20n%C2%B03_%20Puissances_tierces_zone_artique.pdf)
- POOTER, H. de, (2010), « Les conséquences juridiques des transformations physiques de l'Arctique », *Florilège stratégique. Institut des hautes études de défense nationale*, [mis en ligne en 2010], [consulté le 31 octobre 2015], URL : [http://www.ihedn.fr/userfiles/file/apropos/POOTER\\_%20\(de\)%20Les%20cons%C3%83%C2%A9quences%20physiques%20%20%20%20\(Relecture%20TCDP\).pdf](http://www.ihedn.fr/userfiles/file/apropos/POOTER_%20(de)%20Les%20cons%C3%83%C2%A9quences%20physiques%20%20%20%20(Relecture%20TCDP).pdf)
- POWELL, R., DODDS, K. (eds.), (2014), *Polar geopolitics?: Knowledges, resources and legal regimes [Une géopolitique polaire ? : savoirs, ressources et régimes juridiques]*, Northampton, Massachusetts, Edward Elgar.
- RADVANYI, J., (2010), *La Nouvelle Russie*, 4<sup>ème</sup> édition, Paris, Armand Colin, coll. « U Géographie », 464 p.
- RADVANYI, J., (2013), « La Sibérie, eldorado russe du XXI<sup>e</sup> siècle ? », *Revue internationale et stratégique*, vol. 4, n° 92, pp. 129-137, [mis en ligne en 2013], [consulté le 23 janvier 2016], URL : <http://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2013-4-page-129.htm>
- ROSIERE, S., (2001), « Géographie politique, géopolitique et géostratégie : distinctions opératoires », *L'information géographique*, vol. 65, n°1, pp. 33-42, [mis en ligne le 16 octobre 2015], [consulté le 8 mars 2016], URL : [http://www.persee.fr/doc/ingeo\\_0020-0093\\_2001\\_num\\_65\\_1\\_2732](http://www.persee.fr/doc/ingeo_0020-0093_2001_num_65_1_2732)
- ROUSSEL, S., (2012), « Chronique de l'Arctique », *Lettre de l'Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire (IRSEM) n°1. Ministère de la Défense*, [mis en ligne le 24 janvier 2012], [consulté le 31 janvier 2012], URL : <http://irsem.defense.gouv.fr/spip.php/?article592>



ROYER, P., (2014), *Géopolitique des mers et des océans, qui tient la mer, tient le monde*, Paris, PUF, 203 p.

RUCKER, L., (2003), « Le pétrole russe », *Fondation Robert Schuman. Centre de recherches et d'études sur l'Europe*, Synthèse n° 97, [mis en ligne le 01 janvier 2003], [consulté le 07 février 2016], URL : <http://www.robert-schuman.eu/fr/syntheses/0097-le-petrole-russe>

SAPIR, J., (2012), « La Russie à la recherche d'une stratégie de croissance », *Carnet RussEurope*, [mis en ligne le 26 novembre 2012], [consulté le 23 mai 2016], URL : <http://russeurope.hypotheses.org/532>

SAPIR, J., (2016a), « L'Economie Russe au début de 2016. Intervention de l'académicien Viktor V. Ivanter au séminaire Franco-Russe », *Carnet RussEurope*, [mis en ligne le 25 janvier 2016], [consulté le 09 mars 2016], URL : <http://russeurope.hypotheses.org/4670>

SAPIR, J., (2016b), « L'état de l'économie », *Carnet RussEurope*, [mis en ligne le 5 février 2016], [consulté le 09 mars 2016], URL : <http://russeurope.hypotheses.org/4692>

SAPIR, J., (2001), « La crise financière russe comme révélateur des carences de la transition libérale », *Diogène*, vol. 2, n°194, pp. 119-132, [mis en ligne en 2001], [consulté le 24 mai 2016], URL : <https://www.cairn.info/revue-diogene-2001-2-page-119.htm>

TEURTRIE, D., (2008), « La stratégie de la Russie dans l'exportation de ses hydrocarbures : contrôle et diversification », *Flux*, vol. 1, n°71, pp. 24-36, [mis en ligne en 2008], [consulté le 20 janvier 2016], URL : <http://www.cairn.info/revue-flux-2008-1-page-24.htm>

ØVERLAND, I., (2011), « La politique énergétique de la Russie en Arctique » (Prix Marcel-Cadieux de l'International Journal) [trad. de l'anglais par A.-H. Kerbirou], *Études internationales*, vol. 42, n° 2, pp. 145-158, [mis en ligne en juin 2011], [consulté le 01 novembre 2015], URL : <http://www.erudit.org/revue/ei/2011/v42/n2/1005823ar.html?vue=plan>

## ***TABLE DES CARTES***

Carte n°1 – La Sibérie et l'Extrême-Orient russe	13
Carte n°2 – Géographie physique de la Fédération de Russie	16
Carte n°3 – Réserves non-découvertes de pétrole en Arctique, exprimées en milliards de barils (territoire russe sur la partie gauche de la carte)	25
Carte n°4 – Réserves non-découvertes de gaz en Arctique, exprimées en milliards de pieds cubes (territoire russe sur la partie gauche de la carte)	26
Carte n°5 – Le trajet de la route maritime du Nord (en violet) comparé à celui de la traditionnelle voie maritime passant par le canal de Suez (en rouge)	28
Carte n°6 – Extension de ZEE demandée par la Russie à la Commission des limites du plateau continental des Nations Unies (zones hachurées en rouge)	32
Carte n°7 - Projets d'études sismiques en Arctique <i>offshore</i> russe, en vue d'opérations de forage (zones quadrillées en orange et rose)	38

## ***TABLE DES FIGURES***

Figure n°1 – Diagrammes représentant la « quantité originelle de pétrole et de gaz en place » en Arctique, dans chacun des Etats arctiques producteurs d'hydrocarbures	15
Figure n°2 – Fluctuation du prix du baril de pétrole entre 2003 et 2016	61
Figure n°3 – Fluctuation du prix du baril de pétrole entre 1970 et 2010, mise en corrélation avec les grands événements mondiaux	63
Figure n°4 – Les pays asiatiques, plus grands importateurs de GNL en 2015	67
Figure n°5 – Croissance des investissements russes par secteur de janvier à juin 2015 par rapport à la même période en 2014 (exprimée en pourcentage)	75



## **TABLE DES MATIERES**

<i>Remerciements</i>	1
<i>Sommaire</i>	3
<b>INTRODUCTION</b>	<b>5</b>
<b>1. UNE GÉOGRAPHIE COMPLEXE CONDITIONNANT LA PUISSANCE DE LA RUSSIE</b>	<b>11</b>
<b>1.1. Un territoire aux multiples ressources</b>	<b>11</b>
1.1.1. Une diversité de richesses concentrées en Sibérie	11
1.1.2. Un potentiel immense pour la production d'hydrocarbures	13
1.1.3. Vers de nouvelles régions d'exploitation en Sibérie arctique ?	14
<b>1.2. L'adaptation à un milieu vaste et hostile : une mise en scène du pouvoir</b>	<b>17</b>
1.2.1. Un territoire immense : artifice de puissance ?	17
1.2.2. La fragilité des espaces arctiques	18
1.2.3. Le développement de la Sibérie : un défi pour Moscou	20
<b>2. UN PROJET D'EXTRACTION OFFSHORE, UNE AMBITION MARQUÉE PAR LA DÉMESURE</b>	<b>23</b>
<b>2.1. Les profondeurs de l'Arctique, un fantasme alimentant la convoitise des Etats et générant de nombreuses tensions</b>	<b>23</b>
2.1.1. Le point sur l'état de connaissance des ressources <i>offshore</i>	23
2.1.2. Les localisations connues des gisements d'hydrocarbures	24
2.1.3. Le développement du passage du Nord-Est (PNE) pour l'acheminement des hydrocarbures	27
2.1.4. La question de la souveraineté dans les espaces maritimes de l'Arctique	29
2.1.5. Une attitude impérialiste de la part du Kremlin ?	30
<b>2.2. Un potentiel en hydrocarbures qui dépasse les seules capacités de la Russie, exigeant de fait une coopération entre Etats, notamment sur le plan technologique</b>	<b>34</b>
2.2.1. Le développement des infrastructures russes pour naviguer sur le PNE	34
2.2.2. Une coopération économique entre acteurs privés qui est toutefois indispensable à l'aboutissement des projets russes ...	36
2.2.3. ... et qui tendrait même à s'élargir à une coopération politique entre Etats	40
2.2.4. La nécessité de nuancer certains discours médiatiques, évoquant la perspective d'une guerre en Arctique	42

2.2.5.	La dangerosité d'exploitation <i>offshore</i> , qui ravive la frilosité des compagnies étrangères à investir l'Arctique	45
--------	---	----

### **3. L'EXPLOITATION DE L'ARCTIQUE : UN RÊVE OU UNE RÉALITÉ POUR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE ?** **51**

#### **3.1. Une perspective incertaine du fait d'un enjeu fortement dépendant des relations internationales et de l'évolution du cours des matières premières** **51**

3.1.1.	La fragilisation et la marginalisation de la Russie générées par les sanctions occidentales, ...	51
3.1.2.	..., l'exploitation américaine des hydrocarbures de schiste, ...	54
3.1.3.	..., et accentuées par les bouleversements au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)	55
3.1.4.	Les conséquences négatives de la chute du prix du pétrole sur les stratégies de développement de l'Arctique russe	60

#### **3.2. La Russie peut-elle tout de même s'affirmer en tant que nouvelle puissance industrielle ?** **65**

3.2.1.	Malgré l'instabilité du cours des hydrocarbures, un renforcement des activités polaires pour exploiter l'immense potentiel des gisements de l'Arctique	65
3.2.2.	La nécessité d'une diversification de l'industrie russe pour assurer une restructuration de son économie	68
3.2.3.	L'espoir d'un nouveau modèle économique qui relancerait l'Etat russe ...	72
3.2.4.	... et lui redonnerait une place de choix sur la scène internationale	77

### **CONCLUSION** **85**

<i>Références</i>	87
-------------------	----

<i>Table des cartes</i>	93
-------------------------	----

<i>Table des figures</i>	93
--------------------------	----

<i>Résumé</i>	100
---------------	-----

<i>Abstract</i>	100
-----------------	-----









## *L'ouverture de l'Arctique :*

### *enjeux géoéconomiques et enjeux de puissance de la Fédération de Russie*

#### RÉSUMÉ

A l'horizon 2050, l'océan Arctique, libre de glace durant tout l'été, rendra techniquement exploitables d'immenses gisements d'hydrocarbures. La Fédération de Russie, souveraine sur environ 40% du territoire arctique, est un acteur clé dans la région. Aujourd'hui, elle y revendique un espace maritime représentant près du tiers de la surface de l'océan. Moscou envisage ainsi d'ouvrir une nouvelle voie maritime le long de ses côtes sibériennes, et de développer l'exploitation du gaz et du pétrole *offshore* de la région. Cela lui permettrait d'augmenter considérablement sa production et ses exportations d'hydrocarbures. Ce serait alors un moyen pour l'Etat russe de s'affirmer comme *leader* du monde arctique, et ainsi d'accroître sa visibilité et son influence sur la scène internationale. Ce mémoire étudie la richesse du sous-sol arctique, conditionnée par les contraintes extrêmes des territoires situés au-delà du Cercle Polaire, et analyse également la perspective d'extraction *offshore* qu'ambitionne Moscou. La Russie pourrait-elle retrouver son prestige de puissance à travers le développement et l'exploitation de l'Arctique ?

#### ABSTRACT

*In the 2050's, the Arctic Ocean will probably be ice-free in summer. Thus, huge hydrocarbon fields will technically be exploitable. The Russian Federation has sovereign rights on 40% of the Arctic territory. It particularly makes it a key actor in the region. Today, Russia claims a maritime area around one third of all the Arctic Ocean. Moscow currently plans to develop a new shipping route lengthwise its Siberian coasts, and to exploit the offshore oil and gas resources. Therefore, Russia could surge its hydrocarbons production and exports. It will be a way not only to stand as a leader in the Arctic, but also a way to enhance its visibility and its influence on the international stage. This short thesis analyzes the Arctic subsoil wealth, in contrast to the extreme constraints of such territories located beyond the Arctic Circle. It studies also Moscow's prospects for offshore oil and gas mining. Could Russia regain its status of powerful state through the development and the exploitation of the Arctic region ?*

